BUREAU D'ÉTUDES

un atlas des priorités

CARTOGRAPHIER LES POUVOIRS, CARTOGRAPHIER LES COMMUNS

LE LIVRET FRANÇAIS

Quelquechose qui a toujours été important. pour nous, c'est que le milieu culturel et le milieu artistique sont devenus des secteurs professionels parmi d'autres. Ce secteur peut être affilié à la fois au marché, à l'État ou à des associations par exemple. Donc il y a plusieurs facons d'approcher le champ artistique. Pour nous il est important de différencier ces differents champs de l'art. Il y a plusieurs milieux, en fait, il y a plusieurs professions qui se construisent pas de la meme maniere, suivant qu'on est dans le marche, dans l'etat ou plutot lié aux reseaux associatifs.

Le travail de bureau d'etudes *est situé dans ces contextes-là, dans les contextes liés a la culture, mais pas seulement artistique parce qu'on a ete beaucoup dans les centres de nouveaux medias par exemple et aussi dans les milieux militants, et puis egalement dans le milieu universitaire, et donc dans ces different milieux.*
En fait chaque milieu definit un type d'identite... les militants sont les militants, les universitaires sont les universitaires, les artistes des artistes. Donc nous, ce qui nous interessait, c'est de dire, bon, il y a quelquechose qui se passe entre, entre les classifications sociales. L'enjeu aujourd'hui c'est comment ça se passe entre les classifications sociales, comment on circule d'un classement a un autre,...parce qu'en général, chacun aime bien être dans sa case. Les artistes font les artistes. Les universitaires se posent comme universitaires et ne se voient pas autrement que des universitaires et les militants se voient comme des militants, etc, et je pense que c'est un des gros problemes d'aujourd'hui..cette sterilité des classifications sociales".
Bureau d'Etudes (interview avec Melanie Pocock, page 196).

ATTENTION !

LA PRÉSENTE PUBLICATION COMPORTE DES DONNÉES NE FIGURANT PAS DANS LA PUBLICATION ANGLAISE ET PERMETTANT DE DÉCHIFFRER DE FAÇON PLUS AVERTIES CERTAINES DES CARTES :

A

- **Gouvernement du système agro-alimentaire (2006),** *acronymes de la carte figurant pages 68 et 69*
- **politique raciale et variétale (2006),** *acronymes de la carte figurant pages 70 et 71*
- **Gouverner l'agroalimentaire par l'information et les télé-communications (2006),** *acronymes de la carte figurant pages 72 et 73*

B

Deux textes ont été ajoutés, ne figurant pas dans la publication anglaise. Nous vous laissons les découvrir.

www.zones refuges.org

NAVIGATION

CHAPITRE UN : LE CAPITAL

Le premier chapitre aborde le milieu hautement technocratique et interconnecté du capitalisme contemporain. Ce chapitre est découpé en trois parties :

• **section 1.1**

Cette section explore des traits techniques, organisationnels et emblématiques du système capitaliste, il documente les acteurs humains et non humains qui le constituent. Le système capitaliste actuel n'est pas seulement composé de personnes et d'organisations (sociétés, États). Il produit également des lois, des systèmes techniques, des réseaux de pouvoirs et d'influence. Cette section ne pourrait avoir l'intention d'être exhaustive. Elle prétend cependant brosser des tableaux et créer des corridors permettant de pénétrer dans ce système afin de le rendre compréhensible et tangible.

• **section 1.2**

Cette section montre notre système comme un "générateur de tragédies"
Tous les systèmes du capitalisme conduisent à des tragédies: les ressources, la production, les services et le commerce (économie), les modes de prise de décision collective (politique), la production de règles (de la justice), la production de vérités (science), la compréhension de l'Inexplicable (religion) ...
Le drame présenté ici prend racine dans la controverse autour du nucléaire iranien, mettant l'accent sur la relation réciproque des croyances religieuses, des actions politiques et de l'économie.

• **section 1.3**

Les contradictions du système capitaliste donnent naissance à de nouvelles dynamiques culturelles et sociales : théâtres de guerres, des lignes d'exodes. Là, se manifestent la limite d'une approche économique du monde (gratuité, communs), les voies de sorties du salariat et de la structure binaire emploi/chômage, les conflits internes au prolétariat culturel avec ses différents modes de production, la contradiction entre la liberté de circulation des marchandises et la liberté de circulation des personnes, la pluralité des modes de légitimation en art, etc.

CHAPITRE DEUX : LES COMMUNS

Le deuxième chapitre ouvre des lignes localisées et partielles de reconfiguration sociale. Ce chapitre ne donne pas lieu à des vues systématiques, mais plutôt à des enquêtes courtes, brèves perspectives, basées sur des expériences et visant à définir un régime nature-culture, un régime des corps et des relations sociales, un régime général d'échange, un régime politique ... qui diffère radicalement de ceux évoqués ci-dessus dans le chapitre Capital. Il veut susciter des inspiratiosn et révèler des opportunités.

Comment naviguer à travers l'ouvrage

(1) La "Table des matières" aide à se déplacer dans la structure générale de l'ouvrage.
(2) Certaines sections sont précédées par un index visuel indiquant les relations entre les différentes cartes présentées :

- p.2-3 : Index visuel de la section "1.1- acteurs".
- p.120-121 : Index visuel "1.3 - Zone rouge".
- p.153 : Index visuel "2. Communs"
- p.184-193 : un index de noms suivi par un court index des notions permet de naviguer transversalement dans l'ouvrage.

(3) Des références sont placées dans certaines pages permettant de naviguer transversalement dans la publication, liant des textes et des cartes entre elles. Ce faisant, il est possible d'entrer dans la publication depuis n'importe quelles de ses pages.
(4) Il est également possible de déceler une boussole cachée permettant de naviguer dans les lignes d'exode et de conflits qui traverse la publication entière.

avec l'aide de Silvia Dini Modigliani (indexation), Brian Holmes (traductions, corrections), Stephen Wright et Jeanne Byrne-Natté (traductions), Freek Lomme pour son enthousiasme, Malika Rassikh (relecture et traductions)

TABLE DES MATIÈRES

LA PAGINATION CI-DESSOUS EST CELLE DE LA PUBLICATION EN ANGLAIS. CHAQUE PAGE DU PRÉSENT LIVRET COMPORTE ÉGALEMENT LE NUMÉRO DE LA PAGE CORRESPONDANTE DANS LA PUBLICATION EN ANGLAIS.

1. LE CAPITAL

1.1 ACTEURS

Objets

p.4 ..... Loi
p.10..... Propriété
p.16..... Groupe
p.22..... État
p.40..... Gouvernement mondial
p.45..... Complexe de complexes
p.52..... Cosmologie

Cartographies, images, graphiques

p.42-43..... Gouvernement mondial (carte)
p.78-81 ... Gouvernement mondial (2 cartes)
p.50 ..... The (dis)infotainment complex (carte)
p.74-75 ... Governer par les réseaux (carte)
p.58-59 ... Le complexe de la crise (carte)
p.60-61 ... Le complexe industriel de la dette (carte)
p.62-63 ... Géostratégie nucléaire en Arctique (carte)
p.64-65 ... Geopolitique de l'Arctique (carte)
p.66-67 ... Propagande électromagnétique (carte)
p.68-73 ... Le système agro-alimentaire et l'État (3 cartes)
p.76-77 ... La huitime sphère (carte imaginative de l'internet)
p.82-83 ... Economie du moi (2 cartes)
p.84-86 ... Champ sémantique indo-européen (carte)

1.2 TRAGÉDIES

Objets

p.88 .....Creating conflicts

Cartographies, images, graphiques

p.98-99 ..... Blasphemy vs Holocaust (map)
p.100-101 ... Global insurgency vs War on terror (map)
p.104 ..... Produire l'ennemi (film)
p.113 ..... Administration de la terreur (film)

1.3 ZONE ROUGE

Objets

Sortir du "workfare"

p.126 ..... 3 formes d'une économie de l'art
p.132 ..... Inventer la gratuité
p.138 .....Le camp No Border

Le dehors est le dedans de l'art

p.146 ..... Machines de resymbolisation

Cartographies, images, graphiques

p.125 ..... Disneyfication des écoles d'art (bandes dessinées)
p.141 ..... Le musée comme générateur social (graphique)
p.142 ..... Art utile (jeu)
p.144 ..... Inklinks of autonomy (carte)
p.148 ..... Le complexe Lagardère (carte)

2. LES COMMUNS

Objets (extraits)

p. 168 ..... Living/dwelling
p. 168 à 182 ... Vers des Terres franches
p. 175..... Lumière et chaleur
p. 180 ..... Localiser
p. 182 ..... Sortir de la propriété

Cartographies, images, graphiques

p. 155 à 161 La ville inter-espèces (graphiques)
p.163 à 166 Territoire d'expérimentation sociale (graphiques)
p.174 ..... appel à polliniser (poster)
p.176 ..... Cosmogonie du Communisme (carte)
p.178 ..... Micro-rebellions (carte)

ANNEXES

Objets

p. 184 à 192 ..... index de noms
p. 193..... ..... index de notions

Images

p. 194 à 195 Contextes
p.197 à 198 Pages en jachère

objet

LOI

RECHERCHE SUR LA FORMATION JURIDIQUE DU RÉEL (2002)

texte de la page 4

***« L'histoire appartient à tout le monde (...). La production historique ne peut être privative. »*, Tribunal de Grande instance de Paris, 30 juin 1971, Note Edelman, Recueil Dalloz, 1971, Jurisprudence, p. 678.**

A

L'ordre public général est composé de trois éléments simples et constants :

sécurité
salubrité
tranquillité
[code des Communes, C 131-2]

Il existe un ordre public moral, un ordre public esthétique, un ordre public économique et enfin, un ordre public politique.

L'ordre public esthétique mis en oeuvre par les polices administratives et judiciaire, établit la façon dont l'espace apparaît; il règle, décrète et prescrit la façon dont il doit être modelé.

B

La population est composée de propriétaires soumis aux règles et aux lois publiques. La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements, Code civil, art. 544

(extrait de Juridic park, Guide juridique de la Ville du Havre, 2002)

L'espace de la quotidienneté est traversé par des normes, des lois et des règles qui structurent et dessinent la ville. Le droit conditionne la façon dont on peut considérer les choses et leur fonctionnement, mais également la façon dont celles-ci peuvent apparaître, puisque le droit peut déterminer par exemple des couleurs, des largeurs de route, ...etc.

Le guide "Juridic park" est une lecture juridique de la ville du Havre à partir d'articles de droit et d'informations collectées à la fois aux archives départementales et au gré de nos promenades. Il confronte son histoire et ce qui se passe dans la ville aujourd'hui, repère les emplacements de symboles républicains comme ceux des drapeaux du 14 juillet mais aussi les zones de travail clandestin ou celles des voitures brûlées . Nous nous sommes également attachés aux propriétés privées, ou de privatisation d'espaces publics comme les emplacements des propriétés EDF, aux emplacements des panneaux « propriété privé » et à ceux des dispositifs de surveillance comme les caméras . Ces éléments divers sont rassemblés sur la carte sur la propriété privée, à laquelle nous avons ajouté des informations singulières comme les emplacements des logements des familles juives déportées pendant la guerre.

Ce document se couplait à une intervention dans des endroits spécifiques de la ville du Havre où nous avons installé de manière sauvage et contextualisé des articles de droit imprimés sur de petites plaques d'apparence réglementaire . Une centaine de plaques portant des articles de différents domaines ont été installées . Par exemple, sur une école, nous avions affiché une plaque citant l'article de droit selon lequel les parents sont passibles de prison s'ils ne mettent pas leurs enfants à l'école, et sur un commissariat, l'article portant sur la non obligation des agents de police d'être en uniforme.

ESTHÉTIQUE D'ADMINISTRATION (2006)

texte des pages 10 à 14

L'esthétique des données est au gouvernement par les systèmes d'information ce que le portrait des Rois était à la monarchie. Valoriser l'information, montrer son importance pour notre existence est, en quelque sorte, un devoir d'allégeance. Quand l'information traitée répond à l'impératif d'actualité, s'ajoute à l'allégeance politique une soumission quasi-religieuse : le culte rendu à l'urgence du présent.

L'esthétique des données a cependant une autre fonction.

Elle est un outil de gouvernement. On sait la vieille relation de la carte géographique aux pratiques militaires, au développement du commerce ou à la planification du territoire. L'établissement des latitudes et des longitudes, installant une grille de mesure régulière sur les accidents du paysage a été un atout essentiel dans la maîtrise des territoires et surtout des routes océanes si importantes dans la construction du capitalisme mondialisé au XVIIe siècle. L'articulation de cette rationalisation de l'espace à la rationalisation du temps (séquencé en douze section d'un disque dans l'horloge), produisit ce vaste système graphique en trois dimensions, cette carte des fuseaux horaires permettant de synchroniser les activités tout autour de la planète.

À cet outil graphique sont venus s'en ajouter d'autres au fur et à mesure du développement de l'État rationnel. Ces organes de perception à distance de la complexité sociale permettaient à l'État de "voir" le passé et le présent et, par conséquent de prévoir et de programmer le futur. Ainsi, Playfair introduit à la fin du XVIIIe siècle, le diagramme en barre et le diagramme en secteur. Puis au XIXe siècle, apparaissent le cartogramme (1882), les courbes de mortalité de Quételet (1828) et la pyramide des âges de Walker (1874). La statistique graphique permit d'embrasser d'un seul regard la société, de comparer les objets qui la composent et d'émettre des prévisions. Elle a contribué, en fait, à remplacer l'hégémonie du discours par la dictature des faits mesurés base de la planification, de la sécurité sociale et de la comptabilité nationale. Ce faisant, elle a institué la société au même titre que la Constitution ou les manuels scolaires.

Si le tableau administratif du territoire s'est réalisé dans la carte géographique et le tableau administratif de la société dans les diagrammes, la représentation de l'administration par elle-même s'est constitué à travers l'organigramme. Cette représentation est issue de l'organisation du peuple armé. Perfectionnant l'organisation militaire napoléonienne, le général von Moltke en Allemagne organisa l'armée en divisions standardisées quant à leur taille, leur entraînement et leur structure les dotant de managers interchangeables uniformément formés dans des écoles militaires. Ce système divisionnaire fût copié par toutes les nations industrielles et perfectionné avec les nouvelles technologies du téléphone et du télégraphe. Le système administratif de l'entreprise Ford s'inspira largement de l'armée prussienne avec ses plans logistiques, ses règles et ses procédures, sa décomposition des problèmes en leur plus simples éléments et son principe du mérite **(NOTE 1)**. La bureaucratie militaire utilisée par Ludendorff pour mobiliser les ressources allemandes pendant la Première guerre mondiale (le plan d'économie de guerre, Kriegwirtschaftsplan) était pratiquement identique au système administratif de Ford. Le Gosplan destiné à mettre en œuvre les plans stratégiques à long terme de l'Union soviétique, était lui-même une adaptation du plan d'économie de guerre allemand **(NOTE 2)**.

La croissance de la rationalisation sociale et l'émergence de l'État technoscientifique **(NOTE 3)** suscitèrent de nouveaux modes de modélisation dont le développement fût fortement stimulé par les deux guerres mondiales. La planification centralisée de leurs moyens de production par l'État soviétique, les États américain et anglais pendant la Seconde guerre mondiale, vint à bout de la planification centralisée des

NOTE 1 - L'organisation fordiste se coupla à l'organisation scientifique du travail poussant plus loin l'approche analytique des pratiques corporelles qui avaient été développées jusqu'alors dans la discipline militaire. Cette organisation scientifique du travail toucha également l'espace ménager. Le Domestic science Movement aux Etats-Unis fit une large promotion après la Première guerre mondiale pour le taylorisme domestique.

NOTE 2 - Lénine a joint explicitement les deux éléments de l'organisation fordiste dans sa définition du socialisme : «[Le socialisme c'est] les soviets plus l'administration prussienne du chemin de fer plus l'organisation industrielle américaine.»

NOTE 3 - L'État technoscientifique apparaît d'abord en Union soviétique avant de se généraliser dans les États industriels avec la Seconde guerre mondiale. Lion Feuchtwanger, assistant-procureur en URSS au second procès de Moscou, écrit, après les délibérations, dans son ouvrage Moscou-1937 (publié à Amsterdam en 1937), à propos des dix-sept accusés trotskistes autour de Boukharine : « Les accusés ne sont pas de véritables accusés, mais des scientifiques mis en demeure d'expliquer leurs erreurs techniques relativement à la théorie scientifique en cours d'application en URSS. Juges, procureurs et accusés sont liés par un but commun. Ils étaient comme des ingénieurs ayant à tester un nouveau genre compliqué de machine. D'aucuns, les accusés, ont détérioré la machine non par méchanceté, mais par obstination à éprouver leurs conceptions visiblement fausses. Leurs méthodes se sont révélées fausses : voilà pourquoi ils sont condamnés. Et comme la machine ne leur tient pas moins à coeur qu'aux juges, ils acceptent leur condamnation. C'est pourquoi aussi ils délibèrent sincèrement avec les autres. Ce qui les solidarise tous, c'est l'amour de la machine, l'amour de la machine de l'État et leur idolâtrie de l'efficacité. »

États allemands et japonais. Le tableau de comptabilité nationale fût mis au point pour préciser quantitativement les conditions de la politique de résistance et de victoire de l'Angleterre contre l'Allemagne. Parallèlement, le tableau input-output d'échanges interindustriels (TEI) montrant les interdépendances entre les secteurs de production, en reliant les flux d'entrée (facteurs de production) aux flux de sortie (produits) a été établi en 1941 par Leontieff aux Etats-Unis **(NOTE 4)**. Les théories de l'équilibre général **(NOTE 5)** et du système social **(NOTE 6**) deviennent alors les figures clés de la planification.

Après la seconde guerre mondiale, la planification à grande échelle fût largement stimulée par les ordinateurs qui accrurent considérablement les capacités de modélisation **(NOTE 7)**. Les programmes informatiques permirent d'intégrer des dizaines puis des centaines de branches des tableaux input-output. Ces tableaux se généralisèrent dans les systèmes nationaux de comptabilité par le biais des instances internationales (ONU, OCDE), au début des années soixante. Dans toutes les régions sous contrôle américain, ils devinrent donc un outil de normalisation et de standardisation des politiques économiques.
Hayek critiqua cette politique de l'État planificateur affirmant qu'elle conduisait à une situation qui *"diffère à peine de l'esclavage"* **(NOTE 8)**. S'inspirant du spécialiste du cerveau Constantin von Monachow décrivant le fonctionnement de l'esprit humain comme l'émergence d'un ordre spontané par l'interaction de milliards de neurones - l'expérience sélectionnant les interactions qui sont les plus utiles pour une adaptation à l'environnement - Hayek en appela à un ordre socio-économique spontané, auto-organisé, émergeant "de la relation et des ajustements mutuels des éléments qui le constituent" **(NOTE 9)**. Imitant les propriétés d'instauration spontanée d'ordre par le cerveau, ce marché idéal, du fait de sa complexité, ne pourrait être modélisé et aucune représentation ou carte, aussi sophistiquée soit-elle, ne pourrait en être effectuée. Cet impossibilité, selon Hayek, condamnerait par avance toute interférence des planificateurs de l'État.

La crise de gouvernement et l'incapacité des États à rétablir les grands équilibres économiques dans les années 70, a été l'occasion d'un déplacement de la modélisation de l'État, d'un État centralisé, impulsant par le haut, à un État régulateur largement déterminé par l'approche de Hayek. Cette régulation s'est traduite par une alternance entre une croissance "néo-libérale" (où le gouvernement régule l'économie par la finance) et une croissance "néo-keynésienne" (qui régule l'économie par les dépenses militaires et par la guerre). Ainsi, la politique néo-libérale des années 80 et 90 augmenta la dette totale des Etats-Unis à 3 fois sa croissance économique annuelle, la plus haute dette jamais enregistrée, deux fois plus élevée que celle ayant inauguré la Grande dépression de 1929. Elle alterna donc, suite à l'évaporation des miracles de la main invisible ("miracle asiatique", "marchés émergents", "net-économy"), avec la politique néo-conservatrice augmentant les prix du pétrole et investissant massivement dans la production d'armes **(NOTE 10)**.

Bien que la régulation ait fait son chemin dans la transformation des États, l'observation de l'État français nous invite à penser qu'elle reste assez superficielle aujourd'hui. L'État français poursuit en effet cette approche planifiante et systématique de l'ordre social qui a été élaborée dans l'après-guerre. L'organigramme de l'État intègre des administrations et des organisations publiques ou para-publiques, mais également des organisations privées (qu'elle contrôle par la propriété, dont elle partage les intérêts stratégiques ou dont elle oriente juridiquement ou normativement l'activité). Elle intègre également des dispositifs techniques et symboliques dont font usages tous les acteurs (monnaie, comptabilité, droit, règle, système d'information,…).
Nous avons procédé à la réalisation d'organigrammes de l'État dans l'agro-alimentaire ou l'on identifie clairement l'articulation d'une structure amont-aval à une structure en filières. Cette représentation ressemble à la réalité du secteur agro-alimentaire - à son fonctionnement, à ses hiérarchies, à ses centralités et périphéries.

On peut prévoir cependant que l'usage de l'ordinateur en réseau et des télécommunications, transforme

NOTE 4 - L'entrée en guerre des Etats-Unis a ouvert à l'analyse input-output (qui s'est amorcée avant-guerre) un nouveau champ de développement. L'administration Roosevelt s'interroge en effet sur les risques de dépression d'après-guerre suite à une démobilisation rapide. Au même moment, le Pentagone s'intéresse à l'analyse input-output à des fins de planification militaire et d'informatisation, mais aussi pour préparer des bombardements de l'Allemagne : il s'agissait de choisir stratégiquement les industries à détruire. Les fondations privées (associées à l'administration) se servirent également de ces recherches (la Cowles Commission, Ford Foundation, Rockefeller Foundation), ainsi que des entreprises comme Westinghouse. Il est possible que Leontieff ait été influencé par les recherches soviétiques des années 1920 telles qu'elles se sont exprimées dans le premier bilan de l'économie nationale de l'URSS pour les années 1923-1924.

NOTE 5 - La théorie de l'équilibre général a prétendue, à partir de la construction imaginée par Walras, démontrer rigoureusement l'existence, l'unicité et la stabilité d'un équilibre général en économie et donc produire une méthode d'évaluation de la politique économique. Cette théorie a été développée par von Neumann, Hicks, Arrow, Debreu.

NOTE 6 - La théorie du système social est inspiré de Pareto qui présente son Traité de sociologie générale comme un prolongement de l'équilibre économique général. Ce traité a connu une postérité aux Etats-Unis avec le Harvard Pareto Circle qui réunit – dans les années 1930 – sociologues, biologistes, mathématiciens, linguistes, politologues, philosophes des sciences et historiens autour de Henderson, professeur de biochimie à Harvard. Participèrent à ce séminaire, parmi d'autres : Schumpeter, Merton, Parsons et Homans. Pour Henderson, le concept de « système social généralisé » propose pour les sciences sociales un schéma analogue à celui proposé par Gibbs pour les systèmes physico-chimiques et rend possible un "traitement systématique des phénomènes complexes". Cette idée est reprise et développée largement dans la sociologie fonctionnaliste américaine, notamment chez Parsons (Voir Jean-Sébastien Lenfant, L'équilibre général comme savoir de Walras à nos jours).

NOTE 7 - Durant la guerre, toujours à Cambridge, Leontief utilise une grande machine à calculer inventée par un ingénieur du MIT. Il est donc probablement le premier chercheur à utiliser l'informatique pour les sciences sociales.

NOTE 8 - F.A. von Hayek, La route de la servitude, PUF, 1985, p.107.

NOTE 9 - F.A. Hayek, Notes on the evolution of systems of Rules of conduct, Studies in philosophy, politics and economics, Routledge & Kegan, 1967, p.73

NOTE 10 - Le lien entre hausse des prix du pétrole et production d'armement date de la crise de 1973. Le pétrole étant abondant et en proie à un excès chronique de capacité. Seule une crise était à même de le revaloriser. Cette hausse des prix (suscité par le gouvernement américain pour ralentir l'économie japonaise) augmenta les revenus pour les pays de l'OPEP. Les exportations américaines d'armement qui s'effectuaient majoritairement dans le sud-est asiatique entre 1965 et 1973, s'effectuèrent désormais majoritairement au Moyen-Orient. Ainsi se constitua une boucle entre producteurs d'armes et producteurs de pétrole, la hausse des exportations finançant de nouvelles importations d'armement qui provoquent un nouveau cycle de tension et une nouvelle croissance des prix du pétrole. Deux économistes israéliens ont appelé cette concertation la coalition arme-dollar/pétro-dollar. Voir Jonathan Nitzan and Shimshon Bichler, The Global Political Economy of Israel, Pluto Press, 2002.

profondément l'organisation de l'État en France. Ce bouleversement peut être mis en perspective mondiale. Si le tableau input-output ou la comptabilité nationale a été un moyen de standardisation de l'auto-représentation de l'État, et par conséquent, un moyen d'harmonisation des politiques économiques et sociales à l'échelle planétaire, le développement des systèmes d'information et de communication depuis la sub-surface jusqu'à l'outre-espace ouvre des capacités nouvelles de modélisation en dotant le réel planétaire d'un double info-communicationnel. Ce double permet de subordonner le territoire à sa représentation (et, par conséquent, renforce la capacité de gestion et de contrôle à distance). Chaque point du territoire, chaque objet ou sujet qui le peuple est donc assujetti à son double informationnel. Ainsi tend à se réaliser ce fantasme gestionnaire où la carte étant le territoire, l'action sur la carte est également action sur le territoire.

Le meilleur exemple de cette volonté de rendre indistinct le réel et sa représentation est - outre le GPS - le projet d'internet des objets **(NOTE 11)** où les composants de la planète tendent à se transformer en terminaux d'information dans un vaste réseau de communication sans fin. Chaque objet et chaque corps tend à être doté d'un numéro unique permettant sa traçabilité logistique, sanitaire, sociale et sécuritaire. Appliqué à l'agriculture, ce contrôle centralisé d'un système d'information produit la Politique Agricole Commune (PAC) graphique et l'agriculture digitale. La PAC graphique instaure un nouveau mode de gouvernement : le contrôle à distance de l'éligibilité des terres pour les subventions, et de gestion des mesures de protection environnementale. Ce contrôle à distance met en rapport la résonance électromagnétique des végétaux, captée par les satellites avec les bases de données culturales. Ainsi, toute culture non déclarée ou toute résonance atypique (comme, par exemple, un fumier biodynamique) peuvent être repérées depuis le ciel ouvrant de nouvelles opportunités de traquage des non-conformes. Les bases de données culturales et propriétaires permettent ensuite l'évaluation à distance du produit net et de la fertilité de chacune des parcelles. L'agriculteur se transforme en ouvrier d'une gigantesque usine territoriale gérée au plus haut niveau de l'administration européenne. À un niveau plus complexe, cette PAC graphique pourrait s'articuler à une nouvelle génération des pratiques agricoles connues sous l'appelation d'agriculture digitale. Une telle agriculture est l'application des Technologies de l'information, des technologies spatiales et de la micro-électronique à l'agriculture. C'est l'utilisation de puces RFID, de satellites, du GPS et d'ordinateurs pour détecter des maladies ou pour ajuster automatiquement la quantité d'épandage et le type de pesticides, de fertilisants ou d'eau en fonction des résultats obtenus les années précédentes.

La régulation est le mode de contrôle étatique dans une société-système d'information ou, idéalement, tout point de la société est producteur d'information et de communication. La construction de l'ordre social, plutôt que d'être seulement impulsée par le haut selon des plans de normativité, peut donc également résulter d'une multitudes d'actions et d'ajustements partiels effectués par une multiplicité d'instances et d'acteurs sociaux. Il répond ainsi à la définition de la seconde cybernétique ou les systèmes auto-organisateurs se transforment et s'adaptent en fonction des désordres informationnels **(NOTE 12)**. L'État régulateur, constitué en système d'instances publiques et privées, d'associations, syndicats, ONG, entreprises, confréries, collectivité locales et administrations centrales **(NOTE 13)** n'a pas même besoin de monopoliser le pouvoir normatif ou fiscal **(NOTE 14)**. Il ne se fonde même plus nécessairement sur une logique de légalité : il peut distribuer des patronages aux associations et ONG, aux bandits et mercenaires **(NOTE 15)**. Il peut fabriquer même une dissidence pour exercer son autorité par la division ou pour transformer une situation selon les fins qu'il aura choisi. Bref, il peut

---

NOTE 11 - Le protocole d'identification IPv6 permet l'augmentation de 2 puissance 32 à 2 puissance 128 du nombre d'adresses disponibles. Le protocole IPv6 peut servir désormais d'identifiant universel sur tout la planète et pour des siècles. L'IPV6 permet de gérer tous les objets et les sujets sous une norme unique.

NOTE 12 - La première cybernétique (McCulloch) a été une démarche de modélisation capable de lire les systèmes vivants par analogie aux systèmes machines. Avec la seconde cybernétique au contraire, l'autonomie du système considéré se construit dans l'action. Dans ce cas, contrairement à la première cybernétique, les entrées ne dépendent pas du seul retour des sorties et la boîte noire n'est plus considérée comme totalement opaque. La seconde cybernétique a été une première fois définie par Heinz von Forster qui élabora le principe d'organisation par le bruit (1960). Ce principe stipule que les systèmes vivants - en tant que systèmes auto-organisateurs - se transforment et s'adaptent en fonction des désordres informationnels. Alors que dans la première cybernétique, le désordre entraînait le système fermé vers l'entropie, il devient désormais la source même de l'évolution des systèmes vivants. Ce principe a été adapté à la théorie des systèmes sociaux par le sociologue Niklas Luhmann.

NOTE 13 - Cette transformation a donné lieu à un mythe de la réduction de l'État aujourd'hui (qui est simplement un déclin de l'État légal bureaucratique ou de l'État providence centralisé). On pourrait croire en effet que la privatisation de services publics, la montée en pouvoir de la société civile ou la mondialisation était autre chose que sa réinvention dans un environnement en transformation. La définition de l'État ne se réduit pourtant pas à sa définition légale-bureaucratique. Il a une longue expérience de la coopération avec des acteurs privés auxquelles peuvent être assignées des tâches d'intérêt public régies par des instructions de l'administration. Ainsi de la notion de "décharge" à l'époque féodale, évitant le coût d'un appareil administratif (Max Weber, Histoire économique, NRF, 1991, pp. 85-92). De même, le développement de la société civile "*sont partie prenante de la "gouvernance" nationale et mondiale dont elles risquent de devenir de simples rouages fonctionnels du point de vue de la cooptation politique, de l'accumulation économique, de la légitimation idéologique ou tout simplement, de la politique étrangère*" (Jean-François Bayart, Le gouvernement du monde, une critique politique de la mondialisation, Fayard, 2004, p.99). Enfin, si on a pu voir une opposition entre mondialisation et État souverain, on ne doit pas oublier que "*l'idéal cosmopolite s'est développé en conjonction plutôt qu'en opposition avec la croissance de l'État*" (A.G. Hopkins, The history of globalization, in A.G. Hopkins (ed.), Globalization in World history).

NOTE 14 - *En France, sous l'ancien régime, la fiscalité était en grande partie privatisée : les charges fiscales et financières s'achetaient et se vendaient comme un bien privé, comme un patrimoine. Les fermiers et les traitants, personnes privées, collectaient l'impôt pour l'État. (…) Délégation de pouvoir ne voulait en aucun cas dire perte de pouvoir*" (Béatrice Hibou in La privatisation des États, Karthala, 1999, pp. 42-43).

NOTE 15 - La contrebande, résultante de l'institution de l'État-nation, est parfois initiée par l'État lui-même. L'utilisation politique des délinquants - sous la forme des mouchards, d'indicateurs, de provocateurs - était un fait acquis bien avant le XIXe siècle. "*Après la Révolution, cette pratique a acquis de tout autres dimensions : le noyautage des partis politiques et des associations ouvrières, le recrutement d'hommes de main contre les grévistes et les émeutiers (…) tout un fonctionnement extra-légal du pouvoir* [qui] *a été pour une part assuré par la masse de manœuvre constituée par les délinquants : police clandestine et armée de réserve du pouvoir*" (Michel Foucault, Surveiller et punir, Tel-Gallimard, p. 327).

organiser son espace par la ruse et la négociation plutôt que par la violence et le commandement.
Le schéma général de gouvernement ne passe plus comme dans l'après-guerre par l'édification d'un État mondial conçu comme une méta-administration divisionnaire. Désormais, il tolère et tire profit des crises, des conflits et du désordre pour sa transformation et son adaptation permanente aux variations du milieu terrestre **(NOTE 16)**. Les techniques de gouvernement cherchent simplement à réduire le maximum de bruit en information en intégrant au fur et à mesure son environnement. Si le système-monde a cessé de s'identifier à son sous-système politique (l'État) ou même à l'ordre mondial constitué en appliquant sa performance organisatrice (domination) à l'ensemble des possibilités de l'être, en retour la réinvention de l'État dans la figure de l'État régulateur du chaos permet à ce dernier de répondre à la complexité croissante des systèmes sociaux et matériels.

Nous voici au bout de cette esquisse rapide d'une *"esthétique d'administration"*. Nous savons que le présent texte n'a d'autres fonction que de circuler dans les réseaux immenses de la société de l'information. Nous savons aussi que la critique de cette esthétique ou plus généralement la critique de l'information (et à fortiori des systèmes d'informations) ne devrait pas passer par de l'information mais par une expérience de vie. C'est pourquoi nous considérons ce texte comme contraire à notre dynamique actuelle de travail qui cherche à sortir de la cosmologie informationnelle.

NOTE 16 - Ainsi, l'adaptation des équations permettant de décrire la propagation de la chaleur dans un corps par Bachelier au calcul des probabilités de hausse et de baisse des cours des emprunts, inspira la Théorie moderne du portefeuille ou MPT (Modern Theory of Portefolio), une méthode de sélection des investissements. Cette théorie fut largement utilisée par l'industrie financière à partir des années 60 pour gérer la complexité. Le krach du 19 octobre 1987 mis en question l'efficience de cette approche probabilitaire stimulant en retour l'utilisation d'une nouvelle modélisation de la complexité avec la mathématique des turbulences de Mandelbrot ou Elliott. (cf. Benoît Mandelbrot et Richard L. Hudson, Une approche fractale des marchés, Odile Jacob, 2004 et Ralph Nelson Elliott, The Wave Principle, 1938.).

objet

ÉTAT

QU'EST CE QUE L'ÉTAT ? (2006)

texte page 22

L'ÉTAT ET LE COMPLEXE AGRO-INDUSTRIEL

Depuis plus de deux ans, nous travaillons sur une représentation de l'État français. Devant l'ampleur de la tâche, et l'échec d'une carte générale donnant une idée fausse de son fonctionnement, nous nous sommes résolus à réaliser un atlas. Cet atlas étant lui-même un énorme projet (une première estimation s'élevait à une quarantaine de cartes), nous nous sommes concentrés sur les rapport de l'État et du vivant puis, plus précisément, sur les rapport de l'État à la production agro-alimentaire, à travers trois cartes : le gouvernement du système agro-alimentaire **[carte 1]**; le gouvernement par les systèmes d'information **[carte 2];** la police biologique et chimique **[carte 3]**.

Pour situer la genèse de ce projet, il faudrait ici faire l'histoire d'un renoncement : le renoncement des humains à gouverner leurs conditions de vie et la délégation de ce gouvernement à l'État. Une telle délégation a requis la mise en place de nouveaux moyens de gouvernement permettant à l'État de se substituer à l'organisation locale du pouvoir économique et politique. Ainsi, le déploiement d'un nouveau système technique au XIXe siècle, couplant train, réseau ferré et réseau d'information (télégraphe), a suscité un nouveau genre de gouvernement basé sur le contrôle à distance **(NOTE 1)** provoquant un développement sans précédent des appareils administratifs **(NOTE 2).**

En accélérant et en faisant baisser les coûts de la circulation des marchandises et des personnes, elles ont profondément affecté les relations entre humains. Elles ont également délocalisé le pouvoir et contribué à détruire les relations personnelles et les interactions en face-à-face qui structurait l'organisation des marchés et des gouvernements. Elles ont donc résorbé le contrôle économique et politique au niveau local. Dans le domaine agricole, la montée en puissance d'une approche technico-administrative a provoqué la destruction du modèle paysan (largement autarcique) et son remplacement progressif par une production soumises aux prix du marché mondial et aux directives des experts de l'État **(NOTE 3)**.

GOUVERNEMENT DU SYSTÈME AGRO-ALIMENTAIRE [carte 1, p.68-69]

L'administration américaine fût la première à appliquer de façon systématique la planification et le fordisme à l'agriculture pendant le New Deal **(NOTE 4).** Dans les années 50, le Ministère de l'agriculture américain était devenu une vaste agence de planification qui touchait chaque comté par le crédit, les assurances sur les récoltes, les conseils d'agronomie et les programmes agricoles. Ces programmes déterminaient les surfaces cultivées et les bénéfices reçus par les fermiers pour leur blé **(NOTE 5).** Les politiques agricoles européenne en générale, et française en particulier ont été profondément affectés par ces techniques d'administration.

En France, l'administration de l'agriculture mise en place dans l'après-guerre s'est traduite par une organisation "en peigne", ou chaque filière comme dans une grande entreprise divisionnaire est gouvernée par un office interprofessionnel. L'ensemble de ces filières formant une vaste industrie agricole, est gouverné par un "conseil d'administration" constitué par quelques acteurs clés - syndicat, banque agricole **(NOTE 6),** ministère, offices de recherche - gérant les fonds alloués et déterminant les orientations de l'agriculture.

À cette organisation en filière de l'agriculture, s'ajoute une organisation amont-aval du producteur au consommateur ou chaque palier de la chaîne - production, transformation, transport, distribution, consommation - dispose d'un gouvernement et d'une administration propre, participant à la grande machine de l'État.

GOUVERNER PAR L'INFORMATION [carte 2, p.72-73]

La mise en oeuvre du gouvernement agricole suppose cependant des outils de gouvernement. L'installation d'un réseau territorial d'ordinateurs en réseau et le développement des satellites, ouvre un nouveau mode de contrôle à distance par les systèmes d'information et de communication. Appliqué à l'agriculture, ce contrôle centralisé d'un système d'information produit la Politique Agricole Commune (PAC) graphique et l'agriculture digitale. La PAC graphique instaure un nouveau mode de gouvernement : le contrôle à distance de l'éligibilité des terres pour les subventions, et de gestion des mesures de protection environnementale. Ce contrôle à distance met en rapport la résonance électromagnétique des végétaux, captée par les satellites avec les bases de données culturales. Ainsi, toute culture non déclarée ou toute résonance atypique (comme, par exemple, un fumier biodynamique) peuvent être repérées depuis le ciel ouvrant de nouvelles opportunités de traquage des non-conformes. Les bases de données culturales et propriétaires permettent ensuite l'évaluation à distance du produit net et de la fertilité de chacune des parcelles. L'agriculteur se transforme en ouvrier d'une gigantesque usine territoriale gérée au plus haut niveau de l'administration européenne. Cette PAC graphique pourrait s'articuler à une nouvelle génération des pratiques agricoles connues sous l'appelation d'agriculture digitale. Une telle agriculture est l'application des Technologies de l'information, des technologies spatiales et de la micro-électronique à l'agriculture. C'est l'utilisation de puces RFID, de satellites, du GPS et d'ordinateurs.

GOUVERNEMENT CHIMIQUE ET BIOLOGIQUE [carte 3, p.70-71]

Enfin, l'action du gouvernement agricole passe par un troisième genre de contrôle à distance : le contrôle centralisé de la reproduction raciale et variétale. Un tel contrôle a supposé l'imposition d'une valeur - l'innovation - rendant inévitable une conception centralisée et unilatérale du progrès ou l'élitisme du savoir savant légitimait l'encadrement de la production. Dans la production agricole, ces technosciences se sont imposées par la chimie et la biologie agricoles augmenant la productivité des terres et des machines animales et végétales qui en dépendent **[carte 3, p.70-71].**

NOTE 1 - En France, cette révolution du contrôle provoqué par les transports et communications, a été activement développée par les saint-simoniens au nom de la démocratie et de l'égalité. Ainsi, Michel Chevalier, idéologue du libéralisme et… de Napoléon III. *«Améliorer les communications c'est (…) faire de l'égalité et de la démocratie. Des moyens de transport perfectionnés ont pour effet de réduire les distances non seulement d'un point à un autre, mais également d'une classe à une autre"* (Michel Chevalier, Lettres sur l'Amérique du Nord, t.II, p. 3, Gosselin, Paris, 1836).

NOTE 2 - Les administrations du train et du télégraphe ont été les plus grandes administrations du XIXe siècle. **NOTE 3 -** L'économie paysanne est une économie qualitative. En ce sens, elle se distingue nettement de l'économie capitaliste ou le quantitatif passe au premier plan.

NOTE 4 - Le New Deal est la politique du Président Roosevelt consécutive à la Grande crise de 1929).

NOTE 5 -Les Etats-Unis se heurtèrent à une crise de surproduction agricole qui s'étendit rapidement à la planète. La nouvelle organisation agricole américaine provoqua une baisse de plus de 50% des prix agricoles entre 1930 et 1935 en France. Le nombre d'agriculteurs assujetties à l'impôt sur les bénéfices chûta de 633 471 en 1929 à 92 233 en 1935. La réponse à cette crise se traduisit en France (comme en Allemagne, en Italie, aux Etats-Unis ou en Union soviétique) par une augmentation de l'intervention de l'État dans l'agriculture. L'Office du Blé fût créé en 1936, pour compenser les défaillances du marché. Tous les producteurs de blé durent commercialiser leur récolte par le canal de coopératives de stockage, sortant ainsi de leur individualisme traditionnel.

NOTE 6 - Notamment le Crédit agricole, aujourd'hui l'une des premières banques dans le monde.

ARCHÉOLOGIE DE L'ÉTAT (2006)

texte des pages 24 à 30

L'État, à la fois machine des machines et système des systèmes, est la clé et le bord ultime de cet enfermement progressif suscitant le sentiment de ne plus pouvoir agir sauf pour renforcer l'État **(NOTE 1)**, d'être saisi par un futur déjà passé, d'être soumis à l'obligation de participer pour ne pas être frappé d'obsolescence, d'accepter les règles du jeu sans changer de jeu.

Cet État fonctionne comme un champ intégrant la quasi-totalité de la société et agissant dans la totalité du milieu mondial. Il spécifie un dedans et un dehors un peu à la façon dont on déterminerait un dedans et un dehors d'un champ magnétique. Les particules aimantées n'échappent pas au champ magnétique mais elles y sont plus ou moins soumises suivant leur distance aux pôles gouvernementaux et aux nervures des dispositifs technico-administratifs. Plus elles s'en éloignent plus elles tendent à être considérées comme des bruits, avant de sortir bientôt du champ magnétique et de devenir ainsi invisibles. La transformation de ce champ "magnéto-étatique" détermine à chaque fois un déplacement du champ de possible qui nous est ouvert et du champ de forces distribuant les positions possibles dans la société.

L'État en France peut être défini comme un champ, parce qu'on ne peut le réduire à un ensemble de formes institutionnelles ou légales. Ces formes ne sont, pour ainsi dire, que son enveloppe visible et cette enveloppe, elle-même, est assez problématique. Les droits privé et public, en effet, de même que le clivage entre légalité et illégalité **(NOTE 2)** ou entre société civile et État, sont des inventions de l'État et toutes les organisations qu'ils définissent s'intègrent dans sa juridiction. L'État ne peut pas davantage être qualifié par une frontière séparant le national de l'étranger, car le champ étatique est un champ stratégique qui a vocation à s'exercer au niveau mondial. Les systèmes techniques définis par des normes, des lois et des standards fonctionnent et se développent par notre collaboration permanente. Toute non collaboration contribue à la défaillance, et, par voie de conséquence, à la réorientation des systèmes. Ces défaillances s'effectuent par l'accumulation d'illégalités et de résistances minimes, d'attitudes intérieures, de micro-refus et de micro-éveils par lesquels nous décidons de penser par nous-même et de réorienter ce que nous faisons tous les jours.

Le premier macro-système technique est apparu au XIXe siècle dans le couplage entre un grand objet technique (le train), un territoire artefact (le réseau ferré) et un réseau d'information (le télégraphe) **(NOTE 3)**. Ce premier macro-système technique a suscité un nouveau genre de gouvernement basé sur le contrôle à distance. Cette révolution du contrôle a profondément affecté les relations entre humains en délocalisant le pouvoir, en détruisant les relations personnelles et les interactions en face-à-face qui structuraient l'organisation des marchés et des gouvernements, résorbant, d'un même mouvement, le contrôle économique et politique au niveau local **(NOTE 4)**. Pourquoi l'État moderne a-t- il délibéremment choisi de détruire les modes de régulation locaux à la différence de l'Empire romain ou du Mandarinat chinois qui avaient laissé la régulation se faire in situ ?

Première étape : la constitution d'unités discrètes

Un réseau de communication à distance comme le télégraphe de même qu'un réseau ferroviaire complexe sur lequel circulent simultanément une multiplicité de véhicules, requiert la convergence d'un espace-temps standardisé, d'une normalisation et d'une synchronisation des comportements et des pensées humaines.

L'espace-temps s'est standardisé par un concours de plusieurs facteurs. La discrétisation du continu, d'abord (le découpage du continu en unités séparées et mesurables), s'est effectué avec la première technoscience humaine qui, en grammaticalisant le langage, en isolant des "grammes", c'est-à-dire des éléments constitutifs et en nombre fini formant système, a fondé et organisé un espace nouveau à la fois qualitatif et quantitatif **(NOTE 5)**. Ordonnant et classant le réel, le langage grammatisé a suscité des ordres temporels comme celui inventé par les mots "nouveauté", "révolution" ou "renaissance" organisant le temps selon une progression et une régression, un avant et un après.

Cette discrétisation du continu s'est multipliée avec les systèmes de mesures quantitatives permettant de compter le temps, l'espace et tout un ensemble de qualités (chaleur, lumière, puissance électrique,...).

La discrétisation du temps a contribué à constituer des cadres psycho-culturels propices au développement du capitalisme en synchronisant le temps social et en l'autonomisant progressivement des temps cosmique et biologique. Les monastères ont joués ici, dès le Moyen-âge, un rôle fondamental dans le découpage rythmique et la synchronisation des activités humaines avant de servir de modèle pour habituer les populations rurales à la discipline du travail d'atelier **(NOTE 6)**. C'est ce temps qui organise aujourd'hui les journées de travail dans le monde entier, qui découpe dans le flux intensif et non linéaire de l'existence, des heures et des minutes et secondes qu'on prend

---

NOTE 1 - Un trait saillant des deux derniers siècles est l'universalisation conjointe de l'État et des macro-systèmes techniques. Il existe aujourd'hui 184 États membres de l'ONU contre 29 de la Société des nations entre les deux guerres. La régulation de la globalisation relève pour l'essentiel de relations interétatiques ou d'autorités indépendantes productrices d'un droit privé qui s'impose aux États dont elles sont l'émanation.

NOTE 2 - "*La contrebande est naturellement associée, dans l'esprit des administrations, des juristes et des historiens, à l'image d'un État solidement campé dans ses frontières, qu'elle révèle, qu'elle contribue à définir et à durcir*" (Daniel Nordman, Fontières de France. De l'espace au territoire, Gallimard, 1998, pp. 349-350).

NOTE 3 - Le terme de "macro-système technique est d'Alain Gras qui le différencie du réseau technique et du système technique. Le terme de "système" peut être défini comme "*un ensemble complexe d'éléments ou composants directement ou indirectement reliés dans un réseau causal tel que, à un certain moment, au moins quelques uns de ses composants sont reliés entre eux d'une manière stable*" (Walter Buckley, Modern systems research for the behavioral scientist, Aldine, p. 493).

NOTE 4 - voir James R. Beniger 1986, The Control Revolution. Technological and Economic Origins of the Information Society, Harvard University Press, 1986, p. 37.

NOTE 5 - Voir Sylvain Auroux, La révolution technologique de la grammatisation, Mardaga, 1993. "*Selon Sylvain Auroux, l'alphabet constitue un processus de grammatisation (un devenir-lettre du son de la parole) qui précède toute logique et toute grammaire, toute science du langage et toute science en général, qui est la condition techno-logique (au sens où elle est toujours déjà à la fois technique et logique) de tous savoirs, et qui commence par son extériorisation*" (Stiegler, De la misère symbolique. 1. L'époque hyperindustrielle, Galilée, 2004, p.111). La construction rythmique du temps sert ici de pendant à la grammatisation, l'un étant articulé à l'autre dans la musique. "*Permettant la détermination de quantités exactes d'énergie (donc la standardisation), l'action automatique et finalement son propre produit : un temps exact, l'horloge a été la première machine de la technique moderne*" (Lewis Mumford, Technique et civilisation, Seuil, 1950, p.24).

NOTE 6 - Pendant des siècles, les ordres religieux ont été les maîtres de discipline : ils étaient les spécialistes du temps, grands techniciens du rythme et des activités régulières" (Michel Foucault, Surveiller et punir, Tel-Gallimard, 1975, p. 176). Ces procédés de régularisation temporelle seront affinées ensuite par le complexe industrie-armée-école.

l'habitude de diviser, compter et épargner. La discrétisation de l'espace, après avoir longtemps effectué de façon qualitative **(NOTE 7)**, a été établie par décret à la Révolution française avec l'invention du mètre, traduisant la continuité du réel en unités sécables **(NOTE 8)**. L'établissement du système métrique a été présenté comme une condition d'un programme politique et social unificateur indispensable à la réalisation de l'idéal révolutionnaire "liberté, égalité, fraternité" (une loi, un poids, une mesure). Parallèlement se sont développés différentes techniques de discrétisation de la puissance et de l'énergie (Ohm, Tesla, watt, volt,...).

Ce mouvement général de réduction du réel à des unités sécables s'est également développé dans la discrétisation de la vie sociale avec l'invention de l'individu doté d'un état civil (base nécessaire de la démographie inventée au XVIIIe siècle) puis d'autres caractéristiques permettant de le comptabiliser, de l'additionner, de le situer dans le temps et dans l'espace, de le caractériser biologiquement, socialement ou psychologiquement. La modélisation de l'humain dans la variété de ses différences individuelles - modélisation dont Adolphe Quételet au XIXe siècle, a été le prophète - s'est appuyée sur un découpage "grammatical" de ses qualités insérées dans une taxinomie générale de la société (sexe, âge, lieu de naissance, diplôme, catégorie socioprofessionnel, lieu de résidence, statut familial...). L'individu agrège différentes qualités telles qu'un nom, une nationalité, des traits génétiques, une histoire médicale ou sociale, un poids, une taille, un sexe, un Quotient intellectuel... Ce faisant l'individu, devenu combinatoire et point dans une courbe statistique, disparaît comme in-dividu (indivisible). L'individu grammatisé est un individu discontinu, fragmenté en autant de fonctions ou de qualité qu'en exige l'État. Il est une unité économique, un citoyen, un homme ou une femme, il est inscrit dans une bibliothèque, il a utilisé sa carte bleu tel jour et à telle heure, il a tel numéro de sécurité sociale... Dans un tel complexe l'individu est particularisé plutôt qu'il n'est singularisé, autrement dit il est saisi par une multitude de segments d'information séparés dans des bases de données distinctes (éventuellement recomposable par mise en réseau et fusion des fichiers).

En devenant majoritaire, les discrétisations de l'espace et du temps, les discrétisations de la société en individu, et des corps en gestes et en comportements, ont produit l'espace de coordonnée du contrôle à distance, espace analytique caractérisant le gouvernement du premier macro-système technique couplant système de transport et système de communication. On ne s'étonnera pas que différentes tendances dans ces mouvements aient également tenté de surmonter l'approche sur-analytique et "énergivore" du capitalisme technicien en reprenant les savoirs analogiques et amoureux qui avaient été balayés par les sciences capitalistes. Basés sur la coexistence plutôt que sur la distinction des êtres et des choses, sur la création de collectifs solidaires humains-animaux-végétaux, ou sur les amitiés issues d'une pensée analogiques, des modes d'organisations sociales, des connaissances, des savoirs pratiques, des technologies ont émergé de ces contestations, plus frugales dans leur consommation d'énergie **(NOTE 9)**. On peut considérer en effet que le passage de la pensée analogique à la pensée analytique, de l'espace-temps continu à l'espace-temps discret a nécessité une révolution énergétique. On fait généralement remonter à Bacon et à Descartes la relative dévalorisation d'activités spéculatives ou intériorisées au profit d'activités pratiques à finalité instrumentale. Ce changement de point de gravité n'est pas sans indiquer une transformation dans les finalités du pouvoir qui a déplacé la focale d'activités humaines énergétiquement économes (la morale, la logique, la théologie, la métaphysique, la prière, la méditation), vers des activités fortement dispendieuses et plus extériorisées, requérant une capacité toujours plus grande de "conversion" de l'énergie **(NOTE 10)**.

Deuxième étape : montage, coordination et programmation des unités

Durant des siècles, le laboratoire microcosmique s'était tenu dans l'intériorité humaine. En s'extériorisant, l'espace du laboratoire - champ de simulation microcosmique artificiel, refermé sur lui-même et coupé du monde - a été une des conditions préalables au travail scientifique en général et à la programmation de la société, en limitant et en sélectionnant les paramètres déterminants pour les expériences et les programmations de l'État. Ce laboratoire microcosmique a été à la base du concept de machine et de la réussite du développement technique en recontruisant complètement la réalité par la fabrication, à l'intérieur du monde, d'ilôts étanches à la complexité du monde réel **(NOTE 11).**

Quand Colbert fonde son académie des sciences en 1666, il a compris que les sciences et techniques sont les alliées objectives de la logique de puissance de l'État. En Angleterre, en Hollande et en Espagne, les gouvernements cherchent à persuader les savants d'appliquer leurs talents pour mettre au point une méthode rigoureuse de calcul de la longitude en mer, atout essentiel dans la

---

NOTE 7 - Critiquant les limites du système métrique, l'historien polonais Witold Kula, montre que les mesures anciennes fournissaient une meilleure base d'imposition, facilitaient le partage des successions et les autres transactions sociales (Les anciennes mesures s'attachaient davantage aux traits qualitatifs que quantitatifs d'une surface donnée, donnant ainsi une signification sociale qui s'est perdue dans l'abstraction du système métrique. Les différences entre le lieu d'achat et celui de la vente, entre la région produisant un surplus alimentaire et la région incapable de pourvoir à ses besoins, entre la vente en gros et la vente en détail, entre le prêteur et l'emprunteur s'exprimaient par la diversité des poids et mesures autant que par la variation des prix. Cf. W. Kula, Les mesures et les hommes, Ed. de la maison des Sciences de l'homme, 1984). Chaque nouvelle technique s'impose en fait par la guerre et l'utopie est la justification de l'effort à fournir pour sa réussite. De ce fait, toute technique victorieuse, accompagnée de son cortège d'experts, nourrit un contre-espace alliant à des techniques alternatives des contre-experts.

NOTE 8 - C'est le 8 mai 1790 que l'Assemblée nationale a rendu un décret établissant un nouveau système de poids et mesures, remplaçant les innombrables poids et mesures jusque là en usage. La métrologie révolutionnaire n'est pas parvenue cependant à s'appliquer à tout. L'essai pendant six mois d'une heure décimale comprenant 100 minutes, est ainsi tombée dans l'oubli. Cf. Genèse et difusion du système métrique, Bernard Garnier et Jean-Claude Hocquet ed., Éditions du Lys, 1990.

NOTE 9 - Parmi les savoir-faire et connaissances analogiques on pourrait compter l'homéopathie dans le domaine médical, l'agriculture biodynamique et la permaculture dans les pratiques agricoles. Dans les technologies, on regardera avec intérêt les recherches de Viktor Schauberger.

NOTE 10 - *"La technique moderne a commencé dans la civilisation occidentale par une augmentation de la capacité de conversion"* (Mumford). La voracité énergétique du développement technique moderne est d'autant plus importante qu'il requiert excès et déperdition comme condition de sa confiance dans l'avenir. C'est pour quoi, un physicien russe a pu classer les civilisations en fonction de leur capacité à maîtriser les énergies de la planète, du soleil et de la galaxie.

NOTE 11 - Voir Günther Anders, L'obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle, Ivrea, 2002, p. 288.

maîtrise des océans si importante pour la construction du capitalisme mondialisé. En France comme en Angleterre, en Allemagne ou en Russie, l'État a valorisé les connaissances utiles et les sciences expérimentales **(NOTE 12)**.
L'innovation, censée se propager d'un centre de civilisation ou d'un centre expérimental vers la périphérie (pays en développement ou campagnes), rendit inévitable une conception centralisée et unilatérale du progrès ou l'élitisme du savoir savant légitimait l'encadrement de la production. Il s'est donc produit un va-et-vient et un renforcement mutuel entre technosciences et pouvoir de l'État. À la fin du XIXe siècle, la recherche est effectuée dans des laboratoires artisanaux en Europe (à l'exception de l'Allemagne). En 1896, des 50 000 chercheurs travaillant dans le champ scientifique et technique dans le monde, la quasi totalité est concentrée en Allemagne, en Grande Bretagne et en France. Avec les années 20 et 30, stimulé par les méthodes issues de la Première guerre mondiale, s'ouvre l'âge de l'industrie scientifique avec de grands laboratoires. Puis émerge, d'abord en Union soviétique, l'État techno-scientifique où la recherche elle-même s'étend sur des villes entières. Dans les années 60, l'État des Etats-Unis et l'État soviétique accueillent la majorité des travailleurs de la recherche (entre 1 et 2 millions selon Bernal) dans le monde. Les pays émancipés du colonialisme européen sont désormais formés aux écoles de l'État soviétique ou américain, développant des centres de recherches scientifiques et techniques sur le modèle occidental (au Japon, en Inde, en Corée, en Indonésie, en Chine...).
La capacité d'organiser une telle complexité s'est constituée progressivement depuis le début du XIXe siècle dans la convergence de plusieurs technologies. Concernant les techniques d'organisation, l'armée prussienne après les guerres napoléoniennes, a engagé une réflexion sur les conséquences militaires de l'explosion démographique et de la production en masse d'armement en Europe. Helmut von Moltke, premier grand manager de l'ère militaire moderne, construisit un nouveau système basé sur une élite d'officiers interchangeables entre eux et sur une organisation en unités divisionnaires standardisées permettant un commandement mobile, pouvant aisément se déplacer d'unité en unité. Cette organisation divisionnaire servit de matrice au modèle américain de la firme divisionnaire qui devait se répandre tout autour de la planète après la Seconde guerre mondiale. Elle servit de matrice à l'administration et notamment à la production scientifique et à l'organisation du renseignement.

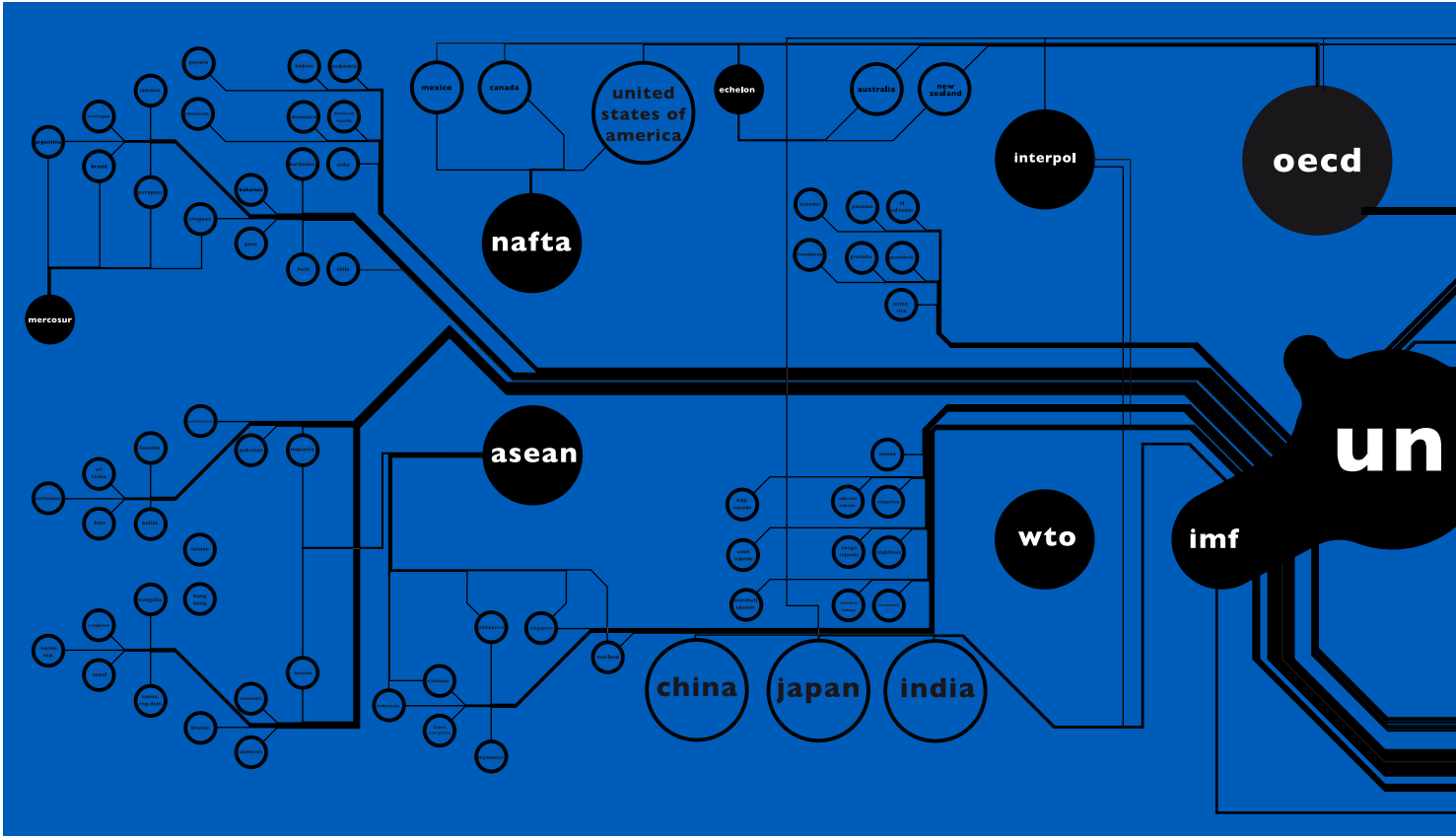
La mise en place de ces techniques d'organisation s'est accompagnée au XIXe siècle, de la création d'organes de perception de la complexité sociale permettant à l'État de "voir le futur" et de le programmer. La statistique a recomposée les unités sociales définies par la démographie en "populations" afin d'embrasser d'un seul regard la société, de comparer les objets qui la composent et d'émettre des prévisions. Ce faisant, elle a instituée la société au même titre que la constitution ou les manuels scolaires. La statistique a contribué, en fait, à remplacer l'hégémonie de la rhétorique par la dictature des faits mesurés base de la planification, de la sécurité sociale et de la comptabilité nationale **(NOTE 13)**. Elle supposait que l'on puisse additionner et donc agréger des êtres et des choses en surmontant leurs singularités par des "conventions d'équivalence". La quantification s'est transformée ainsi en mythe créant la réalité avant de l'observer.
Comment affronte-t'on un système ? Évidemment pas de la même manière qu'un objet technique parce qu'on ne l'a pas en face (objet) mais qu'on est pris dedans (réseau) et qu'on y participe (système). Comme on l'a vu, un macro- système technique repose sur des modes de pensée, des principes logiques et des imaginaires parfois très anciens. La compréhension de ces esprits fossiles et leur démontage critique est donc nécessaire mais elle ne peut être effectuée selon le mouvement sans fin de vérification-falsification, autrement dit, de révocabilité de toute signification qui est devenu le moteur de ce que Jacques Ellul appelle le "système technicien".
Le système technicien est présenté aujourd'hui par certaines critiques anti-industrielles, mais également par certains apologistes du développement technoscientifique comme doté de finalités propres : il serait devenu autonome, auto-télique **(NOTE 14)**, "force de la nature", échappant à la décision politique ou administrative, provoquant dans son titanisme de grandes catastrophes, au risque de la destruction totale de la vie sur Terre ou de la mise au rebut d'une humanité incapable de contrôler et de se mesurer à la puissance morbide qu'il aurait contribué à déchaîner. Tout se passe comme si, d'un même mouvement, s'affirmait la toute puissance de la volonté, la capacité de tout détruire par la mise en œuvre d'énergie gigantesque et la perte de la liberté, la soumission de l'humain à ces forces qui l'excède.

Cette auto-télie du système est une des raisons de l'absurdité apparente de l'action. Elle émerge du même mouvement qui a fait surgir les mythes de la première et de la deuxième cybernétique. Mythe qui, en France, a pris le visage du structuralisme niant l'autonomie individuelle et l'intériorité du sujet (Lacan), réduisant la parenté, l'économie et la linguistique, l'échange des biens et des services à une théorie générale de la communication héritée de la cybernétique (Levi-Strauss), considérant le sens comme un effet de surface, une "écume" du système, et le pouvoir comme un ensemble de rapport sociaux dénués de centres (Foucault).
À quoi bon agir si nous ne sommes pas, s'il n'y a pas de sens, si la puissance ou le système agit par lui-même et que notre action n'est qu'un miroitement de cette vaste machine ? La foi apparaît alors comme la rationalité ultime d'une action faible se heurtant à des systèmes complexes qui semblent incontestables. Mais elle en appelle surtout à un démontage de l'État qui reste aujourd'hui l'arrière-fond et le moteur premier du développement du système technicien.

NOTE 12 - Les statuts de la Royal Society de 1663 lui fixe comme but "le perfectionnement de la connaissance des choses naturelles et de tous les arts utiles, manufactures, pratiques mécaniques, engins et inventions par expérimentation sans se mêler de Théologie, Métaphysique, Morale, Politique, Grammaire, Rhétorique ou Logique" (cité dans Jean-Jacques Salomon, Science et politique, Seuil, 1970).

NOTE 13 - En France, Francis-Louis Closon ,premier directeur de l 'Insee (1946-1961), affirmait que sa mission était de «remplacer la France des mots par la France des chiffres», autrement dit de pacifier un monde divisé par le conflit verbal par l'objectivité des faits mesurés.

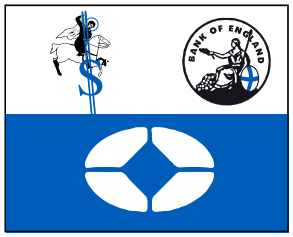
NOTE 14 - Heisenberg énonce que la technique est devenue "un processus biologique qui par sa nature même se trouve soustrait au contrôle de l'homme" (La nature dans la physique contemporaine, p. 35). Cette application de la théorie de l'évolution biologique - table de la loi de l'histoire - aux transformations des techniques est utilisée par de nombreux auteurs et notamment par les transhumanistes.

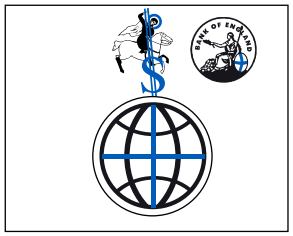


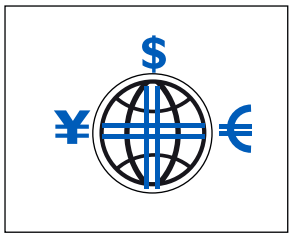
L'empire de personne (representer la géographie virtuelle des organisations internationales), 1999

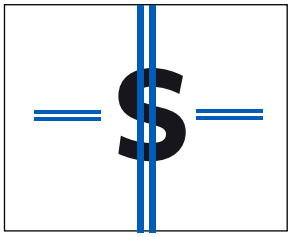
VERS UNE CARTE DU PARTI CAPITALISTE INTERNATONAL

UNE CARTOGRAPHIE DU GOUVERNEMENT MONDIAL









Videogrammes du film "Laboratory of death", 8 mn 38' (2006)

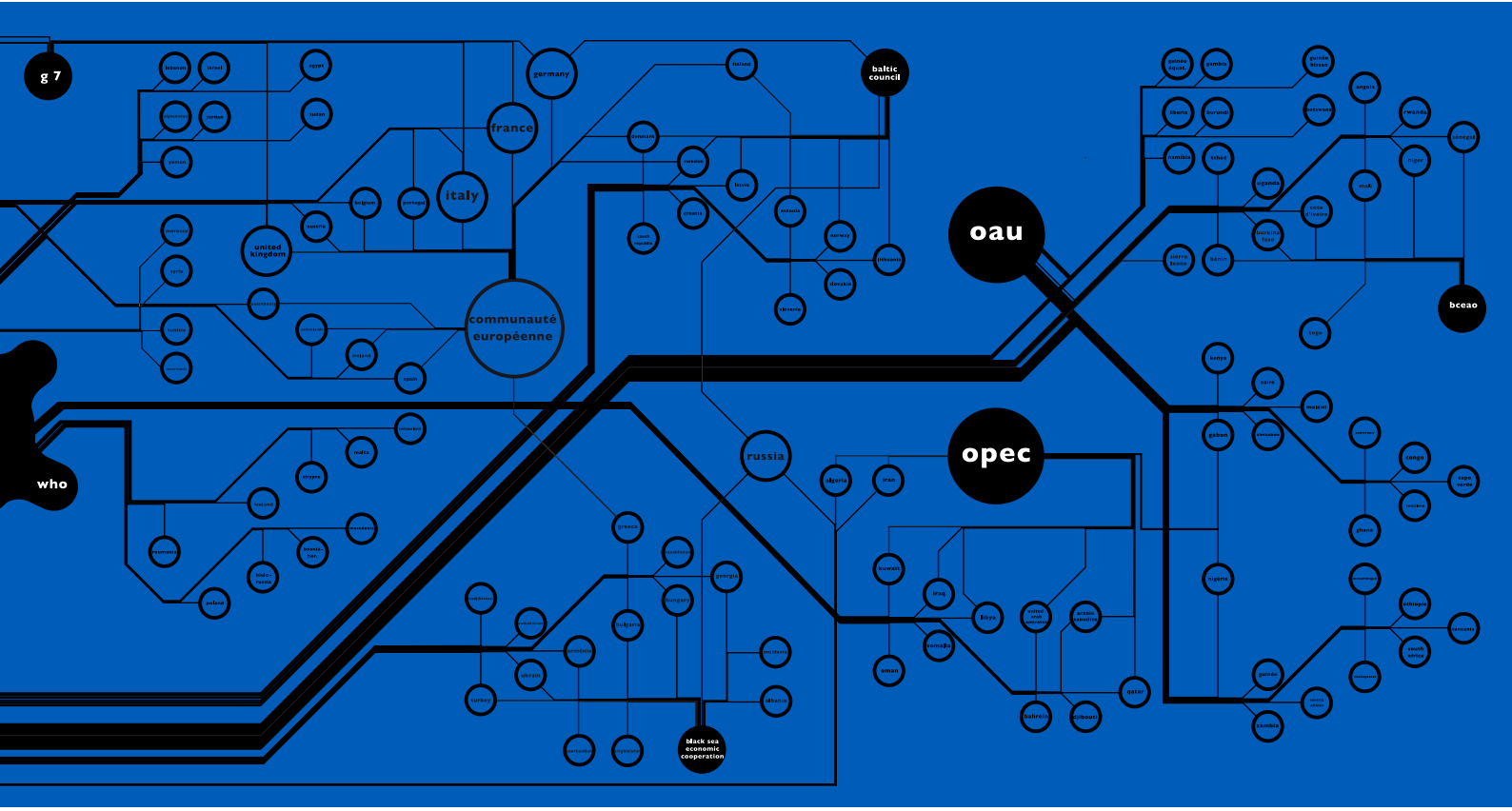
Le gouvernement mondial, 2005

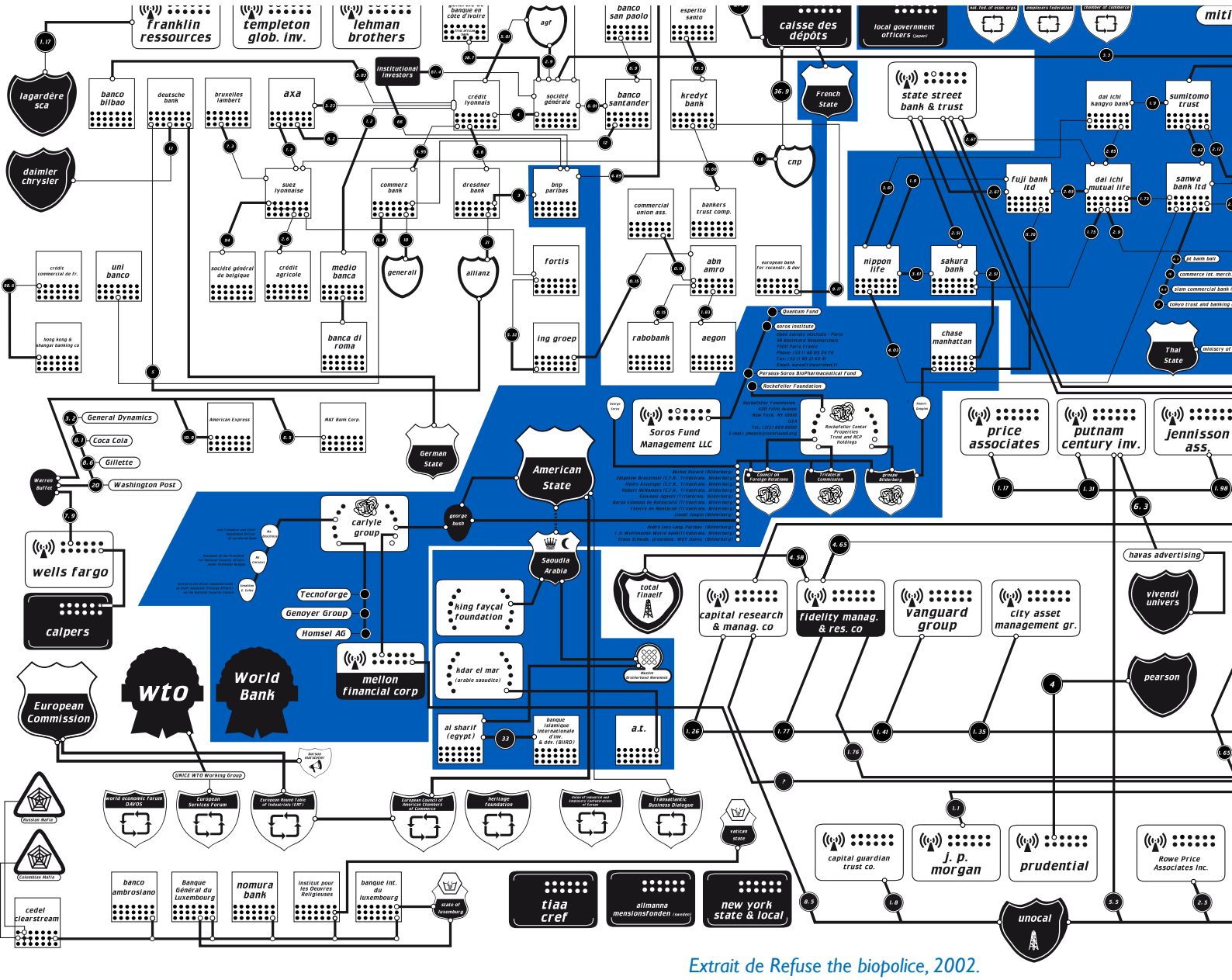
Alors que les premières cartes portaient uniquement sur les liens de propriété (pourcentage de propriété et liens de participations croisées entre groupes industriels et financiers), nous nous sommes rendu compte que la propriété elle-même ne permettait pas de comprendre la structure du pouvoir en régime capitaliste. D'une part, il manquait les sociétés non côtées, ainsi que tout ce qui passe dans les boîtes noires des paradis fiscaux. D'autre part, le pouvoir ne passe pas seulement par la propriété mais par les stratégies, l'intelligence, les lobbys, les groupes d'influence, les boîtes-à-penser. Il passe également par les modes de co-gestion mis en place par les États et les institutions régionales et internationales pour structurer les développements du capitalisme. Enfin, il prend appui sur des réseaux sociaux, sur une sociologie des élites, des grandes écoles, des liens familiaux ou culturels.

Dans cette carte figurent ces différentes entités. Ces dernières demeurent très schématiques puisque nous pouvons difficilement représenter concrètement les 100 000 personnes composant le groupe IBM : le pictogramme "IBM" ne montre pas cette firme avec ses centaines de filiales, ses milliers de sous-traitants ses multiples partenariats avec des entreprises et des États. Sa réalité est imperceptible de façon immédiate.

Il en va de même d'un pictogramme représentant un État car dans le fond, nous ne savons pas clairement et de façon discernable ce que nous voulons dire quand nous parlons de l'État. Un État comme l'État français possède des milliers d'entreprises et construit des stratégies internationales avec d'autres États et entreprises. Il n'est pas fermé sur lui-même ou à l'intérieur d'un territoire. De plus, il est traversé de multiples identités non "françaises" (par exemple, l'Europe, l'Organisation mondiale du commerce, etc.). Enfin, la symbolisation graphique rapproche plutôt qu'elle ne distingue des réalités. Etats-Unis et France apparaîtront chacun dans un pictogramme « État » et cette parenté supplantera visuellement les différences historiques, géographiques, démographiques, religieuses, militaires qui les caractérisent chacune.

La carte montre cependant des nœuds, des traits géographiques (centralité, périphérie) qui permettent de discerner des dépendances, des liens de subordinations, des lieux de contrôle.





Extrait de Refuse the biopolice, 2002.
Auto-publication.

objet

GOUVERNEMENT MONDIAL

LE GOUVERNEMENT MONDIAL
VUE SYNOPTIQUE (2004)
texte des pages 40 à 44

« (...)Vous voilà, bientôt, grâce au ciel, hors des mains de vos rebelles sujets... Là-dessus, mon Cousin, j'entre, comme vous voyez, dans tous vos sentiments, et prie Dieu qu'il vous y maintienne ; mais je ne peux approuver de même votre répugnance pour ce genre de gouvernement qu'on a nommé représentatif, et que j'appelle, moi, récréatif, n'y ayant rien que je sache au monde si divertissant pour un roi, sans parler de l'utilité non petite qui nous en revient... Le représentatif me convient à merveille... L'argent nous arrive à foison. Demandez à mon neveu d'Angoulême, nous comptons ici par milliards, ou, pour dire la vérité, par ma foi, nous ne comptons plus, depuis que nous avons des députés à nous, une majorité, comme on l'appelle, compacte ; dépense à faire, mais petite... cent voix ne me coûtent pas, je suis sûr, chaque année, un mois de Mme de Cayla... Je pensais comme vous vraiment, avant mon voyage en Angleterre ; je n'aimais point du tout ce représentatif ; mais là j'ai vu ce que c'est : si le Turc s'en doutait, il ne voudrait pas autre chose, et ferait de son Divan deux Chambres... Il ne faut pas que tous ces mots de liberté, publicité, représentation vous effarouchent. Ce sont des représentations à notre bénéfice, et dont le produit est immense, le danger nul, quoi qu'on en dise... «. (missive envoyé en Août 1823 par Louis XVIII à son cousin Ferdinand VII. Cette lettre tomba entre les mains d'un agent secret de Canning à Cadix, et sa publication souleva une vive polémique en Angleterre cf. The Morning Chronicle, octobre 1823.)

Le gouvernement mondial est décrit ici comme un complexe intellectuel coordonnant, accumulant et concentrant des moyens capables de déterminer et de normer les devenirs du capitalisme. Ce complexe est constitué de cœurs financiers, réseaux de boîtes-à-penser (think tank) diplomatiques et stratégiques, offices d'orientation des recherches scientifiques et techniques, réseaux d'influence politique, mafias, services d'intelligence, sociétés d'expertise juridique et d'audit. Il est persuadé qu'un gouvernement composé de vieilles familles et de nouveaux cerveaux est préférable au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

De fait, il n'existe pas de "dictature des marchés financiers" ni "d'ultra libéralisme" mais un gouvernement structuré en réseaux et en hiérarchies coordonnées qui, à travers de petites décisions sur des points dominants et par délégations de responsabilités successives dans l'ensemble des organisations qu'ils contrôlent, mettent en œuvre des stratégies et font avancer leurs objectifs à l'échelle d'un pays, d'une région et de la planète. De par leur position, leur capital social, culturel, symbolique, financier, certains individus, groupes ou lignées déterminent de façon directe ou indirecte, une part déterminante du potentiel planétaire. Ils renforcent leur cohérence par alliance, stratégies croisées ou coordonnées, renvoi d'ascenseur ou par inter-mariages. Une partie de ce complexe gouvernemental est donc stable, pérenne mais également divers, étant constitué de multiples lignes d'accumulation de capital qui s'étalent sur plusieurs générations.

Une autre partie du gouvernement mondial, à la façon du "popolo grasso" de la République de Venise, est composé de nouveaux cerveaux dont les ambitions, les intérêts, et les stratégies, convergent avec ceux de la vieille noblesse et de la vieille bourgeoisie, ou d'une fraction de ces dernières, voire les influent. Ce groupe est composé d'individus, jeunes condottiere, "élus" aux postes les plus importants des fonctions gouvernementales d'entreprises ou d'institutions publiques, militaires, religieuses et civiles.

Les réunions du G8 ou les sommets de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), avec leurs négociations à huis clos et parfois secrètes, ne sont que la part apparente et publique de ce complexe dessinant à son usage un ordre nouveau – un nouvel appareil de reproduction – capable de contraindre les acteurs récalcitrants à se soumettre à son nouveau régime, de forcer leur coopération, ou du moins les affaiblir et les neutraliser. Ce complexe de conception/concertation/coordination de la planète-usine intègre la conflictualité idéologique, tactique ou diplomatique à l'intérieur même d'une classe sociale mondiale, se répartissant les rôles du méchant, du bon et de l'intercesseur. Ainsi, des conflits traversent le monde en opposant certaines fractions de classe à d'autres. Dans certains cas, les fractions antagonistes parviennent à s'entendre dans un partage coordonné du gâteau mondial. Dans d'autres cas, les fractions ne peuvent parvenir à un nouveau compromis que par le biais d'une guerre.

Le gouvernement mondial, aussi puissant soit-il, poursuit sa consolidation. Depuis le 11 septembre 2001 sa violence s'intensifie. Il semble vouloir faire table rase de toutes forces antagonistes susceptibles de déplacer ou d'interférer avec les lignes gouvernementales.

Le texte ci-dessous se limite à survoler certains traits saillants passés ou présents, ayant contribués à former ou constituant aujourd'hui un gouvernement mondial. Ce gouvernement ne se voit pas, à la façon dont on voit les signes de l'État sur le territoire français. Il n'y a pas de drapeaux, de costumes, d'organigrammes. C'est pourquoi la locution "gouvernement

mondial“ nous semble plus approprié que celle d’État mondial.

Nous voulons mettre en garde contre une grille de lecture nationaliste ou souverainiste, de droite ou de gauche, qui serait de toute évidence une fausse interprétation. Nous ne souscrivons pas à ces politiques, incapables de résister au présent. Nous voulons également mettre en garde le lecteur contre toute lecture réductionniste des informations concernant certaines familles évoquées à titres d’exemple. Bien que nous soyons convaincu de l’importance de familles telles que Rockefeller ou Rothschild dans le capitalisme du XXe siècle, d’autres lignées auraient pu servir d’exemple pour décrire les dynamiques d’accumulation de capital financier, culturel, symbolique ou social (Schneider, Krupp, Ibn Séoud, Windsor, Bush, Mitsui…).

LE DÉBORDEMENT DES ÉTATS-NATION

Dans les États-nation démocratiques, les affaires étrangères ont servi de levier à l’exécutif pour contraindre la politique intérieure, tout en renforçant l’autodétermination d’une classe sociale mondiale. Au nom de la sécurité nationale (et de la compétitivité), la politique étrangère justifia la mise au secret plus ou moins étendue de l’information gouvernementale, et l’autonomisation budgétaire et décisionnelle d’une partie de la politique militaire (les Services secrets). Ainsi, une structure gouvernementale de la classe mondiale s’est mise en place progressivement, alors que les États de droit (nationaux) perdaient leur souveraineté.

Les Anglais ont été les précurseurs de la mise au secret de l’information gouvernementale avec l’Official Secrets Act (1889) déclarant que la communication de toute information, par tout fonctionnaire dans l’exercice de ses fonctions à toute personne non autorisée, était un délit pour celui qui communiquait et pour celui qui recevait une information (sur les autres pays européens, voir Secret militaire et liberté de la presse, étude de droit pénal comparé, PUF, 1957). La Grande Bretagne a aussi créé les plus vieilles agences de services secrets au monde (création en 1909 du MI5 ; banques de données sous forme de fiches sur 16 000 personnes en 1914 et sur 137 500 en 1918). Depuis, les services du secret et l’industrie du renseignement sont devenus des dispositifs de contrôle coextensif des États de droit.

Aux Etats-Unis où le mécanisme de vote du budget rendait difficile la mise au point d’une politique échappant à la sanction parlementaire, Truman étendit le secret à des organismes non militaires, autorisant n’importe quel département exécutif, n’importe quelle agence gouvernementale à déclarer «confidentielles» des informations, chaque fois qu’il semblerait que ce soit «nécessaire, dans l’intérêt de la sécurité nationale» (Arthur M. Schlesinger, La Présidence impériale, PUF, 1976, p. 354). Puis le secret, limité longtemps à l’activité militaire ou administrative, s’étendit naturellement à la recherche scientifique, il existe aujourd’hui plus d’un trillion de documents classifiés concernant la recherche scientifique aux Etats-Unis (selon Herbert Foerstel, Secret Science : Federal Control of American Science and Technology, Praeger, 1993).

Un gouvernement même démocratiquement élu, décide du degré de transparence de son fonctionnement. En cachant ou en occasionnant des fuites ou en mentant à bon escient dans «l’intérêt de la sécurité nationale», il se transforme facilement en une machine dédoublée, qui sait jouer à la fois de l’argent du contribuable et des caisses noires, des “échanges de bons et loyaux services“ et des voyages officiels, des financements parallèles liés à la mafia et des détournements de fonds publics. Dans les démocraties, les aléas du contrôle sénatorial ou parlementaire et de l’irrégularité des mandats électoraux, ont suscité l’apparition d’instituts d’affaires internationales, organes diplomatiques et stratégiques privés ou quasi-privés, assurant une continuité dans la politique internationale.

La Round Table britannique créée par Cecil Rhodes et Lord Alfred Milner le 5 février 1891 est un des ancêtres historiques de ces instituts d’affaires internationales qui se sont multipliées depuis les années 50. Cette Round Table se “clona“ au début du XXème siècle en une American Round Table regroupant notamment les puissants Morgan, Rockefeller et Carnegie, et dans différentes Round Tables des pays du Commonwealth (Afrique du sud, Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Inde). Après la Première Guerre mondiale, ces organisations changèrent de noms : l’American Round Table prit le nom de Council on Foreign Relations (1921), la Round Table anglaise devint le Royal Institute of International Affairs (RIIA). Les Round Tables canadienne, sud africaine et australienne se dénommèrent le Canadian Institute of International Affairs (CIIA), l’Australian Institute of International Affairs, le South African Institute of International Affairs.

Après la Seconde Guerre mondiale, ces organisations furent complétées par d’autres, plus larges, telles que le Bilderberg Group (créé en 1954 à l’initiative d’un ancien SS, le Prince Bernhard de Hollande (Alden Hatch, H. R. H. Prince Bernhard of the Netherlands; an authorized biography, Harrap, 1962) et la Trilateral Commission (créée en 1973 avec les Etats-Unis, le Canada, l’Australie, le Japon, la Belgique, le Danemark, la France, l’Irlande, l’Italie, le Luxembourg, la Hollande, la Norvège et le Royaume-Uni). La Trilatérale peut être considérée comme le pendant du G5, créé en mars 1973 par les ministres des Finances de 5 pays (États-Unis, Allemagne, Royaume-Uni, France, Japon). Les instituts d’études en affaires internationales sont constitués aujourd’hui en réseau planétaire.

La guerre froide fut l’occasion propice à la construction de ce réseau post-national de coordination de la classe mondiale. Ce réseau peut être qualifié de total puisqu’il incluait des composantes stratégiques et diplomatiques, mais aussi économiques, militaires, religieuses, politiques et culturelles. La productivité et l’efficacité du front anti-communiste mondial tint autant en effet à l’invention de religion anti-communiste de base chrétienne (la secte Moon en Corée portée par la CIA), ou au financement des fractions catholiques ou protestantes anti-communistes (Opus Dei, Légionnaires du Christ, John Birch Society), qu’à la création de réseaux culturels internationaux tels que le Congress for Cultural Freedom (CCF).
Aujourd’hui, la présence des ex-directeurs des services secrets, de leurs amis et partenaires dans un certain nombre d’instituts d’affaires internationales (ainsi que dans les conseils d’administrations des plus grands fonds d’investissement) n’est pas un hasard. Elle assure la continuité de la politique poursuivie après 1945 notamment entre les pays du G7 (États-Unis, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Canada et Italie) puis du G8 (avec la Russie) qui totalisaient en 2000 plus de 70% de la production mondiale et 90 % des dépenses militaires totales dans le monde.

En Asie, le Japon fit très tôt preuve de sa

coopération dans la construction d'un front anti-communiste : Yoshida Shigéru, premier ministre japonais de 1947 à 1952 fit arrêter 20 000 sympathisants communistes peu avant l'Accord nippo-américain du 8 septembre 1951. Cet accord fit du Japon le pivot du dispositif militaire américain en Extrême-Orient bientôt suivi par l'OTASE créée le 8 septembre 1954 à Manille (l'OTAN du sud-est asiatique) et par l'ASEAN le 8 août 1967 à Bangkok (Thaïlande, Malaisie, Singapour, l'Indonésie et les Philippines). Le 27 novembre 1971, les pays membres de l'ASEAN signèrent la Déclaration sur la neutralisation de l'Asie du Sud-Est, précisant que ceux-ci étaient «déterminés à faire tous les efforts initiaux nécessaires pour faire reconnaître et faire respecter l'Asie du Sud-Est en tant que Zone de Paix, de Liberté et de Neutralité». Des échanges de délégations commencèrent la même année entre la Malaisie et la Chine, puis entre 1971 et 1973, trois pays de l'ASEAN nouèrent des relations commerciales avec Pékin (les Philippines en mars 1972, la Malaisie en mai 1971, la Thaïlande en octobre 1972).

En 1955, la Conférence de Bandung (qui condamnait l'impérialisme et le colonialisme et affirmait la volonté d'émancipation des pays présents à l'égard des USA et de l'URSS en créant le Mouvement des pays Non-Alignés) ne remit pas en question ce réseau de coordination asiatique : sur les 29 participants, 14 pays étaient associés au système d'alliance des Etats-Unis. Dans un rapport du Conseil national de Sécurité américain de Janvier 1957, Nehru, l'un des artisans de Bandung, fut qualifié de «modéré non-communiste» (par contrecoup, la Chine le qualifia d'agent de l'impérialisme américain). Selon un courrier de l'Ambassadeur américain en Inde, la politique du non-alignement de l'Inde permettait d'économiser sur la charge économique qu'aurait représenté, pour les Américains, son soutien direct. *«Les risques que feraient courir pour la sécurité américaine une Inde faible et vulnérable seraient plus importants que les risques résultants d'une Inde stable et influente»* (Rapport du Conseil national de sécurité, 10 janvier 1957, FRUS, 1955-1957, vol. 8, pp.35-36 cité dans Gilles Bocquerat, Les avatars du non alignement, Sorbonne, 1996, p. 167). À partir de 1986-87, l'antagoniste soviétique cessa d'agir en Asie. L'URSS se retira d'Afghanistan et, en février 1989, fit pression sur le Vietnam pour négocier sur la question cambodgienne. Moscou réclama le remboursement de la dette vietnamienne et imposa le commerce aux prix mondiaux en devises convertibles.

Dans la zone Europe, Dean Acheson et Truman insistèrent pour que le Royaume-Uni et les Etats-Unis se liguent pour développer l'OTAN «en allant de l'avant et en agissant afin de forcer les autres à suivre» (Foreign Relations of United States, 1950, Tome VIII, p. 1430). Cette alliance donna une place à part au Royaume Uni qui refusa d'adhérer à la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) en 1951. Ce refus ne signifiait pas que l'alliance anglo-saxonne était contre la construction de l'Europe. Truman comme Eisenhower et Churchill poussaient à la création d'Etats-Unis d'Europe seuls à même de résister durablement à la menace soviétique. Comme le dira Eisenhower «nous ne pouvons pas être une Rome moderne qui garderait les frontières lointaines avec ses légions» (cité dans S. Ambrose, Eisenhower, p. 505). Le 16 Avril 1948, l'Organisation Européenne de Coopération Economique (OECE) était créée afin de coordonner le plan Marshall puis en 1949 etait signé le Traité de l'OTAN. Le Comte Coudenhove-Kalergi ayant eu l'idée dans les années 1920 de réunir le charbon allemand et le minerai français, surmontant ainsi l'antagonisme franco-allemand (cause de l'échec du projet européen), créa la Pan-European Union dans les années 1930. Il fonda en 1947 avec Churchill, l'Union Parlementaire Européenne (United Europe Movement), point d'origine du Conseil de l'Europe et du Parlement européen. Instigateur de la création d'une zone de libre-échange européenne et d'un gouvernement européen, Jean Monnet (collaborateur de la Hudson Bali Company et de Lazard frères mais aussi très proche des milieux financiers, juristes et politiques sous les administrations Roosevelt, Truman, Eisenhower, Kennedy) créa dans le même esprit le Mouvement européen en 1958 qui regroupait les diverses tendances politiques favorables à l'Europe unie.

À partir de la fin de la Seconde guerre mondiale, plus aucun pays ne pouvait se maintenir dans une stratégie à base nationale. Alors même que les anciennes colonies croyaient conquérir leur souveraineté par leurs luttes de libération, cette souveraineté était dissoute par l'intégration économique, l'association contrainte et les intérêts négociés entre les centres d'accumulation de la planète. L'âge de la souveraineté amorçait son déclin. Les guerres mondiales du XXème siècle comme espace de débat entre les fractions d'une classe mondiale encore inconsciente d'elle-même ont suscitées une plate-forme gouvernementale de coordination et de concertation des différentes fractions de la classe mondiale. Aux périphéries, cette plate-forme développa une classe de soutien capable d'assurer par la dictature et le marché noir, la captation de ressources et le maintien d'une zone d'influence assurant l'avenir de cette captation (famille Somoza au Nicaragua (1936-1979), le Chah d'Iran (1941-1979), Marcos aux Philippines (1965-1986), Saddam Hussein pendant la guerre Iran-Irak (1980-1990), Pinochet (1973-1990) au Chili, Suharto (1967-1998) en Indonésie, Mobutu (1965-1997) au Zaïre, etc.).
Ainsi les mafias et les dictatures d'un côté, leur utilisation opérationnelle ou tactique par les Services secrets, instituts d'affaires internationales, États, firmes transnationales de l'autre, métamorphosèrent en un seul complexe les empires d'avant-guerre. Dans le même mouvement, la politique des États-nation d'avant-guerre fut remplacée par une aire gouvernementale reléguant aux oubliettes la courte histoire des États-providence et des régimes démocratiques.

NŒUDS ET RÉSEAUX FINANCIERS
Éléments d'une genèse

Dès le début du XIXème siècle, l'empire britannique voulut gouverner le monde en créant un marché commun des nations (Commonwealth) dirigé par l'aristocratie politico-financière. Un tel marché s'esquissait dès 1816 avec le Gold Standard, monnaie de crédit internationale, utilisé par la France, l'Allemagne, le Japon, la Russie et les Etats-Unis. Ce système monétaire international crédité sur l'or de la Banque d'Angleterre (Bank of England) était fondé sur la coopération de cette dernière avec les banques privées de la City, les Maisons Baring (dont la fortune remonte à la British East India Company), Hambros ou Rothschild, toutes fermement partisanes d'un marché libre mondial. Ces Maisons ont formées dès le début du XIXème siècle un réseau d'alliance (en février 1824, les Barings et Rothschilds co-fondèrent l'Alliance British and Foreign Life & Fire Insurance Company, Larry Neal The Financial Crisis of 1825 and the Restructuring of the British Financial system, 22nd Annual Economic Policy

Conference at the Federal Reserve Bank of St. Louis October 16-17, 1997).

La relation historique existant entre la Banque centrale américaine (Federal Reserve Bank, FED) et la Banque d'Angleterre (Bank of England) ainsi que le travail effectué après la première guerre mondiale par Montagu Norman, membre de la Round Table britannique et Benjamin Strong, gouverneur de la Federal Reserve Bank of New York et membre de l'American Round Table (The Bank of England, Money, power and influence, 1664-1994, Oxford-Clarendon Press, 1995) servirent plus tard de base à la mise en place de la première institution financière mondiale fondée sur la coopération entre les différentes banques centrales. Ainsi fut créée en 1930 la Banque des Réglements Internationaux (BRI) réunissant les gouverneurs des banques centrales du Groupe des 10 (Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada, Pays-Bas, Belgique et Suède, auxquels s'ajoute la Suisse et trois banques privées américaines, J. P. Morgan, First National Bank of New York et First National Bank of Chicago (cf. Charte constitutive de la BRI Entrée en vigueur le 26 février 1930)) . Cette institution financière fût complétée en 1944 avec les Accords de Bretton Woods par la création du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale.

Le système de Bretton Woods n'offrit pas, comme son précédent anglais, une monnaie internationale ayant le caractère de monnaie de crédit : la proposition de Keynes d'instaurer une monnaie des monnaies nationales (le Bancor) permettant de garantir l'ordre monétaire international à l'égard des pressions politiques et spéculatives, fut abandonnée au profit du Plan White (américain) faisant du dollar la monnaie internationale de l'après-guerre. Mais l'adoption du Plan White jeta les bases de la faillite du système monétaire dans les années 1970. La fin de la convertibilité du dollar en or, l'essor du marché des euro-dollars, les innovations technologiques facilitant la circulation des informations et accélérant le transfert de capitaux, les inventions financières, juridiques et comptables, l'explosion d'un marché financier offshore dans les années 1970 poussèrent en avant les théories néo-monétaristes et les partisans de la dérégulation. Ces transformations modifièrent partiellement l'ordre du capitalisme de «club» reposant sur une noblesse d'affaires soucieuse de tenir son rang.

En Grande-Bretagne, cette révolution financière fut, dans une large mesure, une révolution imposée par la Banque d'Angleterre qui, *«en se prononçant en faveur d'une suppression des commissions fixes, a donné le signal d'un renouveau de la compétition débouchant sur des réformes structurales plus profondes : suppression de la distinction entre brokers [intermédiaires financiers] et jobbers [banques], puis rachat des vieilles maisons de la City par les conglomérats internationaux»* (Yves Dezalay, Des notables aux conglomérats d'expertise, Revue d'économie financière, n°25, été 1993). Le besoin de réglementer toutes ces transformations provoqua une montée en puissance des technologies juridico-financières américaines et des firmes de droit (Price Waterhouse, Ernst & Young, Deloitte Touche Tohmatsu, Booz Allen & Hamilton, Arthur Andersen…). Il provoqua aussi la montée en puissance des firmes d'intelligence économique supposées accroître la visibilité et la gouvernementalité d'entreprise. Il favorisa enfin la multiplication des instituts néo-monétaristes et renforcèrent l'influence des partisans de la dérégulation.

Avec la crise du modèle keynésien, la politique anti-communiste de l'Alliance Atlantique pouvait entièrement se consacrer à un néo-monétarisme et un néo-libéralisme qui remettaient en cause la solidarité et la redistribution, deux principes fondamentaux de l'État social. Ce néo-monétarisme et ce néo-libéralisme furent théorisées par Von Hayek, créateur dans les années 1930 de la Society for the Renovation of Liberalism, qui devint en 1947, la Mont Pelerin Society (la MPS comptait parmi ses membres Karl Popper, Max von Thurn und Taxis, Otto von Habsburg, Henry Simons). Cette société fut, en outre, la tête-de-pont du réseau d'instituts et de boites-à-penser (think tank) néo-libérales qui fleurirent à partir des années 1970 dans le monde entier.

Le néo-libéralisme fut également diffusé par les grandes écoles telles que la London School of Economics (qui avait comme professeur Friedrich von Hayek et où David Rockefeller et Soros y ont fait des études), ou l'Université de Chicago fondée par John D. Rockefeller Senior (avec pour enseignants en-dehors de Friedrich von Hayek lui-même, les économistes néo-libéraux tels que Jacob Viner, Gary Becker, Milton Friedman). Antony Fisher de la Mont Pèlerin Society créa des boîtes-à-penser telles que le Fraser Institute à Vancouver (Canada) en 1974 ou encore le Manhattan Institute à New York en 1977. Le Manhattan Institute, point d'origine de la politique de la "Tolérance zéro" et de l'État pénal aux Etats-Unis, fut mis en place avec la bénédiction du directeur de la CIA de l'époque, Franck Carlucci, du futur directeur de la CIA, William Casey et des firmes financière JP Morgan ou pharmaceutique Eli Lilly (Georges Bush Senior était directeur de Eli Lilly au moment de la création du Manhattan Institute).

Aujourd'hui il existe plus d'une centaine d'instituts et de boîtes-à-penser de cette sorte dans le monde, partisans d'une dérégulation et d'États policiers. Certains de ces instituts sont présents simultanément dans différents pays (l'Aspen Institute existe en Italie, en Allemagne, au Japon, en France, aux Etats-Unis). D'autres, bien que faisant partie ouvertement ou tacitement du réseau, ne dépassent pas le niveau national. En France, ce réseau est représenté aujourd'hui par l'Institut Montaigne (avec Alain Mérieux et Claude Bébéar) ou l'Institut Euro 92 créé par Alain Madelin (son président est Jean-Pierre Raffarin, premier ministre français). Dans les pays d'Europe de l'Est, les Fondations Soros ont pilotées la transition des pays d'Europe Orientale et Centrale vers leur intégration au capitalisme planétaire (création de fondations en Hongrie en 1984, en Chine en 1986, en URSS en 1987, en Pologne en 1988…). En Amérique latine, la Fundacion Internacional para la Libertad (FIL) compte parmi ses membres des boîtes-à-penser néo-conservatrices telles que The Cato Institute, The Heritage Foundation, The Manhattan Institute, The Atlas Economic Research Foundation et d'autres organisations sud-américaines telles que la Brazils Instituto Atlantico, le Chiles Instituto Libertad y Desarrollo et le Centro de Estudios Legales, l'Ecuadors Instituto de Politicas Publicas (IPPE) et le Cedice (Venezuela). Leonard Liggio, vice president de l'Atlas Economic Research Foundation, a été choisi par la Mont Pelerin Society comme nouveau président le 10 octobre 2002. Si certains de ces instituts sont classés dans le "camp" néo-conservateurs, d'autres appartiennent à la faction libérale ou socialiste (l'Institute for Public Policy Research ou Demos avec A. Giddens en Grande Bretagne, le Cercle de l'Industrie de Dominique Strauss-Kahn en France), occupant ainsi la totalité du champ de visibilité majoritaire des démocraties.

LE CŒUR FINANCIER

D'un point de vue structurale, les

transformations financières mondiales et le mouvement de dérégulation poussèrent à l'intégration des cœurs financiers nationaux et du même coup amorçèrent la construction d'un coeur financier mondial. Dans les années 1970, les cœurs financiers étaient encore nationaux. En France, le cœur financier était bâti autour des deux banques d'affaires Suez et Paribas (François Morin, Structure du capitalisme français, Calmann-Levy, 1974) ; en Italie, autour des sociétés bancaires ou industrielles Mediobanca, Generali, Agnelli et Benedetti ; en Allemagne autour des banques Dresdner Bank (Allianz), Commerzbank et Deutschebank ; en Angleterre, autour de Barclays, Prudential et Morgan Guarantee. En France et en Allemagne, le taux de concentration de la propriété a toujours été très élevé : en 1999, dans 80% des 170 premières sociétés cotées aux bourses de Paris et de Francfort, un seul actionnaire possèdait 25% des actions pour chacune d'entre elle (Colin Mayer, Firm Control, University of Oxford, 18 février 1999).

Un rapport de 1976 montre l'existence d'un cœur financier international stable dans les années 1970… héritant de 50 années d'intrigues, d'alliances et d'incestes financiers ou politiques (Federal Reserve Directors : A Study of Corporate and Banking Influence. Staff Report, Committee on Banking, Currency and Housing, House of Representatives, 94th Congress, 2nd Session, August 1976). On peut vérifier l'exactitude de ce rapport en lisant les biographies des différentes personnalités impliquées dans sa direction. Ces lectures croisées permettent ainsi de comprendre les liens unissant les grands groupes financiers de l'époque (J. P. Morgan, Chase Manhattan, Rothschild, Brown Brothers, Lazard, Harriman, National City Bank, Warburg, J. Henry Schroder - aujourd'hui IBJ Whitehall Bank & Trust Company, filiale de Industrial Bank of Japan) et les banques d'Angleterre et de New York (la Federal Reserve de New York détermine la politique des différentes Federal reserve américaines regroupées dans la FED). Ces lectures croisées permettent également de saisir des alliances passant outre les différents qui ont opposé les nations les unes aux autres au cours du XXe siècle : Prescott Bush, père du président George Herbert Walker Bush président des Etats-Unis de 1988 à 1992, directeur exécutif chez Brown Brothers Harriman (dirigée par Averell Harriman, marié à la mère de Winston Churchill, www.churchill-society-london.org.uk/wscminor.html), conduisit les opérations bancaires du gouvernement national-socialiste à Wall street.
L'Union Banking Corporation, filiale d'Harriman dirigée par Prescott Bush, était l'antenne new-yorkaise du Thyssen-Flick German Steel Trust, une firme esclavagiste notoire (Webster G. Tarpley & Anton Chaitkin, George Bush : The Unauthorized Biography). À l'époque, les avocats de Prescott Bush à Wall Street n'étaient autres que Allen Dulles (travaillant pour la banque Schroder, futur directeur de l'OSS, créateur de la CIA et futur président de la Rockefeller foundation) et John Foster Dulles, son frère. Ce dernier travailla longtemps dans le groupe Rockefeller (de 1922 à 1949, il fut directeur de l'International Nickel Compagny of Canada appartenant à Rockefeller) et fut directeur de la Consolidated Silesian Steel Compagny dans les années 30 (possédée à 66% par Friedrich Flick).

L'histoire des Dulles montre bien comment se rapporte l'un à l'autre le financier, l'industriel, le juridique (J.F. Dulles est avocat de Wall Street), le politique et le diplomatique (il est conseiller des Etats-Unis à la conférence du Traité de Versailles en 1919 et conseiller de la délégation américaine lors de l'organisation des Nations Unies à San Francisco en 1945). Elle permet aussi de saisir les liens stratégiques et idéologiques qui uniront des anciens nazis et impérialistes japonais aux dirigeants des Etats-Unis dans l'après-guerre. Le gouvernement américain déclara vouloir démanteler les Konzerns allemands et procéda à la fermeture de l'organisation allemande de vente du charbon (cette organisation appelée DKV-Deutsche-Kohl Verkaufs Gesellschaft, permettait la mainmise des industries de l'acier sur les mines de charbon). Pourtant en 1951, le Haut-Commissaire américain en Allemagne, John Jay McCloy (ex-président de la Banque mondiale), ordonna la libération des criminels de guerre, les industriels Alfred Krupp et Friedrich Flick qui recouvrèrent bientôt leur fortune (Frederich Flick était considéré en 1955 comme la cinquième fortune mondiale). John Mac Cloy, devint par la suite directeur de la Chase de 1953 à 1972, après avoir été chargé du compte Rockefeller dans la firme de droit des Rockefeller, la Milbank Tweed. John Foster Dulles, s'arrangea de son côté pour que le Japon n'ait pas à payer de réparations et que le gouvernement revienne aux anciens cadres de l'Empire nippon. Par le Traité de paix de 1951, il empêcha les poursuites des prisonniers de guerre et des travailleurs forcés contre les exactions japonaises. La demande des Britanniques que *«le Japon remette aux gouvernements des Nations Unies tout l'or qu'ils s'étaient indûment approprié»* (Foreign Office Records, 7 mars 1951) fut également rapidement abandonnée par l'Angleterre qui se rangea en avril 1951 sur la position américaine demandant des réparations à hauteur de 60 millions de Livres-Or. Les Etats-Unis s'approprièrent ainsi l'immense trésor japonais (le «Lys d'or») constitué des 175 trésors impériaux écumés en Asie de l'Est et du Sud-Est par les Japonais dans une douzaine de pays pendant la Seconde Guerre mondiale (voir à ce sujet l'enquête menée pendant dix-huit années par Serling et Peggy Seagrave, relatée dans Le lys d'or, Michalon, 2002). Un tel trésor maintenu secret par Truman permit notamment de financer en partie la politique anti-communiste des Etats-Unis, en corrompant des gouvernements ou des militaires ou encore en achetant des votes. Il contribua aussi à compléter les réserves américaines en or (les Etats-Unis possédaient la moitié du stock d'or mondial après la Seconde Guerre mondiale).

Dans l'après-guerre, Nelson Rockefeller invita «les pires fascistes et les pires nazis à Washington» selon Tucci, chef du Bureau de recherche latino-américaine au département d'État. Et Rockefeller de lui répondre : *«tout le monde est utile ; nous allons amener ces gens-là à adopter une attitude amicale envers les Etats-Unis» (cité dans Peter Collier et David Horowitz, Les Rockefeller, une dynastie américaine, Seuil, 1976, p. 284). David Rockefeller disait bien qu'il est «impossible de dissocier une grande banque internationale, du gouvernement et de sa politique»*. La Chase (banque des Rockefeller) en est la preuve éclatante. «En 1948, après la rupture entre Tito et Staline, la Chase devint la principale liaison bancaire avec la Banque de Yougoslavie et en 1950 elle fut l'une des premières banques à accorder des crédits à l'Espagne de Franco. 20 ans plus tard, elle fut la première banque américaine à ouvrir une succursale à Moscou et la première à s'installer en Chine après la visite de Nixon à Pékin» (Peter Collier et David Horowitz, op. cit., p.286).

Aujourd'hui comme hier, les liens entre les fonds d'investissement et la politique demeurent aussi importants. Paribas-Genève accueillit un compte numéroté de Mobutu (www.ppp.ch/devPdf/

Mobutisme.pdf), le Crédit Lyonnais ou l'Union Bancaire Privée les comptes numérotés des généraux algériens (www.maroc-hebdo.press.ma et www.anp.org/apelbanques/appelauxbanques.html).
Citibank (aujourd'hui Citigroup) accueille des comptes du président mexicain Carlos Salinas ou du président gabonais Omar Bongo. Citibank est par ailleurs hautement impliquée dans le Plan Colombie (elle est l'un des premiers investisseurs étrangers dans ce pays, www.under.ch). Inversement, nombre de leaders politiques profitent de leur position pour constituer des fortunes financières (les dictateurs Duvalier à Haïti, Marcos aux Philippines, Suharto en Indonésie, Saddam Hussein en Irak, pour ne citer que ceux-là).

Le processus de fusion entre puissance financière familiale et politique parvient à son point d'aboutissement avec le clan des al-Saoud qui siègent aux Nations Unies (Arabie Saoudite) et qui financent plusieurs organisations politico-religieuses mondiales (Ligue Islamique Mondiale, Organisation de la Conférence Islamique, Organisation Mondiale de la Jeunesse Islamique). Au Canada, la fusion, moins visible qu'en Arabie Saoudite, n'en est pas moins bien réelle : les leaders des trois principaux partis étaient liés à Paul Desmarais ou à sa société, Power Corporation. John Rae, conseiller pour la campagne électorale de l'ex-Premier Ministre Jean Chrétien au Canada fut executive vice-president de Power Corporation (la société de Paul Desmarais), la sœur du premier ministre étant elle-même mariée à André, fils de Paul Desmarais. Le leader du parti conservateur (dissout depuis lors) ainsi que le leader du parti socialiste, tous deux opposants à Jean Chrétien, avaient chacun travaillé pour la Power Corporation. Et l'actuel Premier Ministre Paul Martin, vient lui-même de Power Corporation…

La continuité stratégique entre investissement et diplomatie explique la présence d'anciens de la CIA (Central Intelligence Agency) parmi les plus grands fonds d'investissement américains (Robert Gates est au conseil d'administration de Fidelity, John Deutsch à celui de Citygroup, Maurice "Hank" Greenburg à l'American International Group-AIG), ou, la présence d'anciens du MI5 et du MI6 (Services secrets anglais) dans les fonds britanniques. Cela explique aussi les choix des présidents successifs de la Banque mondiale cumulant des expériences dans les offices de régulation et dans les conglomérats financiers (John Mac Cloy a travaillé avec Rockefeller, notamment dans sa firme de droit Milbank, Tweed, Hadley & McCloy ; Eugene R. Black et Eugene Meyer ont été présidents de la Banque centrale américaine, la Fed ; Black a été Trustee du Population Council créé par Rockefeller, de la Ford Foundation, du Brooking Institute et directeur de la Chase Manhattan Bank de Rockefeller ; Robert Mc Namara a été membre de la Rockefeller foundation ; George D. Woods a été directeur de First Boston Corporation ; Lewis T. Preston a été président de Morgan Guarantee et de General Electric (Rockefeller) ; James Wolfensohn a créé une société avec Rothschild (la Rothschild, Wolfensohn & Co), a travaillé avec Salomon Brothers, Schroder Banking Group, Darling and co. et a également fait partie de la Rockefeller Foundation et du Population Council.

Les transformations des cœurs financiers au sein de la Trilatérale influent sur l'organisation et le climat politique internationale. À l'intérieur de l'anneau gouvernemental mondial – le complexe de fonds d'investissement et de banques Barclays Plc (1er fonds d'investissement privé mondial), famille Rockefeller et Fidelity (1er fonds d'investissement institutionnel mondial, appartenant à Edward C. Johnson), JP Morgan Chase (Rockefeller/Rothschild), Rothschild, Citigroup, UBS, Merrill Lynch, Deutsche Bank, Mellon, Goldman Sachs, Axa, Pargesa – se forment des alliances, des coopérations, des partenariats régionaux. Les concentrations dans le monde financier américain se sont renforcées suite à l'abrogation, le 22 octobre 1999, de la loi Glass-Steagall (créée en 1933, après le Krach de 1929) qui imposait un cloisonnement entre les banques d'affaires, les banques commerciales et les compagnies d'assurance.

Les normes du capitalisme déterminées par l'anneau gouvernemental s'imposent naturellement aux conglomérats russes, japonais, indiens, chinois, brésiliens… en quête de clients et de partenaires. Les conglomérats chinois ou russes doivent se conformer aux règles et usages du cœur financier mondial pour être évalués par des agences de notations telles que Fitch, Standard & Poor's ou Moody's, être audités par Ernst and Young (essentiellement des sociétés anglo-saxonnes) et pouvoir ainsi avoir accès aux outil et système bancaire, assurantiel ou financier de la Trilatérale … Cependant, certaines fractions de classe entendent bien conserver leur contrôle sur les entreprises d'État. En Russie, la récente arrestation du magnat du pétrole Mikhail Khodorkovsky (qui avait revendu ses actions dans Yukos à Rothschild) montre bien que Vladimir Poutine tient à conserver les conditions de reproduction de son clan (un autre exemple est la détention de Vyacheslav Sheremet, premier-adjoint au président de Gazprom et PDG de Sibur, et son remplacement par le "poutiniste" Alexei Miller). De même, en Chine, malgré l'afflux massif d'investissements étrangers, l'entrée d'André Desmarais (Canada) dans le capital d'un conglomérat d'État (CITIC Pacific) demeure une exception. Au Japon, les participations étrangères – européennes ou américaines – sont rares dans les conglomérats familiaux Mitsui, Mitsubishi ou Sumitomo. Il n'y a pas de participations américaines ou britanniques dans un des premiers groupes financiers mondiaux, la Mizuho Financial Group, ou dans la troisième institution financière mondiale la Sumitomo Mitsui Banking corp. La classe mondiale n'est pas seulement «blanche» ou WASP (White Anglo Saxon Protestant). Elle est «multiculturelle», composée de familles bourgeoises historiques (impériales, nobles) japonaises, chinoises, ou sinisées, de vieilles familles arabes, jordaniennes ou libanaises, coréennes, thaïlandaises, indiennes, etc.

ACCUMULATIONS SOCIALES: LIGNÉES, COMMUNAUTÉS, CLASSE

La classe mondiale marie ou concilie les vieilles familles – le capital financier, social, culturel, symbolique voire génétique – de chaque région à des cerveaux sans filiation (Henri Kissinger, Carlucci, Jean Monnet, Jacques Delors) employés pour accroître les capitaux, les conciliations et l'organisation du gouvernement mondial. Elle n'est pas fermée sur elle-même ; elle intègre en permanence des compétences et intègre de nouveaux entrants qui accumulent du pouvoir et démontrent à la perfection l'idéal de réussite, de carrière et de création de la classe moyenne. Ces nouveaux entrants doivent être accrédités par la bourgeoisie et l'aristocratie financière historiques. Ainsi en France, il est peu vraisemblable que Vincent Bolloré ait eu la possibilité de bâtir un empire sans Antoine Bernheim (Lazard), ami de sa mère.

On ne peut pas distinguer une noblesse qui constituerait une aristocratie archaïque et une bourgeoisie dynamique, émergeant de la révolution industrielle

et capable de développer les affaires : la noblesse est sur-représentée dans les conseils d'administration ou dans les organigrammes de l'État (Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, Sociologie de la bourgeoisie, La découverte, 2003). Les politiques dites «néo-libérales» poursuivies depuis la fin des années 1970 ont largement renforcé leurs fortunes et la mise en question des régimes démocratiques qualifiés «d'ingouvernables». Aux Etats-Unis, les taux d'imposition des revenus de plus de 400 000 dollars passèrent de 91 % durant la Seconde Guerre mondiale à 70 % dans les années 1960 et à 50 % en 1986, puis à 28 % dans les années 1990. De ce fait, 1 % des plus riches gagnèrent mille milliards de dollars pendant les seules années Reagan soit une hausse de 87 % de leur revenu. Le ratio entre le salaire des PDG et des ouvriers qui était de 1 à 40 en 1970 est passé de 1 à 531 dans les années 90 tandis que 6 millions de personnes sont désormais privées de droit civique, un ordre de grandeur comparable à celui du temps des goulags dans les années 1950 en URSS (www.democratie-socialisme.org, 13 septembre 2003).

L'idéologie classiste s'appuie en partie sur les stratégies dynastiques voire claniques (biocratie) se construisant au fil des générations. Dans l'esprit dynastique, l'individu n'est qu'un usufruitier, le maillon d'une longue chaîne qu'il reçoit de ses aînés et qu'il doit transmettre. Le pouvoir de la grande bourgeoisie et de l'aristocratie réside dans sa conscience et sa solidarité de classe, différente en cela de l'individualisme des classes moyennes rêvant de réussite, de carrière et de création. Dans le pool des familles nobles, certaines parviennent à se reproduire sur plusieurs siècles, tandis que d'autres émergent et tendent à être anoblies au fur et à mesure de leur avancée en âge. Certaines, importantes aujourd'hui, se sont constitué au XIXe siècle ou au XXe siècle grâce à l'industrie ou à la finance (Sellière/Demachy/Wendel en France, Ford, Bass, Lynch, Farish ou Bush aux Etats-Unis, Rockefeller dans le monde, Krupp en Allemagne, Tata en Inde, Li Ka Shing ou Henri Fok en Chine, Desmarais ou Bronfman au Canada, James Riady en Indonésie). D'autres – notamment les familles royales ou princières – ont un capital historique sur plusieurs siècles (Windsor, Stuart ou Grovesnor en Grande-Bretagne, Soong en Chine, Mitsui, Mitsubishi, Hitotsubashi au Japon, Sultan Hassanal Bolkiah à Brunei, famille Cisneros en Espagne-Amérique latine, famille Bin Abdulaziz Alsaud, Aga Khan, Warburg, Oppenheimer ou Rothschild). Elles se sont fréquemment appuyées sur des religions qui, transformées en religion d'État ou d'empire ont divinisées le sang des familles.

Une étude serait ici à faire dans le détail pour évaluer l'impact de certaines familles dans l'histoire du monde. A titre d'exemple, en Chine avant Mao, rien ne se passait sans l'accord de la famille Soong. Charlie Soong (Song Jiashu, 1866-1918), un cantonnais débarqué clandestinement à Boston reçut l'aide d'un riche capitaliste de Durham, Julian Carr, qui finança ses études de théologie dans le Tennessee avant d'être envoyé en Chine comme prêtre par la China Mission Conference ce qui lui permit d'étendre son influence sur les chrétiens chinois. Plus tard, il se tourna vers les affaires en utilisant ses relations dans le monde des missionnaires protestants et bâtit, grâce à l'American Bible Society, une fortune qui lui permit notamment de financer les activités de la Ligue jurée de Sun Yat-sen à partir de 1894. Son premier fils, Zewen Soong (T. V. Soong, 1894-1971) fut diplômé de la Harvard Business School. Plusieurs fois ministre des Finances dans les gouvernements du Guomindang, il donna à la Chine son premier budget organisé, sa première monnaie unique et sa première banque centrale. Mais sa réputation de libéral pro-capitaliste moderniste en Occident masquait la réalité d'un personnage nationaliste en relation très étroite avec les triades de l'Opium et les sociétés secrètes chinoises. La fille aînée de Charlie Soong, Ailing Soong, après avoir été la secrétaire de Sun Yat-Sen (qui voulut l'épouser sans succès après que Charlie Soong eut refusé) se maria au début du XXe siècle à un jeune banquier (Kong Xiangxi), authentique descendant de Confucius (73e descendant) et redoutable spéculateur qui fut l'un des piliers du régime de Chiang Kai-shek. L'une de ses sœurs, Quigling Soong (1892-1980), secrétaire à son tour de Sun Yat-sen épousa ce dernier en 1915 avant de jouer un véritable rôle aux côtés des communistes et de Mao qui en feront la vice-présidente de la République Populaire de Chine.
A ce titre, Quigling fut la Grande Dame de la République Populaire de Chine. Enfin, la cadette, Meiling Soong (née en 1897), suivit ses études au Wellesley College (Massachusetts) avant d'épouser en 1927 Chiang Kai-shek après que ce dernier se fut converti au christianisme. En 1949, elle devint vice-présidente de la République de Chine (devenue Taiwan depuis) et veilla notamment aux relations entre la Chine et les Etats-Unis (Jean Monnet, Mémoires, Fayard, p.134 et Alain Roux, La Chine au XXe siècle, Editions Sedes, 1999 p.188).

Sur un autre plan, en dehors de la récente lignée Rockefeller fréquemment évoquée précédemment, les monographies sur la dynastie Rothschild figurent l'ampleur de leur influence au cours des deux derniers siècles (Les Rothschild de Frédéric Morton, Les Rothschild de Derek Wilson et Contre bonne fortune de Guy de Rothschild). Les études généalogiques permettent de saisir les stratégies de reproduction ayant permis d'accroître leur capital social et financier (de même que dans l'aristocratie catholique, dans l'aristocratie ou la haute bourgeoisie ashkénaze - dont font partie les Rothschild - la reproduction est assurée par les fils, tandis que les filles servent à nouer des alliances avec d'autres grandes familles telles que les Warburg, Schiff, Worms, Fürstenberg, Fould, von Springer, Oppenheim, Lambert).

L'étude des conglomérats de médias dans le monde montre qu'un grand nombre d'entre eux appartiennent à un groupe réduit de grandes familles. Viacom (USA), deuxième groupe mondial de médias est contrôlé par Summer Redstone ; News Corporation (Australie), septième groupe mondial de média est contrôlé par Ruppert Murdoch ; Metro Goldwyn Mayer (USA), trente-septième groupe mondial est contrôlé par Kirk Kerkorian ; Bertelsman (Allemagne) est contrôlé par Reinhard Mohn et André Desmarais. Les plus grands actionnaires de Pearson Plc sont la famille David-Weill (Lazard, France) et Rothschild. Liberty Media (USA), trente-cinquième groupe mondial, est contrôlé par le Baron John Malone. Le groupe Berlusconi, vingt-neuvième groupe mondial, est contrôlé par le président de la république d'Italie Silvio Berlusconi qui contrôle également les télévisions publiques. Dow Jones (USA), vingt-troisième groupe mondial semble être contrôlé par la famille Bancroft. Les familles Ueno et Murayama contrôle le groupe Asahi (Japon). Le groupe Cisneros (Venezuela) est contrôlé par Gustavo Cisneros. TVN (Norvège) est contrôlé par la famille Schneider. Les frères Bass sont les plus gros actionnaires de Disney, etc. L'étude des conglomérats du pétrole montre une structure similaire - en partie familiale, en partie étatique - à celle des conglomérats de médias. Les majors du

pétrole sont contrôlés par les familles (Pennzoil Quaker State appartient notamment à la famille Bush, Royal Dutch Shell à la famille princière hollandaise et BP, probablement à une famille princière britannique (la British petroleum appartenait à Deutsche Bank, Rotschild et Nobel au début du XXe siècle); Exxon aux Rockefeller ; Desmarais et Albert Frère détiennent une participation notable dans Total (France). Sans parler des compagnies saoudiennes… Comme les évènements en Afghanistan et en Irak l'ont montré, certaines de ces familles sont largement responsables de nombreuses guerres utilisées comme moyens d'accroître leur emprise (il y a un demi-siècle, Rockefeller avait été directement impliqué dans la guerre d'Éthiopie au côté de Mussolini).

La fin des États-nation, l'invention de régimes post-républicains, l'effritement des démocraties réputées "ingouvernables", la fin de l'État civil prétendant supprimer les distinctions de naissance, d'états, de culture ou d'occupation, ont participé à des degrés divers au repositionnement central d'un ordre social ou d'une classe dominante visant à l'immortalité. Aujourd'hui, cette classe dispose des moyens suffisants pour s'acheter les services privés d'intelligence (Kroll Associates, Dun & Bradstreet) et de mercennariat (Executive Outcomes, Dyn Corporation), pour balayer sans remords les restes de l'État social, ou pour susciter des dispositifs légaux – brevets, lois,normes ayant les mêmes effets que les armes les plus sophistiquées – nécessaires à la croissance de leur capital.

objet

COMPLEXE DE COMPLEXES

ELEMENTS POUR UNE ARCHÉOLOGIE DE L'ORDINATEUR (2011)

texte de la page 45

Il existe un lieu en Inde appelé Hoshiarpur qui possède une collection énorme d'horoscopes inscrits sur des feuilles de palme. Quoi qu'il existe des millions d'horoscopes différents, toute personne qui se présente en ce lieu peut recevoir la copie de son horoscope avec les prédictions qui y sont attachées. Et ces prédictions, d'après les témoignages que nous avons reçus, sont exactes.

Cette capacité de l'astrologie à produire des prédictions à l'avance à partir de la conformation des étoiles et constellations n'est pas sans faire penser à l'ordinateur. Ainsi Jay Forrester, ingénieur en chef du système SAGE **(NOTE 1)**, créa une machine destinée à prédire l'avenir de la planète. Il appela cette dernière "System dynamics" et l'appliqua à analyser le comportement des grands ensembles socio-techniques et environnementaux. Un modèle global de la planète combinant, entre autres données, la raréfaction des ressources naturelles et l'augmentation de la population mondiale fut produit **(NOTE 2)**. Ce modèle a servi de matrice au rapport du Club de Rome rédigé par Meadows intitulé *"Les limites de la croissance"* décrivant les différents scénarios d'évolutions possibles pour le monde industriel à l'horizon 2000.

On voit aussitôt la différence entre la biblio- thèque d'horoscope de Hoshiarpur et le générateur de scénarios de Forrester. Le premier s'attache à analyser les causes des phénomènes et le second, leurs conséquences. Et curieusement, il ne semble n'y avoir aucun rapport des unes aux autres...

"L'astrologie, dit Cassirer, *est l'une des plus grandioses tentatives qu'ait jamais osées l'esprit humain pour donner une représentation d'ensemble du monde"* **(NOTE 3)**. Le monde y est présenté comme un organisme gigantesque dont toutes les parties sont associées entre elles par un échange continuel de forces. Ces forces qui donnent formes à nos vies les rendent aussi prédictibles. L'ordinateur, lui, est l'une des plus grandioses tentatives qu'ait jamais osées l'esprit humain pour simuler l'ensemble du monde. Et par cette simulation, l'ordinateur prétend lui aussi, prédire l'avenir.

Mais qu'est-ce qui distingue alors le système d'horoscopes indien créée il y a cinq mille ans, du système de simulation américain du XXe siècle ? Il s'agit là de deux sortes radicalement différentes d'automates spirituels. Le premier qualifie le réel, tisse des dépendances et des analogies. Le second récuse les qualités au nom d'une quantification incessante et sans fin, séparant les aspects les uns des autres. Le grand partage est donc ici entre la mise en continuité des choses et leur discontinuité, leur discrétisation. En d'autres mots, on trouve ici l'énonciation de deux théologies. Reprenant une vieille polémique de l'âge baroque qui opposa les partisans du plein, aristotéliciens et analogistes, aux partisans du vide, naturalistes, on pourrait appeler la première une théologie du plein et la seconde, une théologie du vide. Tandis que l'horoscope est peuplé de dieux et de démons qui parlent, de tendances et de forces obscures, d'une nature qui a horreur du vide, la simulation par ordinateur est née en réponse à la phrase angoissée de Pascal : *"le silence de ces espaces infinis m'effraie"*. Elle est une expression du vide. Elle substitue au phénomène inscrit dans le cosmos, une reconstruction du monde médiatisée par des outils, des machines, des interfaces, d'unités discrètes – atome, bit ou gène.

Or cette théologie du vide, du discret qui caractérise l'ordinateur et ses simulations est fondatrice des sciences modernes. Galilée, dans ses Discours sur Deux Sciences Nouvelles, se sert du vide pour étudier les lois mathématiques du mouvement. Et sa simulation à lui, ne passe pas par un ordinateur mais par des expérimentum. On trouve le vide à la fois dans les démonstrations de Boyle sur la pompe à vide, dans les expériences de Torricelli et dans celles de Pascal. D'un point de vue physique, l'opposition théologique du plein au vide produit la force par laquelle un piston dans une machine à vapeur de Watt, est mis en mouvement. Dans l'histoire des ordinateurs, le tube à vide, d'abord utilisé pour amplifier un signal radio, est utilisé à partir de 1939 comme interrupteur dans les machines à calculer. L'opposition du vide au plein, puis du courant qui passe au courant qui ne passe pas dans le transistor, devient le moyen de faire un interrupteur. L'idéologie de l'ordinateur va de pair avec une abrogation de l'approche qualitative que l'on trouve dans l'astrologie...

NOTE 1 - Le système SAGE (semi-automatic Ground Environment Sys- tem) opérationnel à la fin de l'année 1953, a été construit sur la base du Whirlwind, le premier ordinateur à temps réel. Le système SAGE qui coûta à l'époque 500 millions de dollars, a été le plus gros contrat pour IBM à qui l'armée américaine délégua sa con- struction. Ce système a été à la fois le premier réseau d'ordinateurs et le le premier système de contrôle informatisé de grande ampleur. Quand le SAGE a été déployé en 1963, il était composé de 24 cen- tres de directions et 3 centres de combat liés entre eux par des lignes téléphoniques longue distance à plus de 100 radars de défense . Ce réseau d'ordinateurs a eu une grande influence notamment sur Lick- lider qui, premier directeur de l'IPTO initia la recherche qui mènera à la création d'Arpanet (l'un des ancêtres d'internet).

NOTE 2 - uite à une invitation à un meeting du Club de Rome en 1970, Forrester a créé le premier modèle du système socio-économique mondial. Il a appelé ce modèle WORLD. Le modèle WORLD2 a cartographié les interrelations entre la population mondiale, la production industrielle, la pollution, les ressources, la nourriture. Ce modèle indiqua qu'il se produirait un écroulement du système socio-économique mondial au cours du 21e siècle si des changements majeurs n'étaient pas opérés.

NOTE 3 - Cassirer, Begriffsformen des mythischen Denkens.

qui se trouve reléguée aux différents logiciels "astro". Tout se passe comme si, l'ordinateur était coupé de l'univers et auto-référent. Mais la réalité rattrapant la simulation, il est apparu au cours des temps qu'au fur et à mesure de la miniaturisation des composants, la sensibilité des mémoires d'ordinateurs aux rayons cosmiques s'est accrue très fortement. Une étude de Microsoft sur les rapports d'erreurs de Windows pendant une durée de quatre ans - étude parue dans le journal de référence Eetimes de 2007 - montra que 10% des crashs du système étaient provoqués par l'inversion soudaine d'un bit de mémoire causée par un rayon cosmique **(NOTE 4)**.

Mais allons un peu plus loin et tentons d'adopter une approche analogiste de l'ordinateur. Y-a t'il une conformation voire une racine stellaire de l'ordinateur ? Et de quel macrocosme l'ordinateur est-il l'image en petit ?

NOTE 4 - Quand un neutron heurte un noyau de silicium, il crée localement une infime charge électrique capable d'inverser l'état logique d'un bit de mémoire (transformer un 0 en 1), de perturber un microproces- seur, voire de provoquer un court-circuit...

UN INSTITUT DE DÉMONOLOGIE EXPÉRIMENTALE (2011)

Planète laboratoire, n°4, 2011 (non repris dans la publication Atlas of agendas, 2014)

"Oui, l'élimination de la magie a ici le caractère de la magie elle-même" (Wittgenstein, Remarques sur le Rameau d'or de Frazer)

L'ordinateur peut être décrit comme l'habitacle pour une sorte d'*âme extériorisée* qui se formerait, en partant d'algorithmes de base (les logiciels) par l'accumulation d'heures d'attention, de projections, de désirs que nous lui incorporons.

Cette âme extériorisée est diffusée partout, perdant son centre, se fragmentant en une multitude de traits qui circulent dans les réseaux et qui parfois sont captées, thésaurisées et manipulées par des grands dragons qui vivent de leur trésors d'âmes accumulées dans des banques virtuelles.

L'ordinateur disait-on il y a cinquante ans, est une mécanisation de raisonnements déductifs. *"Une machine informationnelle est un modèle physique d'opérations mentales"* . Le modèle des opérations mentales est ici réifié : il devient un être concret qui existe pour soi-même. Cet être n'est pas fictif, car le modèle est incor- poré dans des organes matériels agissant et interagissant avec l'utilisateur. La puissance magique d'un tel être se manifeste quand ce dernier acquiert une capacité de se donner à soi-même ses propres fins dite capacité autotélique. La puissance invocationnelle est basée ici sur un couplage entre l'ordinateur et le système neuro-sensoriel. En d'autres termes, il est basé sur l'oubli du métabolisme et du système respiratoire/circulatoire. Quoique l'ordinateur soit une concrétion d'opérations mentales rien n'indique que la forme d'intelligence de

l'ordinateur soit dotée de conscience ou d'un Moi. Lors d'un entretien avec des informaticiens et cognitivistes, l'actuel Dalaï Lama contesta que l'on puisse parler de conscience à propos des machines informationnelles. Car, de même qu'une amulette de magie noire peut provoquer un comportement animal chez un objet sans qu'on puisse dire pour autant que l'objet est un animal, la machine ne disposant pas d'un continuum de conscience ne peut être dite "pensante" **(NOTE 1)**. Ce propos intéressant invite à classer, en première approx- imation, les ordinateurs dans la famille des amulettes. Une amulette en effet est un dispositif agençant un code (le nom de l'entité invoquée), un support de stock- age (la cire, la terre,...), un dispositif de transfert (la relation analogique entre une entité, une personne, une qualité, etc) et une capacité d'amplification (le rituel). L'ordinateur est, comme l'amulette, un dispositif agençant à une codification (l'algorithme, sceau d'un démon), un stockage (gravure d'un cristal de silici- um), une capacité d'échange de données (le réseau) auxquels s'ajoute une interface (l'écran). Il permet de transformer des intensités (nos pensées, sentiments, volontés) en codes qui s'incorporent au dispositif machinique et qui contribuent à augmenter sa puissance. En retour, il nous donne la possibilité d'incorporer des pensées, sentiments ou volontés mortes stockés dans l'ordinateur ou transitant par lui. Un tel classement n'éclaire en rien cependant la nature des entités qui sont invoquées.

Notre méconnaissance des entités agissantes, incarnées dans les ordinateurs invite à suivre l'appel qu'effectua Gershom Scholem, grand connaisseur de la kabbale hébraïque, dans son discours effectué le 17 juin 1965 à l'occasion de l'inauguration de l'ordinateur construit par Haïm Pekeris en Israël. Scholem en appelait à la création d'un Institut de démonologie expérimentale et de magie. La démonologie signifie ici la connaissance des démons. Le terme de "démons" renvoie à des entités qui, parce que leur mode opératoire, et leurs buts son largement inconnus et inconscients, ont des effets destructeurs sur ceux qui prétendent, en toute méconnaissance, les utiliser ou en développer la puissance. Quel serait l'objet d'étude d'un tel institut ? Nous avons évoqué dans une note, la nécessité de développer une démographie, une sociologie et une économie politique des machines informationnelles. D'analyser et comprendre la politique, la vie sociale, économique, culturelle suscitée par le développement rapide de ce nouveau peuple.

Un institut de démonologie expérimentale aurait une finalité un peu différente. Son objet serait l'analyse et, éventuellement, quoiqu'avec une grande prudence, la capacité d'utilisation des modes d'action mis en œuvre par les entités s'incarnant et agissant dans les ordinateurs. Un tel objet dépasse largement la simple con- naissance de la technologie des automates – la connaissance des mathématiques, de la logique et de leurs application. Comme le rappelait Agrippa, une telle connaissance ne serait jamais qu'un préalable, un entrainement, pour des pratiques qui travailleraient dans plusieurs contrées du réel (De Occult Philosophiae, II, i). Aux sciences et techniques inductives de la magie artificielle (les technologies des automates), devraient s'ajouter des pratiques et sciences nouvelles capables d'agir dans ces contrées où des êtres simplement débarassés de la pesanteur du corps physique et qui, ayant conservés leur désir, leur tempérament, agissent en prenant possession de ceux qui les igno- rent ou les agressent. Et pourquoi pas, des techniques d'exorcisme capables de nous en prémunir.

NOTE 1 - VARELA F. J., Passerelles. Entretien avec le Dalaï Lama sur les sciences de l'esprit, sous la di- rection de J.W. Hayward et F.J. Varela, Albin Michel, 1995, p.200

GOUVERNEMENTALITÉ PAR L'INFORMATION

(2003)

texte des pages 46 à 49

Le réseau militaire américain ARPAnet a été conçu pour maintenir les communications en cas d'attaque nucléaire. Ancêtre de l'Internet et fondement de la Global Information Infrastructure, ARPAnet, à l'instar de la "guerre presse-bouton" qui le motive, provient d'une seule et même source : le changement d'échelle provoqué par les découvertes en physique au début du XXe siècle dans une société industrielle capable d'organiser la productivité – y compris scientifique – de millions d'agents. C'est là sans doute le lieu de naissance de la société de l'information : une société qui, pénétrée de façon massive par les sciences et les technologies de l'information et des télécommunications les utilisa pour réaliser le design de la planète ou du moins celle de ses composants (où le design vient remplacer la politique). Une société dont la gouvernementalité nécessite la connaissance du réel, autrement dit la transformation du réel en information. Une société dont la gouvernementalité s'ouvre entre ses plus petits communs dénominateurs (atomique, électronique, magnétique, génétique, chimique) et ses plus grands communs dénominateurs (climat, planète, système solaire), à travers des lois, des formules et des normes qui déterminent sa productivité, ses moyennes et ses devenirs possibles.

Avec le déclin de l'industrie mécanique et électromécanique (dépendant encore du pouvoir ouvrier), l'apparition des machines à commande numérique, des réseaux interconnectés d'ordinateurs, les techniques gouvernementales opèrent leur grande transformation en s'appuyant sur la cybernétique, l'informatique et les réseaux électroniques. L'armée et les transports ont été à l'avant-poste de cette transformation.

La seconde Guerre mondiale ne s'est terminée en effet qu'avec la fin de la Guerre froide. Jusque là, les pays de l'OCDE et l'Union Soviétique avaient poursuivi intensivement leurs efforts militaire et économique pour gagner la guerre qui les opposait. Dès les années 60, le plus grand nombre des systèmes militaires, aujourd'hui opérationnels sinon dépassés, étaient en voie de développement aux Etats-Unis ou en URSS. Le pacte UK-USA qui servit d'assise à la mise en place du système ECHELON date de 1947 et le premier satellite COMINT (INTerception des COMmunications) de 1968. L'analyse des informations et la capacité de contrôle de la guerre psychologique du système ECHELON fut amorcée en 1940 puis trouva une première expression dans le Foreign Broadcast Intelligence Service (FBIS) capable de collecter 500 000 mots par jour en 15 langues pour évaluer l'efficacité de la propagande américaine, agir sur la propagande ennemie, effectuer des rapports et analyses journalières envoyés à plus de 500 officiels du gouvernement. Le concept du GPS (Global Positioning System) date de 1965 et les premières études de faisabilité de 1972. ARPAnet et d'autres systèmes de communication tel que le Ground Wave Emergency Network-GWEN ont été développés dès les années 70 pour répondre au risque d'une offensive nucléaire. Plus tard, le Département de la Défense américain se désintéressa de l'usage militaire direct d'ARPAnet, mais subventionna cependant les fabricants d'ordinateurs pour qu'ils incluent dans leur protocole le TCP/IP (protocole Internet jusqu'à aujourd'hui).
Dans le domaine des transports, une société de gestion de l'information et des télécommunications pour le transport aérien comme la firme SITA mis en place progressivement à partir des années 50 des réseaux d'ordinateurs interconnectés entre des aéroports ou des compagnies aériennes partout dans le monde pour la régulation du trafic ou la réservation de place. Les avions eux-mêmes, à l'avant-poste des voitures ou des trains se chargèrent progressivement d'informatique, d'électronique et de réseaux connectés (aujourd'hui selon l'Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique-INRIA environ la moitié de la valeur d'un avion civil est électronique et logicielle, et certaines voitures de série actuelles contiennent plus d'informatique que le module lunaire utilisé par Neil Armstrong il y a plus de 30 ans). En France, la RATP disposait déjà au milieu des années 70 d'un réseau en étoile connectant un ordinateur biprocesseur à une centaine d'ordinateurs plus petits répartis sur le territoire. Dans le domaine financier, le système de compensation international SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Transaction) connectant 239 banques de 15 pays différents, était opérationnel en 1977. L'architecture initiale du réseau était centralisée sur 3 commutateurs mondiaux aux Etats-Unis et en Europe (Bruxelles et Amsterdam) raccordant des concentrateurs nationaux qui assuraient l'accès au réseau.

Dès la fin des années 60, on prévoyait déjà l'impact social et productif des réseaux interconnectés d'ordinateurs. À partir de 1964, des ingénieurs de systèmes de l'industrie et de la recherche spatiale, à la demande du gouverneur de Californie, réfléchirent au moyen d'éviter le smog généré par les déplacements urbains liés au travail. Ils proposèrent dans un rapport (D. Bess, What the Space Scientists propose for California, Think, 32/4, juillet-août 1969) de porter le travail aux domiciles des employés autrement dit de transformer partiellement les habitations privées en " bureaux " équipés en dispositifs de communication, d'élaboration et de gestion de l'information. L'écran, devenu interactif, sortit ainsi de sa fonction simplement distractive ou propagandiste, il quitta également sa fonction d'outil de contrôle pour devenir un puissant outil de travail et d'organisation en permettant l'interaction entre les travailleurs isolés, les clients, les directions d'entreprise.
C'est sur cette base qu'il servit aussi d'outil de sociabilité, de même que le téléphone ou le télégraphe, conçus d'abord comme instruments commerciaux, moyens d'échange et de contrôle, ont été " détournés " de leur usage pour servir d'outil de communication personnelle à des fins de sociabilité. Cette sociabilité n'influence que marginalement les sciences et les technologies, les modes de gestion de l'information et des télécommunications, qui restent fondamentalement militaires et marchandes. La part intégrable de son inventivité est utilisée dans les techniques de management de l'armée ou de l'entreprise (groupes d'affinité, organisation coopérative ou en bande, mobilité, flexibilité), dans les techniques de marketing ou de propagande (hoax) et dans les organisations de production (l'Open Source Intelligence-OSINT est à la base de la collecte de données géospatiales, climatiques, logistiques par l'administration américaine).

Parallèlement à la mise en place de ces nouveaux outils, de nouveaux systèmes d'armes et de manipulation s'appuyant sur la coopération des universités et de l'armée ouvrirent la voie à de nouvelles techniques de guerre, climatique, tectonique, psychotronique, biologique, chimique recensées plus tard dans le Space Preservation Act (2001) sinon à

de nouvelles techniques de coercition non plus seulement fondées sur la propagande et la répression, sur l'aide économique, le développement ou l'humanitaire, mais sur la manipulation chimique et électromagnétique du corps humain. Les plus terribles opérations biologiques américaines dateraient sans doute de la probable diffusion massive du SIDA par des campagnes de vaccination dans différents pays d'Afrique centrale (1977) et à New York (1979) pour réduire de façon sélective la menace de la"bombe P"(surpopulation) (Leonard G. Horowitz D. M. D, M. A., M.P.H., La guerre des virus : Sida et Ebola, Felix, 1998). Les premières actions militaires américaines sur le climat datent probablement des années 70 au Vietnam (Popeye Project) suivies progressivement par la mise en place d'un programme de contrôle et d'action sur le climat. Aujourd'hui ce programme s'effectuerait par un couplage de systèmes d'informations climatiques (COOP-M ou NOAA aux Etats-Unis) et d'actions de réchauffement locaux de l'ionosphère par des bombardements électro-magnétiques depuis des champs d'antennes en plusieurs lieux de la planète (HAARP en Alaska, Arecibo à Porto Rico…). Les premières recherches de manipulation électrique puis électro-magnétique du comportement humain dateraient des années 50 (Mkultra, Pandora) et s'inscrivent dans la continuité du développement des sciences de l'information (à l'exception de Norbert Wiener, les premiers cybernéticiens étaient tous des neurophysiologistes).

Depuis ses origines, la programmation/déprogrammation/reprogrammation du vivant est l'objectif inavoué des sciences et des technologies de l'information. On ne peut douter que cet objectif soit aujourd'hui en passe d'être atteint, et qu'il s'ouvrirait même à des usages commerciaux dérivés. L'état d'avancement de systèmes comme le GPS, le développement de la biométrie et d'identifiants génétiques invite à penser qu'au-delà du contrôle des flux et de toutes les identités multiples, pourrait exister aujourd'hui une capacité de télécommander des êtres et des choses et d'interagir électro-magnétiquement et chimiquement avec eux.

IPv6 est la nouvelle version du protocole Internet et augmente le nombre d'adresses - 340 milliards de milliards de milliards de milliards - permettant ainsi d'affecter une adresse à toutes les personnes mais également aux objets dont il est prévu qu'ils communiquent de plus en plus entre eux et avec les humains. L'informatisation des sociétés complexes serait en voie de s'accomplir avec l'implantation de micro-puces dans les êtres, ne permettant pas seulement d'accroître la sécurité des systèmes par la surveillance de ses composants mais également de permettre l'action à distance, " d'empêcher les mouvements musculaires volontaires, de contrôler les émotions, d'endormir, de transmettre des suggestions, d'interférer avec la mémoire de court comme de long terme, de produire l'acquisition d'expériences, ou d'effacer des expériences acquises " (Scientific Advisory Committee, U.S. Air Force, 1996).

Ayant envahi de façon massive toutes les sphères de la société, les sciences et technologies de l'information avec leurs prolongements biologiques ou chimiques déterminent une gouvernementalité totale. Cette gouvernementalité n'entre pas seulement en contradiction avec l'esprit des Lumières en concentrant et accroissant le pouvoir de domination et d'action d'une aristocratie mondiale. Elle en supprime la possibilité. Le niveau d'analyse et de management bio- et psycho-politique autorisé par les sciences et technologies de l'information, le niveau d'intégration systémique qu'elles permettent, invitent à penser qu'une autonomie politique ou un pouvoir constituant aujourd'hui quel qu'il soit, ne peut devenir critique qu'en segmentant l'infosphère, en développant un marché non-capitaliste, en mettant en place des hiérarchies révocables.

LA CAPACITÉ DE FAIRE L'HISTOIRE

L'humain ne se situe pas à la même échelle que les qualités primaires de la matière (physique, biologique, chimique) bien qu'il en soit le prolongement. Dans l'échelle des qualités primaires, " la réalisation des désirs vitaux de l'homme, ceux de son corps et ceux de son imagination " évoqué par le poète communiste Eluard ne peut plus servir d'horizon à l'action sans autoriser du même coup les systèmes techniques qui la déterminent. Et ce faisant, l'humain soumet l'échelle qui lui est propre (réflexivité, savoir des fins, sociabilité) aux échelles des qualités primaires (physiques, biologiques, chimiques) qui se présentent comme sa vérité et comme sa fin. Il est vrai que l'espèce ne sait pas quelle est sa réflexivité ni ce que sont ses fins, quelle est sa subjectivité politique. Et peut-être ne doit-elle pas le savoir. Mais en l'absence de signes d'une solidarité de l'espèce (en-dehors même de toute solidarité interspécifique), ou d'une communauté du genre humain, en l'absence d'une auto-constitution de l'espèce (qui ne désignerait pas encore des finalités ni des devenirs souhaités), le pouvoir constituant des systèmes techniques – ces expressions de la transcendance de l'échelle des qualités primaires – et de ceux qui les gouvernent, déterminent nos devenirs possibles. À un niveau moins abstrait, la gouvernementalité de la planète et de l'espèce par une caste travaillant à son immortalité se trouve renforcée et démultipliée par des systèmes techniques intégrés permettant l'analyse de la complexité, accroissant la capacité d'accumulation de capital, démultipliant les capacités d'action sur le réel-information, tendant même à administrer l'avenir des "ressources humaines" par triage génétique et reproduction non mammalienne.

Le monde tel qu'il est normé par les systèmes techniques mondialisés et par les stratégies d'un gouvernement mondial fantôme est globalement plus prévisible, plus assuré quelle que soit la diversité culturelle et fonctionnelle des acteurs de ce gouvernement, quelles que soient les fraudes ou les évènements qui puissent s'y produire (un bon exemple est donné par les services secrets américain, russe, allemand, israélien, pakistanais qui savaient que des attentats se préparaient fin 2001 et par des spéculateurs institutionnels qui ont vendu les titres des compagnies aériennes américaines quelques temps avant le 11 septembre 2001). C'est en cela qu'il réduit l'incertitude, la capacité des multitudes de faire l'histoire. Si l'enjeu de l'humanité est de faire l'histoire et que cette capacité est paradoxalement réduite par le développement des systèmes techniques, la segmentation de ces systèmes, la limitation des interdépendances productives et normatives semblent être la condition actuelle de la politique. La social-démocratie est contenue dans la proposition selon laquelle les ouvriers ou les employés ne doivent pas détruire leur outil de travail, mais qu'ils peuvent essentiellement en changer son utilisation ou son mode de gestion. La social-démocratie a vécu. Les systèmes techniques normalisés et normalisant, en renforçant les dépendances, ont détruit les autonomies. Ils ont renforcé les

puissances de contrôle, de normalisation et de transformation des populations. Il s'agit donc aujourd'hui de (re)créer des autonomies souveraines en-dehors des futurs planifiés et de la psycho-politique telle qu'elle est mise en scène par les médias du monde entier, en dehors du salariat dépendant de l'organisation mondiale de la production, des circuits commerciaux et financiers globalisés.

Les États-nations peuvent-ils être les lieux de ces autonomies souveraines ? Un État autonome serait aujourd'hui hostile – il ouvrirait la guerre, qu'il le veuille ou non – au gouvernement mondial. Le traitement de la Corée du Nord est en ce sens exemplaire, quelle que soit l'opinion que l'on a de ce régime. Un État - sauf à accepter les plus lourds sacrifices – n'est plus en mesure de sortir des dépendances et interdépendances planétaires. " L'option démocratique est souvent bien fragile (en Afrique). Même là où des élections pluralistes sont organisées, les citoyens ont compris que les vrais choix leur échappent " (Rapport mondial sur le développement humain, PNUD, 2002). En va-t-il autrement des autres pays ? Un parlement planétaire (nécessairement dépendant des infrastructures, des normes et des procédures techniques mondiales) est-il susceptible de contraindre le gouvernement mondial ou de s'auto-constituer ? La parole et le débat ne peuvent organiser qu'à la périphérie la complexité humaine ou celle de la planète… si elles n'ont pas recours à ces systèmes techniques aujourd'hui contrôlés.

L'autonomie se pose donc à d'autres niveaux. Être autonome aujourd'hui, c'est avoir la capacité de couper et de se couper d'un réseau. Créer du silence, autrement dit couper le bruit (antenne, média) est aujourd'hui un préalable à l'apparition d'une parole politique. Et casser la circulation (supermarché, transport, banque, information) est un préalable d'une auto-détermination de la production. L'autonomie cherche à réduire la continuité et l'interdépendance systémique entre toutes les positions de la planète, autrement dit à segmenter les réseaux. Refuser que les semences végétales et animales et les composantes infimes du réel (chimique, biologique) soient détenues par un nombre restreint de sociétés. Refuser qu'une communication téléphonique entre Paris et Londres passe par Tokyo ou New York ou que le commerce de céréales entre l'Afrique du sud et le Zimbabwe passe par Chicago. Rompre l'anneau SWIFT enserrant la terre de flux financiers assurant - au sens propre du terme - la centralité gouvernementale d'une économie mondiale tenue aujourd'hui dans les mains d'une poignée de fonds d'investissements (Fidelity, Barclays Plc, ABN Amro, Buffet, Soros…) et de gouvernements c'est-à-dire empêcher le système de compensation mondial de fonctionner et donc les échanges internationaux de pouvoir se produire. Mais quelle entreprise, quel producteur dépendant des matières premières, des ressources humaines, monétaires ou des composants d'un autre pays pourrait le souhaiter ?

L'autonomie construit progressivement, en fait, un mode d'organisation qui lui est propre. Dans le domaine des échanges comme dans celui des semences (qui tendent à être normalisées et contrôlées au niveau mondial par un groupe restreint de sociétés appuyées par des organisations internationales de réglementation), l'autonomie sociale et productive invente ses propres techniques de production et ses marchés non-capitalistes. Si l'autonomie à l'égard de systèmes tels que SWIFT consiste dans le développement balbutiant de monnaies non-bancaires - organisations monétaires argentine (El Grand Trueque) ou mexicaine (Tianguis Tlaloc), sénégalaise (Doole), thaïlandaise (Bia Kud Chum), équatorienne (SINTRAL), par les économies locales ou traditionnelle, les réseaux de coopératives les banques de micro-crédits et tontines -, l'autonomie à l'égard du contrôle mondial des semences et donc de la production agricole ou animale consiste dans la souveraineté alimentaire proclamée par le Mouvement paysan international Via Campesina, la production et la circulation autonome de ses propres semences. Ces techniques et marchés autonomes bien que restreints aujourd'hui devraient avec le temps et sous la pression toujours plus forte du gouvernement mondial croître en volume, en complexité, en légitimité, dépassant l'informel et l'affinitaire sans entrer dans l'ordre et les normes du système capitaliste. Le changement d'échelle des luttes, des marchés et organisations autonomes aujourd'hui (bandes, mouvements, communautés, réseaux d'affinités) passe sans doute par la capacité à d'inventer des procédures (open source, copyleft, monnaie-temps) mais aussi de déterminer des hiérarchies révocables, évitant ainsi de s'en remettre à la boîte noire des organisations égalitaires spontanéistes (qui masquent toujours des pouvoirs informels, charismatiques ou affinitaires) et à la normalisation des organisations méritocratiques.

objet

COSMOLOGIE

POURQUOI TRAVAILLONS-NOUS À NOTRE OBSOLESCENCE ? (2007)

texte de la page 52

Depuis la Seconde guerre mondiale, le monde se transforme progressivement en laboratoire à l'échelle 1:1. Au modèle du "monde usine" s'ajoute désormais un modèle de "monde laboratoire".
Aujourd'hui la géo-ingénierie est en voie de se banaliser, justifiant ainsi, au nom de la lutte contre l'effet de serre et ses conséquences (tempêtes tropicales, sécheresses, etc.), des expériences de modification du climat à très grande échelle et de transformation de la chimie des océans.
Les satellites surveillant et analysant en permanence les variations de l'activité terrestre sont couplés avec les réseaux d'information et des technologies comme les RFID et les micro (ou nano) capteurs, créant ainsi une planète-information, une planète-virtuelle renforçant encore la puissance de gestion et de contrôle voire de transformation du réel à distance.
Ce devenir-monde du laboratoire encourage la manipulation du vivant selon la doctrine du "risque acceptable". La radicalisation de la compétition et les " manques à gagner " dans les investissements planifiés autorisent les tests en " conditions réelles " : la recherche pharmaceutique mène des expérimentations sur des populations entières, en Afrique ou ailleurs ; la dissémination des Organismes Génétiquement Modifiés est encouragée par tous les moyens nécessaires... en attendant les Organismes Atomiquement Modifiés ; les technologies sans fil mises sur le marché sans études publiques préalables font de leurs utilisateurs les cobayes d'expériences
Un «Ops Center» de l'agence britannique d'opérations psychologiques Strategic Communications Laboratories. Ce centre de psyops opère dans un pays que l'agence a refusé de nommer (http://www.scl.cc).
grandeur nature et en temps réel.
Le développement des technologies convergentes (bio-, nano-, cogno-, info-, robot-, sociotech) est le cercle magique dans lequel émerge des espèces biologiques et mécaniques de laboratoire et de nouvelles tables des éléments.
Nombre de ces recherches s'effectuent aujourd'hui dans le secret (*). C'est pourquoi la compréhension du présent lui-même reste déterminée par l'appréhension limitée que nous pouvons avoir d'informations elle-même filtrées ou orchestrées. Comment parler alors du présent ? Comment savoir où nous sommes, ou nous en sommes ?
Les scénarios apocalyptiques prophétisant la fin de notre monde surpeuplé justifient les expérimentations démiurgiques du monde devenu laboratoire. L'organisation rationnelle du monde-laboratoire se retourne alors en une organisation irrationnelle menaçant ceux qui l'ont instauré.
De ceux-là, pourtant, nous ne sommes pas. Nous ne travaillons pas à ce laboratoire ni pour lui. Nous n'en sommes pas non plus les objets. Que faire alors de cette immense machine qui se développe aujourd'hui selon sa dynamique propre, devenue autonome ? Pouvons-nous réorienter le destin et les orientations de ce laboratoire dont aucun d'entre nous, ou si peu, a décidé de l'existence ? Pouvons-nous abandonner ce futur tracé par d'autres ? Autrement dit, pouvons-nous encore faire usage de notre liberté ?

(*) *Il existe aujourd'hui plus d'un trillion de documents classifiés concernant la recherche scientifique aux Etats-Unis (voir Herbert Foerstel, Secret science : Federal control of American Science and Technology, Praeger, 1993). À ces archives secrètes issues des sciences et techniques développées par tout pays prétendant poursuivre une recherche indépendante, s'ajoutent l'immense quantité de documents protégés par le secret militaire, par le secret administratif et par le secret commercial.*

LE DOGME INDUSTRIEL (2006)

texte de la page 53

La moitié de l'humanité n'a jamais passé un coup de téléphone.»
Thabo Mbeki, président de la république sud-africaine

Au cours du XIXe siècle, le développement de l'industrie chimique et de l'agrochimie avait poussé à comprendre les organismes comme étant des machines chimiques. Le développement de l'industrie électrique puis de l'électronique et de la cybernétique au Xxe siècle pousse à présent à une compréhension de l'organisme comme d'un système de contrôle électrique autorégulé. L'industrie, appuyée sur son socle technoscientifique, apparaît alors comme l'expression légitime de la façon dont l'humain se comprend (et doit se comprendre lui-même) dans les pays industrialisés. Ou, pourrait-on dire aussi, l'organisation industrielle produit à chaque fois la cosmologie qui justifie son déploiement universel.
Après la théorie chimique (atomique) de l'univers, la théorie de l'univers électrique (Electric Universe theory) réduit aujourd'hui l'ensemble du réel physique - galaxies, étoiles, planètes, atomes - à des agencements électriques ou électromagnétiques.
Les industries chimique ou électrique en produisant le monde ont, d'un même mouvement, suscités l'invention des problèmes écologiques ou sanitaires correspondant à leur compréhension du réel. Ces problèmes existent en effet, dans les schèmes (chimiques ou électro-magnétiques) qui ont été inventés pour les représenter. La capacité de résoudre effectivement les problèmes que ces schèmes inventent, en tant qu'explication du monde, marquera le moment de leur absolutisation.

ÉNONCÉ DE L'APOCALYPSE INDUSTRIELLE

Après le développement incroyable de l'industrie chimique entre le XIXe siècle et le Xxe siècle qui produisit cet immense cortège de catastrophes dont nous sont annoncées au fur et à mesure les conséquences, l'industrie électro-magnétique issue du développement de l'électricité et des télécommunications, modifie profondément les sociétés humaines, végétales et animales, et la planète sur laquelle elles logent.
L'humanité connaît les ondes électromagnétiques depuis un siècle, mais leur utilisation massive pour des applications techniques a commencé seulement depuis la Seconde guerre mondiale. La densité des radiations electromagnétiques a ainsi doublée tous les 4 ans et la pollution électromagnétique a été multipliée par 100 depuis 30 ans **(NOTE 1)**. Les recherches médicales et épidémiologiques se sont multipliées depuis quelques décennies montrant les effets destructeurs de ces champs sur nos organismes, affectant notre santé ou même, modifiant nos façons d'appréhender le monde **(NOTE 2)**.
L'effet de ces rayonnements n'affecte pas seulement l'humain mais les végétaux et les animaux. Aujourd'hui, les arbres et autres systèmes biologiques, soumis à des radiations micro-ondes des milliards de fois plus élevé que celles existant dans un environnement libre de tout appareil ou dispositif techniques, sont rendus malades.

ÉNONCÉ DU DOGME INDUSTRIEL

Après avoir été des composés bio-chimiques, les arbres sont devenus des antennes réceptrices et leurs racines pénétrant dans le sol, provoquent une sorte d'électrolyse acidifiant le sol et inhibant l'activité des micro-organismes. Le corps humain est devenu également une antenne : les ondes qui se propagent à travers l'atmosphère sont captées par les antennes radio et télévision mais également par le système nerveux. Une antenne radio capte continuellement toutes les stations émettrices dont les ondes radio couvrent sa région géographique. Les circuits électriques de réglage à l'intérieur de l'appareil filtrent toutes les fréquences captées par l'antenne sauf une, que l'auditeur entend. Le système nerveux capte des millions d'émissions de stations publiques, commerciales, privées; communications militaires, policières, contrôle du trafic aérien, pompiers, radios amateurs, cibistes, … sans que nous n'en ayons conscience. De plus, chaque installation et appareil électriques émet des ondes que notre cerveau et notre système nerveux captent.
Dans le monde tel qu'il est constitué par la cosmologie (et l'industrie) électro-magnétique, comprendre le champ électromagnétique c'est un peu nous comprendre nous-même et le monde qui nous entoure. Il n'existe pas de frontière définie entre les champs électromagnétiques qui sont entretenus par le métabolisme du corps et ceux qui existent dans l'environnement. Les cellules sont des systèmes électriques sensibles à leur milieu électromagnétique, les membranes des cellules sont des condensateurs (capacitor). Les tissus sont traversés par des courants alternatifs et continus…

QUESTION ANTI-INDUSTRIELLE

Malgré toute l'efficacité et la productivité des explications chimique, électrique ou électro-magnétique (comme auparavant, des explications religieuses), pouvons-nous leur être réduits ? En d'autres mots, quelle subjectivité existe-t'il hors de l'enceinte sacrée dessinée par les sciences et techniques ?

NOTE 1 - VOLKRODT, W. 1991. Are Microwaves faced with a Fiasco similar to that experienced by Nuclear Energy? Wetter-Boden-Mensch 4/1991. Dr.Robert Becker, has written that the total density of radio frequency waves penetrating every corner of the planet (and every person on it) is now 100 to 200 million times the level reaching us naturally from the Sun (Becker, R.O. & Selden, G., The Body Electric. Wm. Morrow (1985) p.275).

NOTE 2 - For example, Nancy Wertheimer, looking for possible causes of childhood leukaemia in Denver, accidentally discovered that children living in houses nearest to 13kV (kilo-volt) power lines had a two or three times greater chance of contracting the disease. It eventually emerged that the key was to be found not in the voltage but rather in the current and the resultant magnetic fields (Wertheimer, N., «Electrical Wiring Configurations and Childhood Cancer»: Amer. Jour. Epidemiology, March 1979). Perry found a significant correlation between suicides and attempted suicides in his locality and the proximity of patients' homes to the underground high-tension power distribution lines (Perry, S. &, Pearly, L., «Power frequency magnetic fields and illness in multistorey blocks»: Public Health, (1988) p. 102, 1 1-8). Drs. Dowson &. Lewith have also showed that headaches and depression could be linked to power lines (Dowson, D, et al, «Overhead high voltage cables and recurrent headaches and depression»: Practitioner, (April 1988), pp. 435-6).

LA CONQUÊTE DE LA TERRE PAR LES ORDINATEURS (2011)

texte de la page 54

La fin de la Seconde Guerre mondiale marque l'apparition de nouvelles infrastructures qui, par leur ampleur, ont sus- cité l'émergence d'un état d'urgence et, par voie de conséquence, d'un état d'exception permanent. Or ces infrastructures, soumises au paradigme de la sécurité, sont intrinsèquement liées au déploiement de l'ordinateur qui, en tant qu'infrastructure des infrastructures (réseau routier, téléphone, eau, administration, défense,...) se présente comme une machine circulaire suscitant à la fois une complexification des organisations socio-techniques et les moyens supposés de leur régulation.

Mais l'état d'urgence et l'état d'exception permanent ont d'abord été produits par l'émergence de nouveaux risques systémiques. Parmi ceux-ci, deux ont partis liée avec le développement de l'ordinateur : le risque nucléaire et le risque climatique.

La formation des systèmes de défense et d'attaque nucléaires a en effet été basée sur le développement de l'ordinateur. Or, le développement de ces systèmes a suscité la figure de l'urgence ultime liée à la possibilité d'un overkill nucléaire. Par voie de conséquence, cette figure de l'urgence ultime a suscité le développement du secret militaire et de la raison d'État (intimement lié aux technologies nucléaires), et le dé- ploiement de nouvelles techniques de guerres dites "de basse intensité" (lutte anti-terrorisme, etc .).

La construction sociale d'une seconde sorte de risque systémique a été effectuée dans la con- tinuité des recherches initiées par Jay Forrester. Ces recherches ont simulé informatiquement le comportement des grands ensembles socio-tech- niques et environnementaux. Elles ont produit dans les années 1960, un modèle global combinant raréfaction des ressources naturelles et augmentation de la population mondiale (Rapport du Club de Rome). Puis, dans les années 1980- 90 et partant des modélisations numériques du climat, elles ont suscité l'hypothèse du réchauf- fement climatique mondial et, par contre-coup, ce que l'économiste marxiste E. Altvater a ap- pelé l'impérialisme de l'effet de serre.

Ainsi, que cela soit par sa contribution à l'émergence de nouveaux risques systémiques ou par sa capacité à réguler les infrastructures socio-techniques, l'ordinateur peut être considéré comme l'un des principaux fondements de l'état d'urgence et de l'état d'exception global. Cette machine de machines, malgré l'importance qu'elle a acquise dans la société mondiale contemporaine, demeure cependant une énigme. Les critiques qui ont été portées à son encontre ont été effectuées d'un point de vue social au sens large. On a critiqué la perte de contrôle sur l'appareil de production qu'elle a provoqué en se substituant aux ouvriers qualifiés. On a largement analysé sa responsabilité dans la mise en place des sociétés de contrôle et du nouveau paradigme de la sécurité, ou encore, sa responsabilité dans le déploiement de pollutions électromagnétiques et chimiques nouvelles.

Quoique ces critiques soient justes, elles n'atteignent pas l'ampleur ni la puissance de ces nouvelles entités technologiques. C'est pourquoi elles pourraient utilement être complétées par une autre sorte de critique dont nous allons esquisser en quelques mots les contours. Cette critique qu'on pourrait qualifier d'ontologique, est celle qui aurait pu être faite par cet Institut de démonologie expérimentale et de magie que le spécialiste de la kabbale, Gershom Scholem, appela de ses voeux dans son discours effectué le 17 juin 1965 à l'occasion de l'inauguration de l'ordinateur construit par Haïm Pekeris en Israël **(NOTE 1)**.

Quoiqu'on puisse prendre l'appel à la forma- tion d'un tel institut pour une boutade, il arrive souvent que les boutades montrent le monde avec le plus grand sérieux. C'est ce que suggère d'ailleurs un texte de Norbert Wiener qui effectue une comparaison systématique entre la puissance de l'ordinateur et la puissance d'entités magiques qui entrent en contact avec des humains.

Parler de démons ou d'entités magiques demeure cependant problématique tant que l'on ne s'est pas extrait des simplifications ontologiques de la pensée naturaliste moderne. Leur évocation requiert en effet de s'en remettre à une ontologie post-coloniale qui ne révoque pas par principe la validité de ce que l'anthropologue Philippe Descola appelle les ontologies animiste, analogiste ou totémiste **(NOTE 2)**.

Ces ontologies permettent de s'approcher des questions suivantes : qu'est-ce qu'il se passe quand on utilise des ordinateurs ? Peut-on parler des ordinateurs comme d'une sorte particulière d'êtres ? De quel genre d'êtres s'agit-il ? De quelles façons agissent-ils ? Quelle sont ces puissances largement inconscientes et de jour en jour plus autonomes, qui, après s'être déplacées du cosmos à la psyché sont désormais partout extériorisées dans nos machines, imprégnant de leur présence la vie quotidienne des sociétés techno-capitalistes ? Quels sont ces fétiches qui nous possèdent en nous dépossédant, faisant "revenir" vers nous, les dépossédés, le résultat de ce que nous avons produit ?

L'élaboration d'une méthodologie scientifique, de concepts de la nature essentiellement différents de ceux de la science dominante, per- mettrait d'approcher le fait informatique d'une manière qui nous permette de comprendre les ordinateurs, en surmontant la fiction qui, en les classant parmi les choses inertes, a occulté leur mode d'action le plus profond et le plus radical sur nos sociétés.

NOTE 1 - En 1965, Gerschom Scholem inaugura l'un des premiers ordinateurs construits en Israel, créé au Weizmann Institute par Chaim Pekeris. Il l'appela « Golem n° 1 » et souligna les similarités et les différences entre les modes de création du golem mythique et du moderne moderne. Puis il compara les mystiques kabbalistes de l'époque médiévale aux pères de la cybernétique contemporaine : Norbert Wiener et John von Neumann… (cf. The Golem of Prague and the Golem of Rehovot, Gershom Scholem, 1965).

NOTE 2 - Philippe Descola, Par-delà nature et culture, NRF, 2005

1

ÉTAT FRANÇAIS
GOUVERNEMENT DU SYSTÈME AGRO-ALIMENTAIRE (2006)

acronymes de la carte figurant pages 68 et 69

GOUVERNEMENT AGROALIMENTAIRE MONDIAL

CNCCEF - Comité National des Conseillers du Commerce Extérieur de la France. Regroupement des Conseillers du Commerce Extérieurs. Association reconnue d'utilité publique.

FEOGA - Fonds européen d'orientation et de garantie agricole

FIPA - Fédération Internationale des Producteurs Agricoles

COPEIAA - Conseil de Prospective Européenne et Internationale pour l'Agriculture et l'Alimentation

COPICA – Comité de Propagande pour les Industries et les Commerces Agricoles et Alimentaires

Codex Alimentarus. Organisme conjoint de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). Le Codex Alimentarius est honni de toutes les associations qui luttent contre la mondialisation, pour l'autono- mie alimentaire du Tiers Monde, la diversité biologique, et pour la participation de la société civile et des élus du peuple aux déci- sions en matière d'alimentation et de santé.

Louis Dreyfus

DAGRIS - Développement des agro-industries du Sud. L'État français possède 64,7 % de Dagris. Ce groupe opère en France, en Europe, dans l'Afrique sub-saharienne et en Asie centrale.

DGEMP - Direction Générale de l'Énergie et des Matières Premières

DGCCRF - Dir. Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes

FORMA, Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles

SOPEXA - Société pour l'Expansion des Ventes des Produits Agricoles & Alimentaires. Conseil de l'État pour la promotion des produits agricoles et agroalimentaires. SOPEXA a pour mission d'accroître les parts de marché des produits agricoles et alimentaires français à travers le monde. Implanté dans 34 pays dont la France.

Actionnariat de la Sopexa : Comité de Propagande pour les Industries et les Commerces Agricoles et Alimentaires, COPICA : 11,9%, Ubifrance : 12,5%, ONI- FLOHR : 12,5%, Inerbev : 10%, Interfel : 10%, APPA : 6,4%.

France Export Céréales. Association en charge de la promotion des céréales françaises à l'étranger

GOUVERNEMENT DE L'AGRICULTURE

MAAPAR - Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales

MEDD - Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable

ODASEA - organismes départementaux pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles

AAF - Académie d'Agriculture de France

ACTA - Association de Coordination Technique Agricole. Gère les 17 Instituts et Centres Techniques Agricoles (ICTA), avec leurs 1 000 ingénieurs et technicien.

ADAR - Association pour le développement agricole et rural. Association orientant la politique de développement agricole et assu- rant son financement. Les quatre organisa- tions professionnelles APCA, FNSEA, CNJA et C. N. M. C. C. A., ainsi que le ministère de l'Agriculture et le ministère de l' Economie et des Finances. Anciennement Association nationale pour le développement agricole (ANDA) qui gèrait le Fonds national de développement agricole financé par 43 taxes parafiscales prélevés sur les produits agri- coles et par une taxe de 500 francs payée par chaque agriculteur soumis au régime de la TVA

APCA - Assemblée permanente des Chambres d'Agriculture

ACOFA, Agence centrale des organismes d'interv. dans le secteur agricole - coordination de l'application de la réglementation relative à la PAC, gestion des dépenses relevant du FEOGA-Garantie

ADASEA - Réception et instruction des dossiers d'aides. Prestataires de services commerciaux pour aider les agriculteurs à monter les dossiers puis représentant de l'Etat pour les instruire. Membres statutaires des ADASEA : FDSEA, CDJA, famille rurale, syndicat des vignerons, chambre départementale d'agriculture et représen- tants des SAFER, Crédit agricole et mutualité agricole.

CA - Chambres d'Agriculture

CAF - Conseil de l'agriculture Française. Membres : FNSEA, CNJA, CNMCCA, APCA CGG REF - Conseil général du génie rural, des eaux et forêts. Expert de l'Etat sur toutes les questions relevant des compétences des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts. A en charge l'orientation et le suivi personnalisé de la carrière des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts.

CNASEA, Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles. Versement des aides aux bénéficiaires des politiques de l'agriculture, de la formation professionnelle et de l'emploi (FPE).

CLIAA - Comité de laison des interprofessions agricoles et agro-alimentaires.

CTPS - Comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées. Soumet au Ministère de l'Agriculture les semences végétales susceptibles d'être inscrites au catalogue.

FAC - Fonds d'Allègement de la Charge. Le FAC est consacré à des abandons de créances ou à des rééchelonnements de dettes d'agriculteurs.

FNMA - Fédération nationale de mutualité agricole

FNSEA - Féd. Nationale des syndicats d'Exploitants agricoles - la FNSEA dès son origine fournit les hommes du Crédit agricole avec lequel elle entretient un lien organique. Elle contrôle le ministère de l'Agriculture, pouvant user de sa position dominante pour supprimer les dotations annuelles de l'État aux syndicats concur- rents. La FNSEA tend cependant à perdre sa position hégémonique : lors des élections de 1995 aux chambres d'agriculture, sur 750 000 fermes, seulement 255 602 voix de chefs d'exploitation avaient été attribués à la FNSEA. (Gilles Luneau, La forteresse agricole, une histoire de la FNSEA, Fayard, 2004, p. 796)

SAF - Société d'Agriculture Française - association reconnue d'utilité publique dès 1872, la SAF a été au coeur de la mise en place des organisations professionnelles agricoles : l'Union Centrale des Syndicats des Agriculteurs de France, créée en 1886, à l'origine du syndicalisme agricole; la Mutua- lité Sociale Agricole, Groupama, la Caisse de Prévoyance des Cadres des Exploitants Agri- coles; la Banque Française d'Agriculture; La coopération agricole.

Unigrain - Banque des céréaliers. Premier investisseur français dans l'agroalimentaire. Filiale de Agricéréales SA, détenue à 53, % par l'AGPB et l'AGPM et à 38 % par le Crédit Agricole (Rapport Unigrains, 2003). Cogéré par l'État jusqu'à la loi de finances rectificative du 30 décembre 2003.

GOUVERNEMENT NORMATIF ET SANITAIRE

AFNOR - Association Françaises de Normalisation

AFSSA - Agence Française de Sécurité sanitaire des aliments. L'évaluation des risques sanitaires et nutritionnels de tous les aliments, y compris l'eau de consommation, depuis les matières premières jusqu'à la consommation finale

CNA - Conseil national de l'alimentation. «Parlement» pour débattre de l'alimentation. Regroupe des représentants de la filière agroalimentaire, des consommateurs, des scientifiques et des administrations. Secréta- riat assuré par la direction générale de l'ali- mentation, assistée de la DGCCRF.

Didier Marteau. Vice-président, Représentant FNSEA au CNIS (statistique agricole).

COFRAC - Comité Français d'Accréditation. Tous les intérêts liés à l'accréditation sont représentés au sein de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration et de toutes les instances de décision. Environ 200 auditeurs qualiticiens et plus de 700 experts techniques sont missionnés régulièrement par le Cofrac.

ILAC - International Laboratory Accreditation Co-operation.

IAF - International Accreditation Forum)

IFN - Institut Français pour la Nutrition.

INAO - Institut National des Appelations Contrôlées. Mises à part les 467 appellations d'origine contrôlée viticoles, il existe 24 AOC agroalimentaires et 46 AOC dans le secteur laitier, dont 41 pour le fromage, 4 pour les beurres et 1 pour la crème.

Association des dietéticiens de langue française. Fédère plus de 2000 diététiciens de tous secteurs.

CERIN - Centre de Recherche et d'Information Nutritionnelles.

GOUVERNEMENT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

CNEAP - Conseil National de l'Enseignement Agricole privé.

INA P-G - Institut National Agronomique Paris-Grignon

ACTA - Association de Coordination Technique Agricole. Association regroupant les différents instituts techniques des filières agricoles.

ANRT - Association Nationale de la Recherche Technique

ANVAR - Agence Nationale de Valorisation de la Recherche

CIRAD - Centre de coop. international en recherche agronomique. sciences du vivant et sciences sociales appliquées à l'agriculture, la forêt, l'élevage, la gestion des res- sources naturelles, l'agroalimentaire. Institut Kepler. Recherches et laboratoire d'expertise sur la cristallisation sensible, méthode d'analyse qualitative des aliments.

GOUVERNEMENT DES CÉRÉALES ET FOURRAGES

AGPB - Association générale des producteurs de blé et autres céréales.

AGPM - Association générale des producteurs de maïs.
ITCF - Institut Technique des Céréales et des Fourrages
Limagrain. coopérative regroupant environ 600 exploitants agricoles. Leader européen des semences. 4e semancier mondial derriere Dupont-Pioneer, Monsanto et Syngenta. Limagrain s'est diversifié dans l'alimentaire en rachetant le groupe Jacquet (biscottes, pains de mie) ou Blé Or (pains surgelés). Pôle de compétitivité "Innovation dans les céréales" (Auvergne). Porteur de projet : Limagrain.
Syngenta - filiale des groupes pharmaceutiques AstraZeneca Plc (39%) et Novartis (61%). Depuis 2001, a exporté vers l'Union européenne un millier de tonnes d'un maïs génétiquement modifié non autorisé, le Bt- 10. Le Bt-10 contient un gène de résistance à l'antibiotique Ampicillin
I***N VIVO (ex-UNCAA).*** Première centrale d'achats et de services en agrofourniture. Union InVivo, premier groupe cooperatif europeen d'achats, de vente et de services dans l'univers agricole.
ONIC - Office national interprofessionnel des céréales. l'ONIC diffuse des cotations internationales quotidiennes pour les blés français. Pour le blé, deux types de cotations internationales sont disponibles :
- le ***French Channel Wheat (FCW)*** pour les sorties de blé assurées par les ports de la Manche et de la Mer du Nord, soit 80 % des exportations françaises sur pays tiers et 15 % des ventes sur l'Union européenne.
- le ***French Atlantic Wheat (FAW)*** pour les opérations réalisées à partir de la façade atlantique, soit 15 % des sorties de blés français.

GOUVERNEMENT DES FRUITS ET LÉGUMES

ANEEFEL - Association Nationale des Expéditeurs et Exportateurs de Fruits & Légumes
APRIFEL - Agence Pour la Recherche et l'Information en Fruits et Légumes frais.
Fedepom/L'union - Association d'entreprises de gros en fruits et légumes. Certification de services
Ctifl - Centre Technique Interprofessionnel des Fruits et Légumes
INTERFEL - Interprofession des Fruits et Légumes Frais - reconnue comme seule Interprofession nationale pour les fruits et légumes frais par les Pouvoirs Publics qui lui délèguent le pouvoir d'élaborer des accords interprofessionnels qui font force de loi. Actionnaire de la Sopexha.

GOUVERNEMENT DES FRUITS ET LÉGUMES ET PLANTES MÉDICINALES

ONIPAM - Off. national interpro. des plantes à parfum, aromatiques et médicinale. organisation des marchés. régulation des marchés, la structuration de la filière et la promotion des produits.

GOUVERNEMENT DES VINS

ANIVIT - Association Nationale Interprofessionnelle des Vins de Table et des Vins de Pays
ENTAV - Etablissement National Technique pour l'Amélioration de la Viticulture.
ITV France - Centre Technique de la Vigne et du Vin
ONIVINS - Off. national interprofessionnel des vins

GOUVERNEMENT DU SUCRE

CGB (Confédération générale des planteurs de betteraves).
CTICS - Centre Technique Interprofessionnel de la canne et du Sucre.
ITB - Institut Technique Français de la Betterave Industrielle
FIRS - Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre

GOUVERNEMENT DES OLÉAGINEUX ET PROTÉAGINEUX

CNIPT - Comité national interprofessionnel de la pomme de terre.
FOP - Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux.
GCIRC - Groupe consultatif international de recherche sur le colza
CETIOM - Centre Technique Interprofessionnel des Oléagineux Métropolitains
ITPT - Institut Technique de la Pomme de terre.
ONIDOL - Organisation nationale interprofessionelle des oléagineux.
ONIOL - Office national interprofessionnel des oléagineux, protéagineux et cultures textiles.

GOUVERNEMENT DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

AFAB - Association française pour l'agriculture biologique
ITAB - Institut Technique de l'Agriculture Biologique.
Agence BIO - Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique.
FNAB - Fédération Nationale d'Agriculture Biologique des régions de France
Nature & Progrès. Approche de l'agriculture biologique selon la méthode agrobiologique Lemaire-Boucher.
Association Française de Culture Bio-Dynamique. Créée en 1958. La biodynamie refuse tout pesticide chimique ou de synthèse. Elle s'appuie sur une série de pratiques et de remèdes de conception nouvelle visant à freiner le développement des adventices et des parasites, et sur un travail organisé dans la mesure du possible en fonction des influences solaires, lunaires et planétaires . Mouvement de Culture Bio-Dynamique. Créée en 1975.

GOUVERNEMENT DU LAIT

ARTB - Association de Recherche Technique Betteravière.
CNIEL, Centre National Interprofessionnel de l'Economie Laitière
FNPL - Fédération Nat. des Prod. de Lait. Association dépendant du soutien financier des céréaliers (AGPB) et de la CGB.
Sodiaal. Les trois entreprises leaders, Dano- ne, Nestlé et coopératives Sodiaal (premier groupe coopératif laitier français, N°1 du lait en France et en Europe, marques Yoplait, Candia), totalisent plus de 52 % des volumes et plus de 65 % du chiffre d'affaires du marché de l'ultra-frais laitier en 2002. Les marques de distributeurs (MDD) repré- sentent 29% des volumes et plus de 22 % du chiffre d'affaire. (S: CNIEL)
CIGC - Comité Interprofessionel du Gruyère de Comté
Confédération Générale du Roquefort
CIF - Comité Interprofessionel des Fromages produits dans le département du Cantal et dans l'aire géographique de l'appelation d'origine Cantal.

GOUVERNEMENT DE LA VIANDE

OFIVAL, Off. national interpro. des viandes, de l'élevage et de l'aviculture. Cours et cotations des principales catégories d'animaux. Organisation des marchés de la viande.
FNPV - Fédération Nationale des Producteurs de Viande. Association dépendant du soutien financier des céréaliers (AGPB) et de la CGB.
CEMAGREF - Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts
Crédit agricole - Officiellement, le Crédit agricole a été vendu par l'État aux caisses régionales en 1988. Le produit de la vente n'apparaitraît cependant nulle part dans les recettes de l'État. Aujourd'hui l'actionnariat reste difficile à connaître précisément, notamment en ce qui concerne les 10% possédés par des personnes physiques. (Jean-Loup Izambert, Le crédit agricole hors la loi ?, Carnot, 2001)
CFCA - Confédération Française de la Coopération Agricole
IE - Institut de l'élevage. L'une des 100 associations les plus subventionnées en France en 2000.
ITP - Institut Technique du Porc.
SARIA. Société créée par SANOFI puis revenue Groupe allemand Rethmann. Spécialisé dans le traitement et la valorisation (au moins jusqu'à une date récente) des coproduits d'abattoirs et dans le service public de l'équarrissage (notamment collecte des ani- maux morts dans les élevages).
Caillaud. Une des deux principales firmes d'abattage et équarrissage en France avec Saria.
SIFCO. organisation professionnelle de l'ensemble de la profession abattoirs.
FNB - Fédération Nationale Bovine.
CARUE - Coordination des associations de riverains d'usines d'équarrissage.
PMAF - Protection Mondiale des Animaux de Ferme. La PMAF a pour objectif de lutter contre les élevages intensifs, les transports d'animaux sur de longues distances, et les cruelles méthodes d'abattage. Nous agissons également pour que soit mis un terme aux manipulations génétiques et au clonage des animaux. La première campagne menée par l'association visait à obtenir l'interdiction des cages en batterie pour les poules pondeuses. Cette campagne a abouti à l'adoption au niveau européen d'une directive qui interdira à partir de 2012 les cages en batterie conventionnelles.
OABA - Oeuvre d'Assistance aux Bêtes d'Abattoirs
SNDA - Société Nationale pour la Défense des Animaux.
LFDA - Ligue Française des Droits de l'Animal.
Alliance végétarienne. L'ambition d'Alliance Végétarienne (association loi de 1901, à but non lucratif) est de promouvoir le végétarisme comme moyen simple, efficace et naturel pour : Mettre un terme à l'exploitation et la souffrance animales ; Prendre soin de la santé de chacun et diminuer d'autant les dépenses médicales ; Réduire les déséquilibres alimentaires mondiaux en évitant qu'une partie des ressources des pays en voie de développement soit consacrée à l'alimentation du bétail des pays occidentaux ; Respecter l'écosystème en supprimant les facteurs de pollution et de surexploitation des ressources naturelles, dus à l'alimentation carnée ; Réaliser des économies substantielles.
FAI - Friends of the Animals International

ALIMENTATION ANIMALE ET ENGRAIS

EMC - entreprise minière et chimique. Filiales :Tessenderlo Group (44%), 115 implantations industrielles réparties dans 23 pays. 1er mondial des phosphates dicalciques pour alimentation animale. Tessen- derlo est l'actionnaire principal de Caillaud, représentant près de 75 % du marché de l'équarrissage en France avec SARIA. Mines de potasse d'Alsace, 5ème producteur mon- dial de potasse. Glon-Sanders (24%) : 1er prod. français d'aliment bétail. PDG: Alain Glon (Institut de Locarn). Tredi, élimination déchets industriels. Société commerciale des Potasses et de l'azote-SCPA (100%), 20 % du marché mondial du sulfate de potassium. Filiales de la SCPA : Champagne

Céréales (34%). Proconco : coentreprise franco-viet- namienne d'alimentation animale. Rock (25%) : sel gemme. Seché Environnement (11,3%).

Grande Paroisse - Filiale d'Atofina spécialisée dans la fabrication d'engrais minéraux et de produits chimiques pour l'industrie.

TECALIMAN Centre Technique de l'Alimentation Animale.

FACCO - Chambre syndicale des fabricants d'aliments préparés pour animaux familiers.

UNIFA - Union des industries de la fertilisation. Organisation professionnelle représentant les industries des engrais agricoles.

GOUVERNEMENT DE L'AVICUTURE ET DE L'AQUACULTURE

ITAVI - Institut Technique de l'Aviculture et des Elevages des Petits Animaux

IFREMER - Institut français de Recherche pour l'exploitation de la Mer. Contrôles sur les produits de la mer, teste la qualité de l'eau. Recherches sur l'évolution du climat, les écosystèmes marin et côtier. Surveille les quantités de poissons pêchées pour évaluer les risques de disparition de certaines espèces.

IFOP - Instrument Financier d'Orientation de la Pêche - finance la réforme structurelle de la pêche.

OFIMER - Office Interprofessionnel des produits de la mer et de l'aquaculture.

FIA - Fédération des Industries Avicoles. La FIA représente aujourd'hui 35 groupes et entreprises d'abattage, de découpe et de transformation des volailles qui totalisent près de 85% du tonnage volailles produits en France. L'ensemble de ces entreprises rassemble 30 000 salariés. La France est le premier producteur de volailles de l'Union euro- péenne et le quatrième exportateur mondial de volailles.

TRANSFORMATION

Nestlé (Suisse) est de loin le premier groupe agroalimentaire dans le monde avec un chiffre d'affaires de 54,5 milliards d'euros en 2003. Cependant, à l'exception d'Unilever (Pays-Bas/ Royaume-Uni), les dix groupes qui suivent Nestlé dans le classement sont tous américains. Danone, le leader français, figure en 13 ème position du classement mondial et en 4 ème position en Europe après Nestlé, Unilever et Diageo (Royaume-Uni).

ANIA - Association Nationale des Industries Agroalimentaires. 12 Associations Régionales de l'Industrie Alimentaire (ARIA) fédèrant des entreprises alimentaires dans chaque région. 26 fédérations représentent les différents métiers de l'in- dustrie alimentaire.

FICT - fédération française des industriels charcutiers, traiteurs, transformateurs de viandes

Pôle de compétitivité VITAGORA (Bourgogne). Acteurs impliqués INRA, Amora, Nestlé, Merck

LOGISTIQUE

AFF - Association Française du Froid

CNF - Conseil National du Froid. Instance de concertation interministérielle et inter-professionnelle. Étude des mesures relatives à l'organisation et au développement de la chaîne du froid.

GRANDE DISTRIBUTION

FCD - Féd. des Entreprises de commerce et de distribution

SEMMARIS - Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de la région parisienne.

La Semmaris est titulaire de la concession de service public d'aménagement et d'exploitation du Marché de Rungis. Premier marché mondial de gros en produits frais. État majoritaire à 56,85 %

Carrefour. Numéro 2 mondial de la Grande distribution. Première centrale d'achat en France. 29 % de part du marché alimentaire français

Lucie. Centrale d'achat commune à Leclerc et à ***Système U,*** représente 22 % de part du marché alimentaire français.

POLE DISTRIBUTION. Pôle de compétitivité du Nord-Pas de Calais consacré aux industries du commerce et de la distribution.

CO-GESTION DE LA CONSOMMATION DE MASSE

MDC - Ministre chargé de la consommation.

CNC - Conseil National de la Consommation.

Membres : FNSEA, APCA (chambres d'agriculture), Confédération paysanne, MEDEF, CGPME, APCM...

INC - Institut National de la Consommation. centre d'expertise et d'information pour les consommateurs et leurs associations. Établissement public «industriel et commercial

ASSECO-CFDT - Association Etudes et Consommation CFDT

A.L.L.D.C. - Association « Léo Lagrange « de Défense des Consommateurs

CNAFAL - Conseil National des Associations Familiales Laïques.

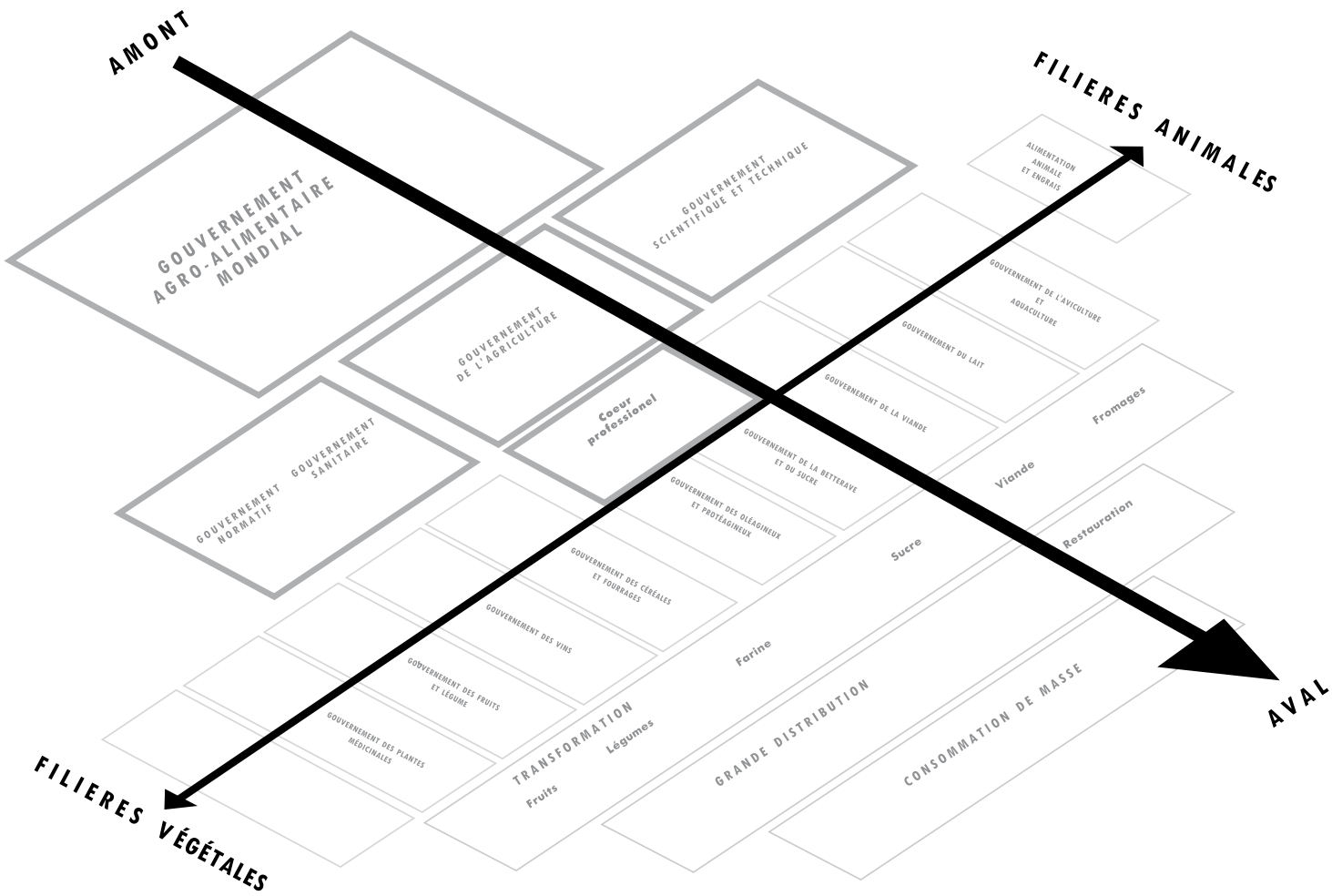
CNAFC - Confédération Nationale des Associations Familiales Catholiques.

CSF - Confédération Syndicale des Familles.

FR - Familles Rurales.

UFC-Que Choisir - Union Fédérale des Consommateurs.

Gouvernement du système agro-alimentaire



2

ÉTAT FRANÇAIS POLITIQUE RACIALE ET VARIÉTALE (2006)

acronymes de la carte figurant pages 70 et 71

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

ADPIC - Accord sur les aspects de la propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'Accord sur les ADPIC a élargi sensiblement le champ de la breveta- bilité. L'article 27(3) impose aux membres de l'OMC d'accepter la brevetabilité des micro-organismes et d'offrir, à tout le moins, un droit sui generis sur les variétés végétales. Aujourd'hui, l'ADPIC tend à être dépassé par des accords bilatéraux conclu entre les Etats-Unis et d'autres pays.

BIO - Biotechnology Industry Organization. « Le système américain de propriété intellectuelle est le meilleur au monde et BIO réclame l'établissement de normes interna- tionales comparables à celles qui prévalent aux États-Unis « (Trade Act of 2002, Section 2102 b)4)a)i)II).

IPC - Intellectual Property Committee. Des entreprises comme IBM et Pfizer ont exercé à travers l'IPC une influence majeure dans l'élaboration de la position américaine lors de la négociation de l'Accord sur les ADPIC. ***OMPI - Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.*** Créé, en septembre 2000, le Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore.

ANVAR - Agence Nationale pour la Valorisation de la Recherche.

RIO - Convention sur la diversité biologique (signée au Sommet de la terre de Rio en 1992). Rejette l'idée de "patrimoine commun de l'humanité" (en ce qui concerne les ressources génétiques) et place plutôt les ressources génétiques sous la souveraineté des États. Ceux-ci demeurent ensuite libres de fixer des droits d'accès et des droits de propriété sur la diversité biologique. Elle a pour objet la conservation de la totalité de la diversité biologique et des éco- systèmes.

TWN - Third World Network. TWN juge que les brevets déposés sur du matériel tiré de la biodiversité du Sud représentent une appro- priation indue des ressources des pays en développement qui équivaut à du bio-colonialisme ou à du bio-impérialisme.

RAFI - Rural Advancement Foundation International.

Greenpeace. Considère que les brevets sur le matériel génétique favorisent la commercia- lisation de variétés transgéniques menaçantes pour la biodiversité naturelle.

WWF - World Wildlife Fund. Considère que les brevets sur le matériel génétique favorisent la commercialisation de variétés trans-géniques menaçantes pour la biodiversité naturelle.

FAO - Commission des ressources géné- tiques pour l'alimentation et l'agriculture (CRGAA). Enceinte permanente où les gouvernements examinent et négocient des questions ayant trait aux ressources géné- tiques utiles à l'alimentation et à l'agricultu- re. La commission élabore la Stratégie mondiale pour la gestion des ressources génétiques des animaux d'élevage et le Système mondial pour les ressources phytogénétiques.

FAO - système mondial d'information et d'alerte DAD-IS. DAD-IS est le moyen de communication et d'information essentiel pour la mise en place de la Stratégie globale pour la gestion des ressources génétiques des animaux d'élevage.

FAO - SIAM/WIEWS. Système mondial d'in- formation et d'alerte rapide sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Liste des variétés de cultures (environ 65 000 variétés de 1 249 plantes cultivées).

GOUVERNEMENT DES RESSOURCES GÉNÉTIQUES

BRG - Bureau des ressources génétiques. Organise la concertation au plan national dans le domaine des ressources génétiques animales, végétales et des micro-organismes.

INRA (Tours). Spécialisé dans les recherches sur la reproduction des animaux d'élevage. 18000 m2 de laboratoires, 45000 m2 d'unités expérimentales, 220 bovins, 250 chevaux, 2400 ovins, 350 caprins, 1150 porcs, 67000 volailles, 3800 lapins et 12000 souris et rats. Comporte une Plate-forme d'infectiologie expérimentale (plus grand dispositif expérimental français en infectiologie). Il offre des possibilités d'expérimen- tation en milieu confiné pour la plupart des animaux de rente (ovins, caprins, bovins, porcins, volailles, lapins) ou animaux modèles (lapins, volailles, souris, petits rongeurs, etc...) pour des agents pathogènes de classe 1 à 3.

IETS - International Embryo Transfer Society. Donne accès aux recherches et pro- cédures cliniques associées à l'ovulation, la superovulation, l'embryon, le sperme, lacryoconservation des cellules, le transfert d'embryon/clonage...

IPTS - Institute of Prospective Technological Studies. Recherches sur l'évaluation de risques associés à la technologie du clonage et à ses applications.

AETE - Association Europeenne De Trans- fert Embryonnaire. Située au centre INRA de Tours.

POLITIQUE ANIMALE

CNAG - Commission Nationale d'Amélioration Génétique. Émet des propositions au Ministère de l'Agriculture et de la Pêche concernant les méthodes et les moyens d'améliorer le cheptel bovin.

SGQA - Service de Génétique Quantitative et Appliquée (service génétique de l'INRA). A pour rôle de contribuer par ses recherches dans les différents domaines de la génétique (en particulier dans l'analyse de la variabilité génétique des caractères d'inté- rêt économique), à optimiser les objectifs de sélection et le fonctionnement des pro- grammes d'amélioration génétique, à propo- ser des méthodes de gestion de la variabilité et des ressources génétiques.

CTIG - Centres National de Traitement de l'Information Génétique. Centre INRA qui a pour rôle la gestion des données nationales qui serviront de base de travail aux chercheurs de l'INRA et de l'Institut de l'Elevage. Ceux ci pourront ensuite effectuer le calcul des index de valeur génétique des reproducteurs ET la gestion de fichiers raciaux.

SIG - Système d'Information Génétique. Le SIG est formé du CTIG et des CRI (Centres Régionaux Informatiques). La fonction de CRI est assurée par les ARSOE (Associations Régionales de Services aux Organismes d'Elevage).). Il existe 11 ARSOE en France qui ont pour mission d'assurer une validation et un premier niveau de consolidation des données nécessaires à l'évaluation des reproducteurs.

Institut de l'Elevage. Conçoit les protocoles techniques nécessaires au dispositif national d'identification des animaux et d'améliora- tion génétique (en collaboration avec l'IN- RA).

UNCEIA - Union Nationale des Coopératives agricoles d'Elevage et d'Insémination Animale. Regroupe près de 80 centres français d'insémination animale agréés dans les espèces bovine, ovine, caprine et porcine. GIS Cryobanque Nationale. Cryopréservation de la variabilité génétique dans les espèces animales domestiques.

LNCR - laboratoire national de contrôle des reproducteurs. Surveillance sanitaire des opérations liées à l'insémination artificielle, au transfert embryonnaire et aux autres biotechnologies de la reproduction. LABOGENA - Laboratoire d'analyses génétiques pour les espèces animales. Groupement d'intérêt économique (GIE) associant l'Institut de l'élevage, l'INRA, l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), les Haras nationaux,

France UPRa Sélection et l'Union nationale des coopératives d'élevage et d'insémination animales (UNCEIA). Analyses pour l'identification, le contrôle et la filiation des animaux, le contrôle d'identité, la traçabilité des ali- ments, les gènes impliqués dans des carac- tères de production ou des pathologies et le typage génétique pour des programmes de recherche en génétique animale. Automati FUS - France UPRA Sélection. regroupe 70 UPRA ou Livres Généalogiques,soient plus de 400 races réparties en 8 espèces (bovines, caprins, canins, félins, asins, équidés, ovins et porcins) et 36 000 éleveurs en appui géné- tique. L'ensemble des races représentées au sein de chaque section siègent à l'Assemblée Générale avec un nombre de pouvoirs variable selon la race.

UCEAR - Union des Coopératives d'Élevage Alpes-Rhônes. Union de 5 coopératives fondatrices et de 3 coopératives associées, spécialisées dans l'élevage, l'insémination artificielle, la sélection, la reproduction et le transfert de technologies.

IMV Technologies. Conçoit, fabrique et com- mercialise l'ensemble du matériel et des tech- niques liés à l'insémination artificielle et au transfert embryonnaire.

URCEO - Union Régionale des Coopératives d'Elevage de l'Ouest PRIM'HOLSTEIN France. Unité nationale de sélection de Promotion de la RAce (UPRA) Prim'Holstein. Race détenue par 55 000 éle- veurs. Effectif national de 3 millions de vaches.

Sersia France. Société Commerciale détenue par les éleveurs. SERSIA FRANCE, 1er exportateur de génétique française, s'appuie sur plus de 40 ans d'expérience pour propo- ser aux éleveurs bovins et caprins du monde entier la meilleure génétique (semence, embryons et animaux). Sersia France expor- te chaque année plus d'un million de doses et 500 embryons

GIE LABOGENA. effectue des analyses génétiques dans les espèces domestiques : identification et contrôle de filiations, traça- bilité moléculaire, diagnostic de caractères de production ou de pathologies. Il associe l'INRA, l'Institut de l'Elevage, les Haras Nationaux, l'APCA, France UPRA Sélection et l'UNCEIA.

Indexation IBOVAL. Méthode d'évaluation génétique des bovins de race à viande, utili- sant les informations du contrôle de perfor- mances en ferme de la naissance au sevrage. L'indexation repose donc sur une gestion des données d'identification et de contrôle de performances en ferme. Elle concerne tous les élevages contrôlés en France et au Luxembourg.

Schéma national collectif d'amélioration génétique des races caprines Alpine et

Saanen. Le schéma national d'amélioration génétique est une démarche collective à laquelle participent près de 1000 éleveurs sélectionneurs rassemblant 150 000 chèvres suivies au Contrôle Laitier Officiel. Les animaux sont répertoriés dans un fichier natio- nal racial réunissant des millions d'informa- tion et de performances. Ces données sont utilisées par l'INRA pour calculer la valeur génétique (Index) des reproducteurs. Fort d'une base de sélection de 150 000 chèvres, complétée par une population de 320 000 femelles en Contrôle Officiel de Performance, le Schéma français est le seul à proposer des semences rigoureusement testées sur descendance. (source : www.caprigene-fran- ce.com/schema-laitier.htm)

CAPRI-IA - Union Nationale des coopéra- tives agricoles d'élevage et d'insémination artificielle pour l'espèce caprine. Unique Centre de Production de Semences caprines agréé par le Ministère de l'Agriculture fran- çais. CAPRI-IA conduit, en collaboration avec CAPRIGENE FRANCE, le Schéma National d'Amélioration Génétique des races laitières Alpine et Saanen. Les bâtiments équipés pour le traitement photopériodique permettent de placer les animaux dans l'obscurité totale à toute heure du jour et de la nuit. L'objectif de cette conduite sous photo- période artificielle est de produire un stock de 2500 à 3000 doses par mâle en 18 mois. Le protocole appliqué par le laboratoire de CAPRI-IA a été mis au point par l'INRA. CAPRIGENE France. Instance profession- nelle de définition des objectifs desélection, de maîtrise d'ouvrage et de représentation nationale pour l'amélioration génétique des races caprines. Caprigène est une Unité de sélection et de Promotion des Races (UPRA). Unique organisme reconnu par le Ministère de l'Agriculture pour la délivrance des certificats d'origine des reproducteurs caprin. ASP - Agence de la Sélection Porcine. Fédè- re les différents opérateurs du secteur de la génétique porcine (Organisations de Sélection Porcine et Centres d'Insémination Arti- ficielle). . Son activité de coordination et d'harmonisation s'exerce dans la création de races pures et la production de reproduc- teurs hybrides.

Genes diffusion - 9 000 adhérents qui réali- sent chaque année près de 300 000 insémi- nations bovines. Services : Conseil d'accouplement, transplantation embryonnaire, achat-vente d'embryon, synchronisation des chaleurs. Genes diffusion a produit GEDEON, le premier veau français né de la technique de la fécondation complètement in vitro et CLONY, le premier clone bovin européen.

NUCLEUS. Regroupement de 8 coopératives spécialisées en production porcine. Premier schéma génétique porcin français avec une diffusion annuelle de 140 000 cochettes croi- sées et 1 000 verrats en centre d'insémination artificielle (CIA) dont sont issus 7 mil- lions de porcs charcutiers par an.

ITC - Institut technique du porc.

LIGERAL - Livre Généalogique Collectif des Races Locales de porcs. Rassemblant 6 races en conservation.

PNGTTT - Programme National de Gestion Technique des Troupeaux de Truies. Base de données de l'INRA. Possède une base de données de 800 000 portées/an réalisées dans 4 500 élevages porcins

Politique raciale en aviculture et pisciculture

ITAVI - Institut Technique de l'aviculture. Association conventionnée par le Ministère de l'Agriculture et l'ADAR. Mène des recherche de réponses d'ordre génétique à diverses préoccupations de la filière (sanitaire, comportement en élevage, qualité...).

SYSAAF - Syndicat des Sélectionneurs Avicoles et Aquacoles Français. mise en oeuvre de programmes d'amélioration génétique des saumons. 14 entreprises qui sélectionnent 7 espèces aquacoles (truite arc-en-ciel, truite fario, omble de fontaine, bar, turbot, daurade, huître creuse). Produisent 60 % des oeufs européens de truite arc-en-ciel, 80 % des juvéniles de turbot, 70 % des naissains d'écloserie d'huître creuse et environ 50 à 70 % de la production nationale de truite arc-en-ciel et de poissons marins. GALOR. Sélectionneur de pintades. Production : 350000 parentales par an ; 160000 pintadeaux à rôtir par semaine, soit 8 600 000 animaux commercialisés par an. Groupe Grimaud. sélection génétique et commercialisation de reproducteurs de poulets, canards, pintades, pigeons, lapins. Multiplication et accouvage 2003 (dans la filiale "éclosion"): 12 600 000 canetons de Barbarie, 8 900 000 canetons Mulard, 586 000 din- donneaux, 230 000 oisons commercialisés.

POLITIQUE VÉGÉTALE

CPOV - Comité de protection des obtentions végétales. Organisme chargé en France d'instruire les demandes de protec- tion juridique des nouvelles variétés de plantes. Il délivre des titres appelés « certifi- cats d'obtention végétales « (COV).

OCVV - Office Communautaire des Varié- tés Végétales. Mise en ?uvre et application du régime communautaire de protection des Obtentions végétales.

UPOV - Union de la Protection des Obten- tions Végétales. Les critères de Distinction, Homogénéité, Stabilité (DHS) ont permis de définir dès la fin des années 1920 en France le premier système de propriété de clones de céréales. Ce système a été repris par le traité de l'Union de la Protection des Obtentions Végétales (UPOV) signé en 1961. 53 États membres.

critères VAT (valeur agronomique et tech- nologique). La valeur agronomique et tech- nologique d'une nouvelle variété est appré- ciée dans un réseau d'expérimentation. Cette expérimentation est conduite par le GEVES et réalisée avec le concours d'ARVALIS-Insti- tut du végétal.

critères DHS (distinction, homogénéité et stabilité). A l'issue des épreuves de DHS, une description de l'hybride final est établie et publiée dans le Bulletin des Variétés du GEVES.

GNIS - Groupement National Interprofessionnel des Semences. Rassemble toutes les professions concernées par l'activité semen- cière. Animateur de la profession, organisateur du marché des semences, interlocuteur des pouvoirs publics, arbitre de la filière, de la production jusqu'à la commercialisation. Chargé d'établir la carte d'identité des varié- tés (DHS) et d'évaluer, pour les plantes agri- coles, leur valeur agronomique et technolo- gique (VAT).

Catalogue commun des variétés des espèces de grande culture. Catalogues de semences répondant aux critères VAT et DHS.

Catalogue commun des variétés des espèces potagères. Catelogues de semences répondant aux critères VAT et DHS.

CTPS - Comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées. Institué par le décret du 24 février 1942. Le catalogue officiel des espèces et variétés (semences ou plants peuvent être commercialisés en France) est établi sur proposition du CTPS et arrêté par le Ministère de l'Agri- culture.

SOC, Service Officiel de Contrôle et de Cer- tification. Service en charge de la certifica- tion des productions de semences

GEVES - Groupement d'Etude et de Contrô- le des Variétés et des Semences. En France, les études des nouvelles variétés sont réa- lisées par le Secteur d'Etude des Variétés du GEVES. Il est chargé d'établir la carte d'iden- tité des variétés (DHS) et d'évaluer, pour les plantes agricoles, leur valeur agronomique et technologique (VAT). Met en place pour le compte du CTPS les essais permettant de juger les variétés proposées à l'inscription au catalogue officiel. Procède aux analyses nécessaires à la certification et au commerce international des semences dans ses laboratoires officiels de la Station Nationale d'Es- sais de Semences (SNES).

CGB - Commission du Génie Biomoléculaire. Les modifications génétiques nouvelles sont examinées par la Commission du génie génétique (CGG) et par la Commission du génie biomoléculaire (CGB). La CGG autorise les essais en laboratoire et la CGB, créée en 1986 par le ministre de l'agriculture, autorise les essais en champs.

INRA. Institut national de la recherche agronomique. 1 840 chercheurs, 2 360 ingé- nieurs, 4 640 techniciens et administratifs, 1 600 doctorants et près de 2 700 stagiaires. Concernant les conservatoires de ressources génétiques de céréales à paille à l'INRA, seules sont conservées " les populations ou génotypes d'importance stratégique, en priorité d'origine française".

IRD - Institut de Recherche pour le Déve- loppement

CIRAD - Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement

Agri Obtentions (obtentions végétales). Concède des licences d'exploitation des inno- vations de l'institut national de la recherche agronomique (INRA) dans le secteur végétal.

Inra-Transfert. Gestion de l'ensemble du portefeuille de licences sur brevet et savoir-faire de l'Inra (hors variétés végétales).

Sicasov - Société Coopérative d'Intérêt Collectif Agricole anonyme des Sélectionneurs Obtenteurs. Le Groupe SICASOV gère, sur le territoire français, la plupart des variétés végétales protégées produites sous licence dans le domaine des espèces de grandes cultures : 840 céréales, 160 maïs et sorgho, 340 fourragères, 170 protéagineux, 10 betteraves, 160 pommes de terre, 330 potagères.... Il s'occupe également des variétés protégées pour les espèces horticoles, frui- tières, forestières et florales : 330 arbres fruitiers, 110 vignes, 25 petits fruits, 440 fleurs. Son activité s'est également développée dans la cession des brevets concernant l'amélioration des plantes ou les organismes génétiquement modifiés.

ISF - International Seed Federation.

Novartis. Premier agro-chimiste mondial et 2ème semencier mondial

Dupont de Nemours. S'est alliée avec Pion- neer, premier semencier mondial

Syngenta Seeds. Deuxième semencier mon- dial.

Zeneca. Deuxième agro-chimiste et le cin- quième semencier mondial.

Dow agrosciences. Huitième agro-chimiste et onzième semencier.

Agrevo. Filiale de Hoechst et de Schering (qui contrôle la firme belge de biotechnologie Plant Genetic Systems) quatrième agro-chi- miste et le seizième semencier mondial. Limagrain. 4ème semencier mondial. Biogemma. Réunit les groupes semenciers Limagrain (premier groupe européen et quatrième groupe mondial), Pau Euralis, les filières agricoles Sofiprotéol et Unigrains, ainsi que Bioplante, Desprez et Serasem. Spécialisée dans la recherche en biotechnologie végétale. Actionnaire majoritaire, Limagrain détient 55 % des parts de Biogemma, contre 25 % à Pau-Euralis, 10 % à Unigrains et 10 % à Sofiprotéol.

Union InVivo. Première centrale européenne d'achats et de services d'agrofourniture regroupant 340 coopératives sociétaires. Propriétaire du réseau des 680 magasins Gamm Vert, leader de la «distribution verte». Commercialise divers aliments transgé- niques pour volailles, poussins et gibier. (fr. transnationale.org)

FNPSMS - Fédération nationale de la production des semences de maïs et sorgho
FNPSP - Fédération nationale des professionnels de semences potagères et florales
SEPROMA. Sélection, production, commercialisation de semences de maïs
AFSA - Association française des semences de céréales à paille et autres espèces autogames
CFS - Confédération Française des Semences.
FNAMS - Fédération nationale des agriculteurs multiplicateurs de semences
AMSOL- 85 entreprises sont adhérentes à l'AMSOL. 42 d'entre elles assurent la sélection, l'obtention, la production ou la mise sur le marché de semences de plantes oléo-protéagineuses en France.
ANAMSO - Association nationale des agriculteurs multiplicateurs de semences oléagineuses. 10 000 ha de multiplication de semences. 1 600 agriculteurs multiplicateurs. A la responsabilité des notations des cultures de semences oléagineuses ***AGROSEMENS.*** Société semencière française spécialisée dans l'agriculture biologique Biaugerme. groupement de producteurs de semences issues de l'agriculture biologique & biodynamique.

Semences non inscrites au catalogue

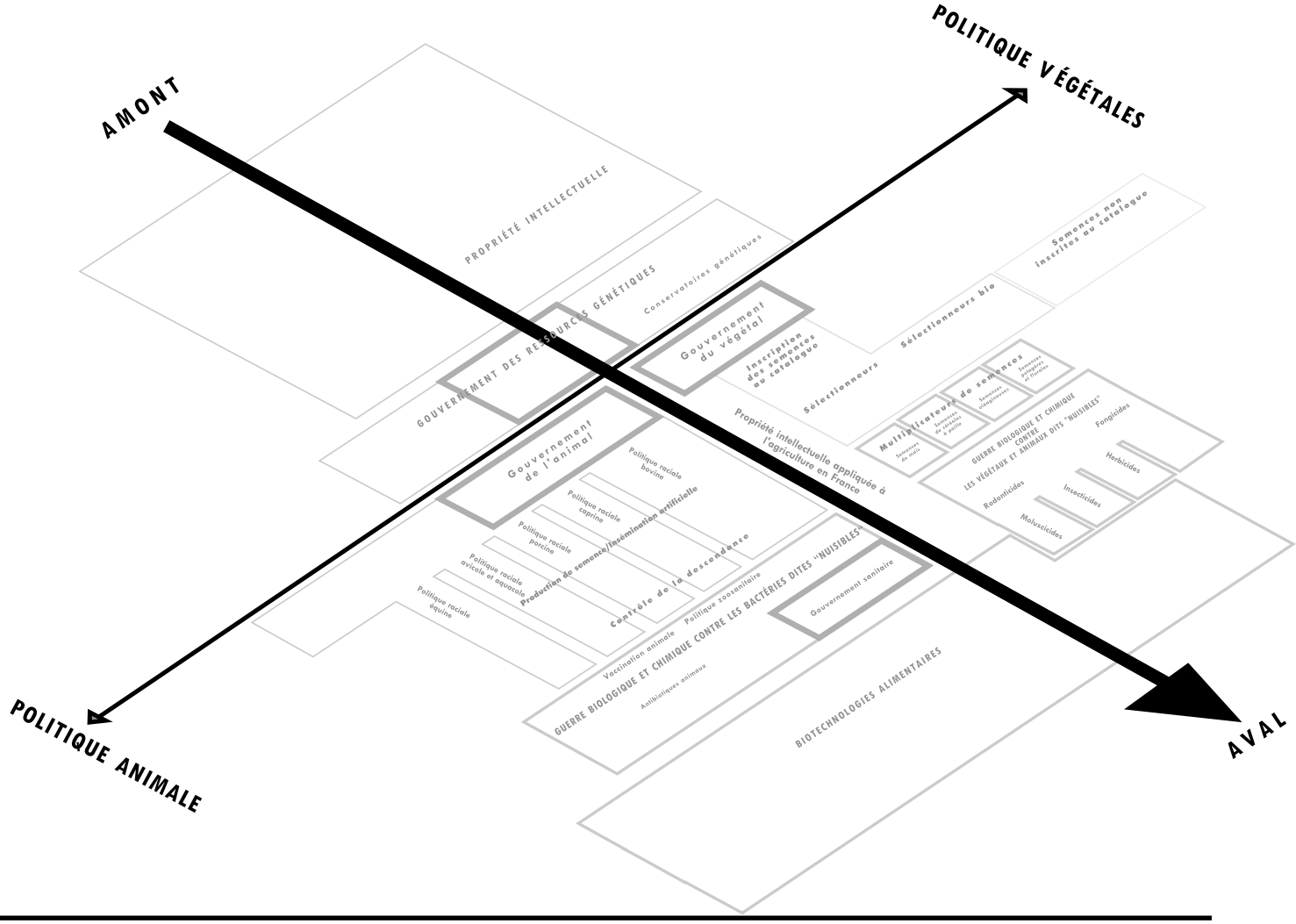
Réseau Semences Paysannes. Vise à favoriser, en partenariat avec la recherche, l'émer- gence de nouveaux schémas de sélection, de création variétale et de distribution de semences adaptées aux agricultures biologiques, biodynamiques et paysannes. Oeuvre à la reconnaissance technique, scien- tifique et juridique des pratiques paysannes de production de semences et plants.
KOKOPELLI. Production et distribution de semences issues de l'agriculture biologique et biodynamique, pouvant ne pas être inscrites au catalogue. Elle oeuvre dans le Tiers- Monde à la mise en valeur de techniques d'agriculture durable par le don de semences traditionnelles ainsi qu'à la mise en place de réseaux paysans de production de semences et de centres de ressources génétiques. Association fruits oubliés.
Association Croqueurs de pommes. Chaque adhérent est mis en demeure (et en situation) de sauvegarder, chez lui, au moins une variété locale
La Poire - Association des Mordus de La Poire.
Association des Croqueurs de Carottes. Assurer, par tous les moyens appropriés la maintenance des variétés du domaine public dont certaines ont été radiées du catalogue officiel, de veiller à ce que certaines de ces variétés soient à nouveau commercialisables auprès des jardiniers et des maraîchers et de mettre en valeur ce travail de préservation du patrimoine génétique.
ACFEV - Association des Conservatoires Français d'Espèces Végétales.

GUERRE CHIMIQUE ET BIOLOGIQUE CONTRE LES BACTÉRIES DITES "NUISIBLES"

COGIC - Centre Opérationnel de Gestion Interministérielle des Crises. Dépendant du Premier Ministre.
CIC - Cellule interministérielle de crise.
CSHPF - Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France (CSHPF)
InVS - Institut de veille sanitaire
SVC - Services vétérinaires centraux (Ministère de l'Agriculture). Élaborent la réglementation en concertation avec l'AFSSA et les représentants des organismes d'éleveurs à vocation sanitaire, réunis au sein de la FNGDS.
FNGDS - Fédération nationale des groupements de défense sanitaire. Les services vétérinaires départementaux sont appuyés dans leurs missions en santé animale par les GDS ou groupements de défense sanitaire, qui sont des associations d'éleveurs à vocation sanitaire.
AFSSAPS - Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé.
Merial SAS. Premier mondial de la santé animale. filiale de sanofi-aventis. Fournisseur international majeur de vaccins volaille.
FNGCA - fonds national de garantie contre les calamités agricoles. En moyenne, un agriculteur subit une perte de revenu de 20 % tous les trois à quatre ans. Un producteur de fruits subit une perte de revenu de 30 % tous les 3,6 ans. Toutes filières confondues, les dépenses consenties par les pouvoirs publics, dans le cadre des dispositifs normaux au titre de la lutte contre les maladies des végétaux et des animaux sont plus faibles que celles consacrées aux aléas climatiques.
EARSS - Réseau européen de surveillance de la résistance microbienne. réseau de réseaux nationaux dont le but est de rassembler des données chiffrées comparatives sur la résistance aux antibiotiques en santé humaine concernée .
Réseau Salmonella. Réseau vétérinaire dirigé par l'AFSSA, consacré aux salmonelles. Données compilées par l'ONERBA.
Sanofi-aventis Group. 99 700 employés. 3ème groupe pharmaceutique mondial. Leader mondial de vaccins à usage vétérinaire. Sa filiale, Aventis Pasteur MSD, est leader de la vaccination en France. Elle produit notamment un vaccin contre la rage dont 20 % des sujets vaccinés éprouvent des réactions généralisées (maux de tête, nausées, douleurs abdominales, douleurs musculaires, étourdissements).
Office International des Epizooties (OIE). L'OIE vise à garantir la sécurité du commer- ce mondial en élaborant des normes sanitaires pour les échanges internationaux des animaux et de leurs produits dans le cadre du mandat confié à l'OIE par l'Accord SPS de l'OMC. Elle le système mondial d'information zoosanitaire, basé sur l'engagement des Pays Membres à déclarer à l'OIE les principales maladies animales, y compris les zoo- noses et compte 167 Membres.
ONERBA - Observatoire National de l'Epidémiologie de la Résistance Bactérienne aux Antibiotiques. Fournir, à leur demande, aux Autorités Sanitaires, Sociétés Savantes et professionnels de la Santé, les informations concernant l'évolution des résistances bactériennes aux antibiotiques Resapath - Réseau de surveillance de la résistance aux antibiotiques chez les ani- maux.
HYPODERMOSE. Base de données de l'INRA sur l'hypodermose due à l'infestation des ruminants par les varrons, larves de la mouche hypoderma. Le traitement de cette maladie a été violemment contestée par des associations.
FAH - International Federation for Animal Health. Lobby des fabricants de médicaments vétérinaires, de vaccins et autres produits pour la santé animale. L'IFAH indique qu'en Europe en 1997, 5 460 000 kg d'antibiotiques sont utilisés en santé humaine, 3 465 000 kg pour la santé animale et 1 570 000 kg comme facteurs de croissance notamment pour les animaux d'élevage.
SIMV - Syndicat des industries du médicament vétérinaire et réactif. Lobby des laboratoires responsables de la mise sur le marché français des médicaments destinés aux animaux de compagnie et d'élevage. Le SIMV siège au Conseil d'Administration de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Aliments (AFSSA), à la Commission d'Autorisation de mise sur le Marché des Médicaments Vétérinaires (CAMMV), à la Commission Nationale de la pharmacopée (CNP).
ANMV - Agence nationale du médicament vétérinaire. En charge des autorisations de mise sur le marché des médicaments vétérinaires, du contrôle des établissements phar- maceutiques vétérinaires et du contrôle de la qualité des médicaments vétérinaires.
CNCEV - Coordination Nationale Contre l'Éradication du Varron
Association Symphytum. Association française des vétérinaires pratiquant les médecines naturelles.
GIE zone verte. Groupepement d'Intérêt économique de vétérinaires pratiquant des techniques homéopathiques.

GUERRE CHIMIQUE ET BIOLOGIQUE CONTRE LES PLANTES ET ANIMAUX DITS "NUISIBLES"

UIPP (Union des Industries de la Protection des Plantes). Lobby des industries de pesticides.
AFPP - Association Française de la Protection des Plantes.
SRPV - Service de la protection des végétaux . 26 services présents dans chaque région et dans les départements d'outre-mer, dépendant de la Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt (DRAF). Travaille en étroite collaboration avec les FREDEC (syndicat professionnel agricole).
FNLON - Fédération Nationale de Défense contre les Organismes Nuisibles. Luttes collectives contre les organismes nuisibles Rongeurs (ragondin, rat musqué, rat noir et rat gris, souris grise, campagnol des champs, mulot sylvestre,..), taupe, oiseaux (étourneau sansonnet, corbeau freux, corneille noire, pie bavarde,...), insectes (chenille processionnaire du pin, bombyx cul- brun, hanneton,...), plantes (chardon,...). Les luttes en tous lieux et de façon perma- nente contre les organismes nuisibles aux végétaux (flavescence dorée de la vigne, sharka des arbres fruitiers à noyau, mildiou du tournesol, feu bactérien, chancre du châ- taignier...).
FREDEC - Fédération régionale de défense contre les organismes nuisibles des cultures. 5 fédérations départementales habilitées à organiser des luttes collectives contre l'ensemble des organismes déclarés "organismes nuisibles": Rongeurs (ragondin, rat musqué, rat noir et rat gris, souris grise, campagnol des champs, mulot sylvestre,..), taupe, oiseaux (étourneau sansonnet, cor- beau freux, corneille noire, pie bavarde,...), insectes (chenille processionnaire du pin, bombyx cul-brun, hanneton,...), maladies bactériennes et cryptogamiques (feu bactérien, eutypiose de la vigne,...), plantes (chardon,...).
Bayer Crop Science. Première firme de pesticide dans le monde et deuxième place du marché pour les fongicides. Des traces de Fipronil, la molécule active de l'insecticide Regent TS, ont été décelées dans un échantillon de lait provenant d'un élevage de Ven- dée.
Syngenta. Premier groupe agrochimique mondiale et troisième firme productrice de semences. Producteur de fongicides, d'herbicides.
Laboratoires Abbot. Les laboratoires Abbot dominent le marché des bioinsecticides avec 33% des parts du marché (suivi par Intrachem et NPP qui possèdent 25% chacun). NPP (Nature Plant Protection) - Production de biopesticides dont 4 des 9 produits commerciaux sont basés sur des brevets de l'INRA. NPP produits également deux préparations à base de baculovirus (Bacillus thuringiensis), bactérie qui possède la capacité de tuer des insectes représentant environ 90% du marché mondial des bio-insecticides.
BIOTOP. La lutte biologique contre la Pyrale du maïs avec les trichogrammes, fruit d'une collaboration entre la société BIOTOP et l'INRA, a connu une extension importante en France où elle a été appliquée sur plus de 50 000 ha en 1998. Filiale du Groupe InVivo.
OPIE-Insectes. Office pour les insectes et leur environnement (OPIE) . Organisme expert en matière de protection des insectes.



3

ÉTAT FRANÇAIS

GOUVERNER L'AGROALIMENTAIRE PAR L'INFORMATION ET LES TÉLÉ-COMMUNICATIONS (2006)

acronymes de la carte figurant pages 72 et 73

SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

GPS - Global positioning System . Envisagé par le Pentagone dès 1968, le système GPS a été conçu et développé depuis 1973 par le département de la Défense des Etats-Unis pour un usage militaire.

NSA - National Security Agency (usa).

NOAA-AVHRR - National Oceanic and Atmospheric Administration + capteur Advanced Very High Resolution Radiometer. Information satellitaire sur les écosystèmes du monde.

WGS84 - World Geodetic System. Ce système a été mis au point par le département de la défense des États-Unis à partir de coor- données de points issues d'observations. Il est utilisé pour exprimer les éphémérides radiodiffusées du GPS.

RGF93 - système géodésique Français. Sous-ensemble du système géodésique européen EURF. L'expression des coordonnées dans ce système est tridimensionnelle sous forme de longitudes, latitudes et hauteurs ellipsoïdales.

Spot Image. Spot Image distribue des don- nées d'observation de la Terre provenant de satellites de télédétection optique ou radar. Sa gamme de produits s'applique entre autres à l'agriculture.

Open GIS. Produit des recommandations pour l'échange, le traitement et le stockage des données géographiques.

CNIG - Conseil National de l'Information Géographique. Détermination du nouveau système géodésique français RGF93. L'expression des coordonnées dans ce système est tridimensionnelle sous forme de longitudes, latitudes et hauteurs ellipsoïdales.

GOUVERNEMENT ÉNERGÉTIQUE

CEA - Commissariat à l'Énergie Atomique.

EURATOM. Garantie de l'approvisionnement pour les pays membres du traité

AIEA - international Atomic Energy Agency

AREVA. L'État français possède 94,8% dans Areva, leader mondial du nucléaire. Leader mondial sur le marché du traitement et du recyclage des matières nucléaires. Deuxième producteur mondial d'uranium naturel. 70 000 collaborateurs dans plus de 100 pays. EDF - Électricité de France. 167 000 salariés. Le parc nucléaire français comprend 58 réacteurs en exploitation et 9 en déconstruction fournissant 75% de l'électricité en France. Nombre de clients - France : 27 millions. Grande Bretagne : 5 millions. Allemagne : 5,4 million. Possède EnBW (Allemagne) : 3ème électricien allemand, 24600 salariés, EDF Energy (Angleterre) : 4ème électricien anglais. Edison (Italie), 2ème électricien italien. AUTRES PROPRIÉTÉS EDF :Veolia ex-Vivendi Environnement 8%, TIRU (France) 51 %, USEG (Allemagne) 25 %,, Office natio- nal d'electricité-ONE (Maroc) 50 %, SdE (Sénégal), MSM Tailande, Nersa (France) 33%, Light (Brésil) 88,1%, Krakow Leg (Pologne) 55 %, Hidroelectrica Diamante (Argentine) 29 %, Hidroelectrica Nihuiles (Argentine) 26 %, Elcogas (Espagne) 29 %, Figlec (Chine)...

Alstom. Un des trois premiers fournisseurs mondiaux de systèmes, d'équipements et de services pour la production d'électricité.

GOUVERNEMENT DES SYSTÈMES D'INFORMATION

CSTI - Conseil Stratégique des Technologies de l'Information. Placé auprès du Premier ministre. Orientations stratégiques dans les domaines de l'innovation, de la recherche et du développement pour les technologies de l'information et de la com- munication. Arnaud Lagardère est nommé membre du conseil stratégique des technologies de l'information.

CGTI - Conseil Général des Technologies de l'Information. Composé d'une dizaine

d'ingénieurs généraux des télécommunications et d'une quinzaine d'inspecteurs généraux. Expertise et conseil de haut niveau. Corps des Telecom - 1 200 Ingénieurs du Corps dont 25 % dans les services publics (diverses administrations, collectivités territoriales, organismes internationaux, entreprises publiques); 50 % dans le Groupe Fran- ce Télécom.

ART - Autorité de Régulation des Télécommunications. Régit à l'échelle de l'Hexagone la concurrence dans les télécommunications.

ARCEP - Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

SIBFCE - système d'information budgétaire financière et comptable de l'État. Service à compétence nationale.

ACCORD - Application coordonnée de comptabilisation, d'ordonnancement et de règlement de la dépense de l'Etat. Progiciel traitant l'ensemble des données budgétaires, comptables et de gestion des administrations de l'Etat. L'application ACCORD est destinée à être intégrée dans l'ensemble des services de l'Etat afin d'effectuer un suivi de la dépense publique par un outil unique. 16 minis- tères sont racordés (fin 2002)

France Telecom. Le réseau local existant en France est la propriété de France Telecom.

Groupe Lagardère. Première firme pour la production, la diffusion et la distribution de médias (presse, magazine, livre, livre scolaire) en France. Première firme productrice d'armement en Europe.

ADAE - Agence de développement de l'administration électronique. Service interministériel. 50 agents. Pilotage de l'administration électronique (formulaires électroniques et des téléprocédures, etc.)

PSAE - plan stratégique de l'administration Electronique. Prévoit que 100 % des procédures existantes pourront faire l'objet d'une téléprocédure en 2007.

INSEE - Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques. L'INSEE est responsable de la préparation du recensement ; il en supervise le déroulement sur le terrain, traite les données, diffuse les résultats ; les maires organisent la collecte des informations selon un schéma défini par l'INSEE.

GIP-MDS - Groupement d'intérêt public Modernisation des déclarations sociales. A pour mission de créer les conditions permettant aux entreprises d'effectuer leurs déclarations sociales réglementaires et contractuelles à l'aide des technologies de l'internet. Sont membres du GIP-MDS les organismes de protection sociale, les sociétés d'assurance, les institutions de prévoyance et les fédérations professionnelles.

EDIFRANCE - Association pour le Développement des Echanges Electroniques Professionnels. Promotion et développement des Echanges Electroniques Professionnels (EEP) auprès des sociétés et administrations françaises.

GOUVERNEMENT SPATIAL DE L'ÉTAT

CNES - Centre National d'Études Spatiales. Le CNES élabore et conduit au nom de la France les programmes spatiaux nationaux.

ETSI - European Telecommunications Standard Institute (Europe). Proposition de réglements concernant l'utilisation des fréquences ANFR. Établit le tableau national de répartition des bandes de fréquences. Prospace. Regroupe les principaux acteurs français du spatial : le C.N.E.S. et un cercle d'industriels, maîtres d'oeuvre, équipementiers, composantiers, sociétés de services et institutions financières.

IGN - Institut Géographique National. GIE GTDA. Collaboration entre le CNES et l'IGN pour la formation des utilisateurs de l'imagerie satellitaire en France et à l'Etran- ger

CORINE LAND COVER. Base de données de l'occupation bio-physique des sols réalisée dans le cadre du projet européen CORINE (CooRdination de l'Information sur l'Environnement). Source de l'information : Land-sat et Spot.

BD Carto. Référentiel national à moyenne échelle (prairies, vignes, forêt, broussaille...). Source IGN et SPOT.

GOUVERNEMENT D'INTERNET

W3C - World Wide Web Consortium. World Wide Web est un regroupement des serveurs HTTP. Le WC3 a été fondé par la DARPA (Defense Advanced Research Project Agency). Les recommandations W3C sont souvent qualifiées de standards de facto.

DNS - Domaine Name Server. Un Serveur DNS permet de traduire un identifiant Internet alphabétique en adresse IP.

EDI - Electronic Data Interchange. Echange de données informatisé(es) normalisé. Normes disponibles : Edifact, Gencode, Odette, Inovert.

GOUVERNEMENT DES SYSTÈMES MONDIAUX D'IDENTIFICATION AUTOMATIQUE

GS1 us (ex -Uniform Code Council).

EAN - European Article Numbering. Propose des outils standard et universels de maîtrise des flux physiques et d'information. EAN est un Code international de numérotation des articles dont la structure est définie par EAN International (près d'1 000 000 de sociétés adhérentes dans 101 pays). Le code à barres EAN a été développé à partir du code américain UPC.

GS1-France (ex-Gencod EAN France). Environ 28000 adhérents. Organisme de concer- tation entre l'industrie, le commerce et leurs partenaires, dont le rôle est la définition et la diffusion des standards internationaux de communication EAN pour améliorer l'effica- cité de toute chaîne d'approvisionnement. L'utilisation de ces standards optimise les processus du commerce électronique et la traçabilité des produits. Membre de l'organisation EAN International (European Article Numbering). Les actionnaires de GS1 France sont des hard discounts ou discounters, des hypermarchés et supermarchés, des fabricants, fournisseurs, grossistes, presta- taires logistiques.

ISO - International Organization for Standardization. La normalisation des protocoles de communication entre tags et lecteurs s'inscrit dans le cadre d'un comité technique commun à l'ISO (International Organization for Standardization) et à l'IEC (International Electrotechnical Commis- sion): le JTC1 qui couvre les technologies de l'information. Le sous-comité SC31 a en charge l'identification automatique et les techniques de saisies de données. Pour la France, l'organisme porteur de cette Commission de Normalisation (CN31) est l'AFNOR.

IP - Internet Protocol. Le numéro IP permet d'identifier de manière unique tout ordina- teur pendant la connexion. La Récolte» de l'IP est la première étape dans le «profiling» et collection non autorisée de l'information. L'IP est associée au nom, adresse, cartes de crédit, numéro de sécurité sociale, opéra- tions bancaires en ligne, etc...

ICANN - Internet Corporation for Assigned Names and Numbers. Attributeur des noms et numéros. Créateur de l'ASO (Address Supporting Organization) dont dépendent les différents registres d'adresses internet (Internet Addresses Registry) autour de la planète, comme le RIPE NCC en Europe.

ICANN Certified Domain Registar. Attributeurs de nom de domaine.

Verisign. Société ayant eu longtemps le monopole de l'attribution des adresses internet, appartenant longtemps à la SAIC (Scien- ce Application International Corporation), firme d'armement américaine parmi les plus gros fournisseurs du Département de la Défense américain.

EPC - Electronic Product Code. Le standard EPC est un système de codification permettant d'identifier toutes les marchandises et les produits de la chaîne d'approvisionnement. Il est à la base de ce qu'on appelle aujourd'hui «l'internet des objets» (produits dotés d'une puce communiquant et en réseau) . Le numéro EPC individualise les marchandises. Il identifie de façon unique l'objet que l'on souhaite suivre. Son rôle est de définir les protocoles, les interfaces de communication et les logiciels utilisés pour assurer la traçabilité des produits. La forme la plus commune de l'EPC comporte une identification par référence de produits, selon la même structure que le code GTIN (également dénommé code EAN), mais aussi une identification individuelle de chaque objet, par l'ajout d'un numéro sériel.

EPC Global. Support du système RFID et de l'internet des objets. Joint venture entre EAN International et The Uniform Code Council, Inc. Utilisé par plus de 800 000 entreprises dans le monde, le système EAN.UCC est un standard international pour la codification (unités consommateurs, unités logistiques et entreprises), l'identification automatique (EAN-13, ITF 14, UCC/EAN 128 ...) et l'Echange de Données Informatisé (langage EANCOM®/EDIFACT). ONS - Object NameService. L'ONS lie le code EPC à la base de données qui contient les informations sur l'objet tracé. Aux USA c'est Verisign qui gère le serveur d'adresse ONS. En France c'est GS1-France (ex-GENCOD EAN) qui s'est vu confié cette mission.

Identification par code barre

GTIN - Global Trade Item Number. Le numéro GTIN des codes à barres, est un identifiant mondial unique utilisé pour les produits et les services, appartenant au système international d'identification EAN.UCC.

SSCC - Serial Shipping Container Code. GMA - Grocery Manufacturers of America. Lobby américain visant à imposer les RFID (Etiquettes "intelligentes" à radio fréquence) dans le commerce mondial, notamment en recourant à l'argument du risque bioterroriste. Membres : Nestle USA, Inc, Sara Lee, Coca-Cola, Kellogg, Procter & Gamble, Unilever, ConAgra Foods, Kraft Foods...

AIM - Association for automatic Identification and Mobility. Lobby visant à accélérer la croissance et l'usage des technologies d'identification automatique et notamment l'identification radiofréquence (RFID), les cartes magnétiques ou à puce, la biométrie .

Lutte contre le contrôle social électronique

CASPIAN - Consumers Against Supermarket Privacy Invasion and Numbering Elec- tronic Frontier Foundation. Demande un moratoire sur le déploiement de la technologie RFID (Etiquettes "intelligentes" à radio fréquence).

EPI - Electronic Privacy Information. Demande un moratoire sur le déploiement de la technologie RFID (Etiquettes "intelligentes" à radio fréquence).

GOUVERNEMENT INFORMATIONNEL DE L'AGRICULTURE

SCEES - Service Central des Enquêtes et d'Etudes Statistiques. Rassemble, traite, analyse et diffuse les données statistiques relatives à l'agriculture, à la forêt, aux industries agroalimentaires, à l'occupation du territoire, aux équipements et à l'environnement en zone rurale. Le SCEES établit, en liaison avec l'INSEE, les comptes de l'agriculture ainsi que bon nombre d'indices économiques : l'indice des prix de gros alimentaires, l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole, l'indice des

prix des produits agricoles à la production. Top@gri. Logiciel de gestion de l'information géographique agricole, développé par les ADASEA, et destiné à contrôler à distance le suivi parcellaire des mesures agroenvi- ronnementales contractualisées.

Agro EDI Europe. Assure la normalisation de l 'échange de données Informatiques (EDI) dans le secteur agricole et amont agroalimentaire. Créé en 1992, par la COOP DE FRANCE, IN VIVO (ex UNCAA-Union des Coopératives d'Agrofourniture et d'Ap- provisionnement) et l'ANR (Association Nationale de Révision). Agro EDI Europe est membre d'EDIFRANCE, et est un GDE (Groupe de Développement EDI) d' EDI- FRANCE.

SNVEL - Syndicat National des Vétérinaires d'Exercice Libéral. Contrairement au tatouage, l'identification électronique est gérée par la Direction Générale de l'Alimen- tation (DGAL) et par le Syndicat National des Vétérinaires d'Exercice Libéral, (SNVEL). Le SNVEL édite les documents de pré identification, (cf arrêté du 23 novembre 2001, modèle de carte d'identification par radiofréquence), distribue les kits, informe les vétérinaires des différents fournisseurs et délivre la carte d'identification une fois l'implantation réalisée. Enfin, ce syndicat transmet à la SCC, Société Centrale Canine, ces informations. La SCC devient responsable technique du fichier national informatique d'identification par radiofréquence des chiens, chats et furets.

PAC GRAPHIQUE

LPIS - Land Parcel Identification System (registre parcellaire graphique). Politique Agricole Commune graphique appelée en anglais "Integrated Agriculture Control System (IACS)". Le but principal du LPIS est de permettre les échanges d'informations entre les agriculteurs et les Administrations, de gérer l'éligibilité des terres pour les subventions, de réaliser des contrôles croisés au niveau de la parcelle agricole afin de vérifier et gérer les mesures liées à la protection de l'environnement et au développement rural.

GTA - GeoTraceAgri. Geographical Trace- bility in Agriculture. Définition des géo-indicateurs utiles pour certifier l'origine géographique des productions agricoles. GTIS CAP (GeoTraceability Integrated Sys- tem for the Common Agricultural Policy). Vise à définir les informations à ajouter aux déclarations de la PAC Graphique (gestion et le contrôle du parcellaire agricole) pour que celle-ci devienne un outil de traçabilité des productions agri- coles. Complete les systèmes d'information utilisés par l'Union européenne et l'adminis- tration française pour le contrôle et la ges- tion de la PAC avec traçabilité géoréférencée. Vise à définir les informations à ajouter aux déclarations de la PAC Graphique pour que celle-ci devienne un outil de traçabilité des productions agricoles. ACTA Informatique. Filiale d'Instituts Techniques Agricoles et de sociétés de services informatiques. ACTA Informatique réalise des expertises, des analyses, des développe- ments sous Windows et Unix, anime des for- mations, effectue des études statistiques, conçoit, maintient et sécurise des réseaux... Actionnaires : ACTA, CETIOM, Institut de l'élvage, ARVALIS, AGPM, ITAVI...

ACTA - Association de Coordination Technique Agricole. Les 17 Instituts et Centres Techniques Agricoles (ICTA) se concertent dans le cadre de l'ACTA qui les représente auprès des instances professionnelles et des pouvoirs publics nationaux et européens.

SYSTÈME D'INFORMATION DE CULTURE

SIRS - Système d'information à Référence Spatiale + capteur VEGE. Les capteurs sont les équipements placés à bord des satellites et grâce auxquels on obtient les données de base pour l'usage de la télédétection (suivi de la production agricole et de l'évolution du couvert végétal mondial. Anticipation des prévisions de rendement des cultures ou des problèmes liés à la sécurité alimentaire). système ISOP - Information et Suivi Objectif des Prairies. Mis au point grâce à une collaboration entre Météo-France, l'INRA et le SCEES. Estimation de production par région et par type de culture.

STICS - Simulateur MulTidisciplinaire pour les Cultures Standard. Développé par l'INRA. Simule les effets du climat, des sols et des pratiques agricoles principalement sur la croissance et le développement des cultures.

ESRI France. ESRI (Environmental Systems Research Institute) est le premier éditeur mondial de SIG (système d'information géographique) applicable à l'agriculture de précision (gestion d'information intraparcellaire).

Geosys. La société Geosys a été consultant et assistant technique pour définir et développer le registre parcellaire graphique (Land Parcel Identification System - LPIS) faisant parti de la PAC graphique (Integrated Agriculture Control System - IACS).

Massey-Ferguson. Propose le système Fieldstar équipant les moissonneuse batteuses d'un capteur de rendement embarqué. John-Deere. Propose le système GreenStar équipant les moissonneuse batteuses d'un capteur de rendement embarqué.

SYSTÈMES D'INFORMATION PÉDOLOGIQUE

GIS Sol (INRA) - Groupement d'Intérêt Scientifique Sol. Gère un système d'informa- tion sur les sols de France, par rapport à leur distribution spatiale, leurs propriétés et l'évolution de leurs qualités.

BDAT (INRA) - Base de Données des Analyses de Terre. Environ 250 000 analyses de terres sont réalisées en France chaque année. Elles sont majoritairement deman- dées par les agriculteurs pour gérer au mieux la fertilisation. Une base de données a été construite à partir de 790 000 échan- tillons d'horizons de surface de sols cultivés, prélevés en France entre 1990 et 2000.

DONESOL (INRA) - Base de données nationale des informations spatiales pédologiques. 7000 profils pédologiques et plus de 19000 sondages à la tarière.

BDCF (INRA) - Base de Données Carbone France. Teneur en Argile, limon, sable, azote organique, sodium, magnesium, alumi- nium...

BDETM (INRA) - Base de Données Eléments Trace Métallique France : Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Se et Zn.

RMQS (INRA) - Réseau de Mesures de la Qualité des Sols. Les indicateurs environne- mentaux du RMQS sont calculés à partir de bases de données nationales (Corine land cover, Modèle Numérique d'Altitude, Carte Pédologique de la France au 1/1 M, Recense- ment Agricole 2000, Recensements INSEE, BASOL sites et sols pollués, Base de Données du Référentiel Hydrogéologique Français, etc...).

IGCS - Inventaire Gestion et Conservation des Sols.

BSS - Banque de données du Sous-Sol. Base de données du BRGM afin d'inventorier les ouvrages (forages, sondages, puits...) supérieurs à 10 m de profondeur.

SYSTÈME D'INFORMATION HYDROLOGIQUE

Banque HYDRO. Banque Nationale de Données pour l'Hydrométrie et l'Hydrologie.

Réseau National des Données sur l'Eau ADES - Banque Nationale d'Accès aux Données sur les Eaux Souterraines. Sources de données provenant du réseau national de bassin, de la base SISE-EAUX de la DDASS, du BRGM.

BD RHF - Base de données sur le Référen- tiel Hydrogéologique Français. Source de données de la Direction de l'Eau (Ministère de l'environnement).

BD CARTHAGE - Base de Données pour la CARtographie Thématique des Agences de l'Eau. Référentiel spatial de l'eau en France. BRGM - Bureau de Recherches Géologiques et Minières.

SYSTÈMES D'INFORMATION DE PILOTAGE D'EXPLOIT. AGRICOLE

Numéro INSEE. Numéro unique d'identifi- cation des exploitations agricoles permet- tant de normer les données agricoles et l'interopérabilité des systèmes d'information.

Numéro SIRET. Identifiant numérique de 14 chiffres composé du SIREN (9 chiffres) - chargé d'identifier les personnes physiques, morale, les institutions et services de l'État - et d'un numéro interne de classement de 5 chiffres (NIC) caractérisant l'établissement d'une entreprise en tant qu'unité géographiquement localisée. Il est donc modifié en particulier si l'établissement change d'adresse.

GIEA - Gestion des Informations de l' Exploitation Agricole. Vise à constituer une plate forme de standardisation des données agricoles.

RICA - Réseau d'information comptable agricole. Fondé sur les données de comptabi- lité d'exploitations agricoles européennes, le RICA a été institué dès la mise en place de la Politique Agricole Commune (PAC) à la fin des années 60. Instrument permettant d'éva- luer le revenu des exploitations agricoles, d'en comprendre les déterminants et de mesurer l'impact de la politique agricole. PACAGE. Données issues des déclarations de surfaces réalisées chaque années par les exploitants souhaitant bénéficier des primes PAC.

CNCER Centre d'Economie Rurale. Aide à la gestion des agriculteurs.

SYSTÈME D'INFORMATION MÉTÉOROLOGIQUE

PLUVIO. Données pluviométriques. Hauteurs des pluies quotidiennes.

BD-Clim. Pluviométrie. Evapo-transpiration potentielle.

AURELHY - Analyse Utilisant le Relief pour l'Hydrométéorologie. Statistiques mensuelles de précipitations et de températures selon une grille régulière (maille 1 km par 1 km) sur la France métropolitaine. Météo-France. Entretient un réseau de dix- huit radars météorologiques pour l'observa- tion des précipitations.

Météosat. Satellites géostationnaires.

SYSTÈME D'INFORMATION D'ÉLEVAGE

CTIG - Centres National de Traitement de l'Information Génétique. Gestion des données raciales nationales qui serviront de base de travail aux chercheurs de l'INRA et de l'Institut de l'Elevage. Ceux ci pourront ensuite effectuer le calcul des index de valeur génétique des reproducteurs, et éla- borer les statistiques nationales.

SIG - Système d'Information Génétique. Le SIG est formé du CTIG et des CRI (Centres Régionaux Informatiques). La fonction de CRI est assurée par les ARSOE (Associations Régionales de Services aux Organismes d'Elevage).). Il existe 11 ARSOE en France qui ont pour mission d'assurer une valida- tion et un premier niveau de consolidation des données nécessaires à l'évaluation des reproducteurs.

CAPRIGENE France. Instance profession- nelle de définition des objectifs de sélection, de

maîtrise d'ouvrage et de représentation nationale pour l'amélioration génétique des races caprines. Caprigène est une Unité de sélection et de Promotion des Races (UPRA). Unique organisme reconnu par le Ministère de l'Agriculture pour la délivrance des certificats d'origine des reproducteurs caprin. ARSOE - Associations Régionales de Services aux Organismes d'Elevage. Réseau de 12 centres régionaux, animés et représentés par FIE : France Informatique Eleva- ge (plus de 200 informaticiens), fournisseur d'outils et de logiciels informatiques, spécia- lisé dans l'identification des animaux (identification bovine, données génétiques, sanitaires, performances et état civil bovin, caprin, ovin, porcin).

SIEOL - Système d'information Elevage Ovins Lait. Collecte des données génétiques et technico-économiques. Gestion de l'inventaire, du contrôle laitier, de l'alimentation, es luttes et des mises bas

SIC - Système d'Information Caprin. Animé et coordonné par l'Association nationale LOGICAP et l'Institut de l'Elevage. Une base de données génétiques et technico-économiques au service de tous les techniciens et éleveurs caprins.

SIG - Système d'Information Génétique. Organisé conjointement par le Ministère de l'Agriculture, l'INRA, l'Institut de l'Elevage, les UPRA.

SIS - Système d'Information Sanitaire. Organisé par le Ministère de l'Agriculture avec le concours des GDS (Groupements de Défense Sanitaire).

BICMA - Bureau DE L'identification ET du contrôle des mouvements d'animaux. Bureau de la DGAL du Ministère de l'agri- culture.

DAB - Document d'Accompagnement du Bovin. Un DAB suit l'animal tout au long de son cycle d'élevage et de transformation. Il reprend l'ensemble des caractéristiques de l'animal (N° de cheptel, race, date de nais- sance...).

ASDA - attestation sanitaire officielle dite à délivrance anticipée. Justifie de la qualifi- cation sanitaire du cheptel d'appartenance ou de provenance du bovin vis-à-vis de la tuberculose, de la brucellose et de la leucose bovine enzootique; date limite d'utilisation fixée par le directeur des services vétéri- naires

BDNIB - Base de données nationale Identification et traçabilité bovine. Distribuée sur 12 ARSOE et le CTIG de l'INRA. Système d'information géré par le centre informa- tique du Ministère de l'Agriculture à TOULOUSE, plaque tournante du système, qui consolide les bases locales. L'exploitation de la BDNI permet à l'administration de dispo- ser de statistiques à un niveau fin sur les effectifs et les mouvements d'animaux.

DSAP - Document Sanitaire d'Accompagne- ment Porcin. Délivré par la Direction des Services Vétérinaires

NAC - fichier national des animaux pucés VIRBAC. En France, cinq fournisseurs sont agréés pour le tatouage électronique. Les deux plus importants sont VIRBAC et Mérial.

FNC - Fédération Nationale des Chevaux. Depuis 1995, la FNC se bat pour la mise en place d'un transpondeur (puce électronique) dès la naissance de l'animal.

projet IDEA - Projet d'identification électronique des animaux mené sur un million d'animaux dans six pays de l'UE. http://idea.jrc.it/.

SIRE - Système d'Information Répertoriant les Equidés. Fichier central zootechnique de tous les équidés (chevaux, ânes, mules, mulets, bardots et... zèbres), géré par les Haras Nationaux. Tout équidé entrant en abattoir à partir du 1er janvier 2003 devra être muni d'un transpondeur.

Projet Tracefish - Système électronique de traçabilité en chaîne pour le poisson.

EAN Fishproject. Projet EAN International et UCC pour la traçabilité des produits de la mer.

BCS - Bureau central des statistiques. Statistiques de la Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture - DPMA. Voir également le Centre national de traitement des statistiques des pêches maritimes (CNTS).

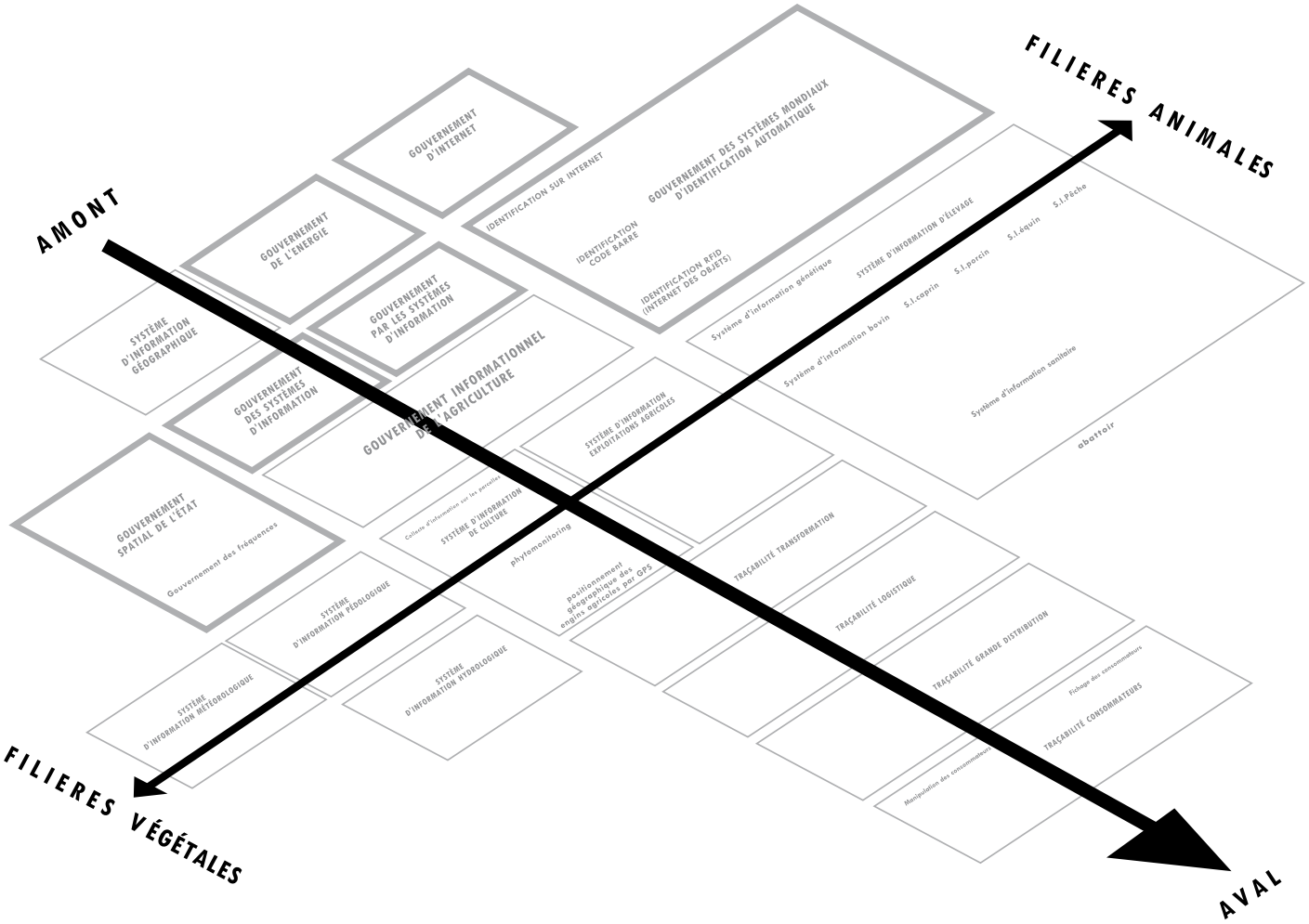
SARIA. Filiale de la firme allemande Reth- mann. Gère 41% des sous-produits générés en France par les filières viande et pêche (2003). Son site internet "ecarinet" reçoit les demandes d'enlèvement d'animaux morts (bovin, ovin, porcin...), collectés par SARIA pour incinération.

LOGISTIQUE

Teleroute France. Portail multi-services du transport marchand sur internet. 200 millions de tonnes de marchandises transportées chaque année en Europe via Teleroute, 70 000 offres de fret déposées quotidiennement par plus de 45 000 utilisateurs. Agrostar. Filiale du groupe STEF-TFE qui assure la traçabilité complète tout au long de la chaîne alimentaire.

LCM (Logidis - Comptoirs modernes). Filiale logistique de Carrefour. Assure l'approvisionnement des Supermarchés Champions, des magasins de Proximité (Shopi, 8 à Huit, Marché plus) et des magasins Promocash.

TRAÇABILITÉ GRANDE DISTRIBUTION



Carrefour - n°1 européen et le n°2 mondial de la grande distribution

MDL - Metro Group Distribution Logistics. Société logistique du groupe Metro, 3eme groupe mondial de distribution

Metro. Promoteur de la RFID dans ses hypermarchés.

AUCHAN. 118 hypermarchés. 200 000 articles vendus chaque jour par hypermar- ché. Infrastructure technique sous Linux. EPC RUG - Electronic Product Code Retail User's Group. Intel a monté un groupe de travail avec trois des plus grands distribu- teurs européens, Carrefour, Metro et Tesco. Ce groupe interprofessionnel s'est donné «l'objectif d'accélérer l'adoption de la techno- logie d'étiquettes radiofréquences EPC (Electronic Product Code).

GCI - Global Commerce Initiative. Structure de travail créée en 1999 par des distribu- teurs (Auchan, Carrefour, Tesco, ...) et des fabricants (Nestlé, Coca Cola, Procter & Gamble, Johnson & Johnson,..) afin de déve- lopper les RFID dans la grande distribution. SCAPMAREE. Système d'information du groupe LECLERC pour la traçabilité des produits de la mer et des process, améliorer la performance de ses achats. Codification des produits réalisés avec GS1 (Gencod).

LOGIFISH (Auchan). Système d'information en réseau permettant de gérer les approvi- sionnement pour 500 magasins effectués par le BAM (Bureau des Achats Marée), et d'assurer une traçabilité informatisée.

Fleury Michon. Sa filiale Fleury Michon Logistique dispose d'un système d'information Agristar lui permettant de gérer plus de 70 000 tonnes /an et 600 000 colis /semaine.

TRAÇABILITÉ DU CONSOMMATEUR

IPSOS. Études marketing, publicité, médias, opinion et satisfaction de clientèle. Étude des influences et des mécanismes des crises sur les comportements des consommateurs (Observatoire de la Sécurité Alimentaire). Identification des leviers opéra- tionnels pour agir sur le consommateur (Pouvoir de persuasion des communication...).

objet

SORTIR DU "WORKFARE"

UNE POLITIQUE POTENTIELLE (1998-2000)

texte des pages 122 à 124

Un artiste au chômage, c'est-à-dire ne travaillant pas, effectue toujours son activité artistique : donc il travaille. En se déclarant comme artiste ET chômeur, il affirme le chômage comme activité artistique.

En Belgique, les artistes de "Plus tot te laat" occupent de façon permanente le Bureau de pointage de Saint-Josse à Bruxelles, où viennent pointer les chômeurs. Ils démontrent ainsi que la responsabilité et l'initiative ne viennent pas avec le travail rémunéré, que le droit à un revenu, la production de soi et l'exercice de la citoyenneté ne peuvent plus dépendre de l'occupation d'un emploi.

Simultanément à la croissance des chiffres du chômage depuis une trentaine d'an- nées, on assiste en France à une crois- sance significative du nombre des associ- ations, et à une forte hausse d'étudiants dans les écoles d'art et les universités. Cependant au sortir de ces formations, de nombreux chercheurs et artistes ne peuvent obtenir d'aides ou d'emplois correspondant à leurs compétences et vivent du RMI ou de petits boulots très mal payés (chercheur en physique tra- vaillant chez Mac Donald, artistes tra- vaillant chez Pizza Hut). Les individus et groupes ne pouvant pas ou refusant de s'intégrer dans ces conditions dévelop- pent différentes formes de production non hiérarchique de connaissances ou de formes, des réseaux de transmission non formalisés, des 'laboratoires de recher- che' menant des projets, poursuivant des actions, des expériences, en dehors des structures constituées de formation des connaissances et de la création, en dehors des structures administratives, privées ou

publiques. C'est dans ce contexte général que viennent prendre forme les actions et les recherches des individus constituant le syndicat potentiel. L'objet des lignes qui suivent est de décrire les conditions de production d'une activité symbolique ne réduisant pas les individus à produire leur subjectivité, leurs valeurs, leur image de soi ou du monde comme marchandises. Il est aussi de dessiner une plate-forme de représentation et d'action aux personnes du syndicat potentiel, de mettre en oeuvre des positions esthétiques, une politique (potentielle), une économie (potentielle) - et en abordant réflexivement ce dans quoi la plupart d'entre nous sommes impliqués : une multiplicité d'activités (artistiques, alimentaires, familiales, militantes, etc.) et une diversité de conditions ou de statuts (femme, homme, artiste, chômeur, salarié, indépendant - vacataire, prestataire, temporaire -, étranger, français, etc.).

FORMES IMPLICITES AUX RAPPORTS SOCIAUX ET PROFESSIONNELS

Certains artistes du syndicat potentiel visent à figurer les formes implicites à la production de notre monde environnant : selon eux, nous ne voyons pas et avons de la difficulté à nous représenter les organisations économiques et sociales, les flux de matières et d'argent, présidant à l'apparition des chaussures que nous portons; nous ne percevons pas les réseaux, les procédures techniques, les règles et les normes et tout le travail humain contribuant à l'éclairage des rues. Et quand nous entendons le mot BNP ou le mot ONU, nous n'avons généralement en tête qu'une forme générale et unifiée dissimulant sous son apparente simplicité la multitude de connexions et des sous-organisations les constituant. Soupçonnant que les acteurs eux-mêmes ne se font aucune représentation générale de ce dans quoi ils s'impliquent, de ce sur quoi ils émettent des jugements ou qu'ils utilisent dans leur vie quotidienne ou dans leur travail, ces artistes pensent utile, nécessaire et esthétiquement pertinent de faire un travail de clarification et de mise en représentation de ces organisations (organigrammes, tableaux de données). D'un autre point de vue, ces mêmes artistes visent à interroger les esthétiques instrumentales, moyens de coercition déterminés par des objectifs de rentabilité ou d'efficacité: dans un premier sens, ces esthétiques regroupent les formes de normalisation esthétiques qu'on pourrait appeler 'professionnalisation des attitudes et des comportements'. Dans de très nombreux métiers et notamment dans celui des hôtesses (sourire, maintien, regard, ton), des banquiers (costume, ton, capacité d'estimer des mesures, des rapports entre des nombres), des médecins ou des éboueurs, des caissières ou des ouvriers dans certaines usines (uniforme, normes d'hygiène) de telle esthétiques sont instituées intentionnellement pour accroître la rentabilité ou l'efficacité, ou se constituent progressivement, au fil du temps, à la manière des traits constitutifs de notre culture. Dans un second sens, les esthétiques instrumentales regroupent les pratiques de propagande et notamment certaines pratiques de presse ou certaines formes publicitaires visant à instaurer (construction d'une image de marque) ou à renforcer une position dans un rapport de force (faire valoir SKIP plutôt qu'ARIEL à qualité égale).De ces esthétiques nous voulons avoir une approche à la fois analytique et critique, et évaluer les rapports de domination et les institutions instrumentalisantes de l'imaginaire qu'elles impliquent. Nos rapports sociaux, économiques et politiques sont ainsi remplis de formes implicites : leur représentation est un préalable à l'opinion politique et à l'action. En trouvant une forme à ces réalités sociales ou techniques non perceptibles immédiatemment, le syndicat potentiel pense pouvoir créer une capacité d'action sur ces réalités.

CRISE DES CATÉGORIES ET STATUTS MULTIPLES

Une société se constitue à travers certaines esthétiques : la façon dont elle classe, dont elle dispose dans l'espace, dont elle conçoit ses hiérarchies, ses ordres, ses partages (on peut ici renvoyer aux analyses de Jack Goody et notamment à 'La raison graphique' ou encore aux techniques et aux esthétiques de discrimination évoquées par Foucault). Un objet que l'on dit 'volé' est pris généralement pour tel et perçu selon ce qualificatif (tout comme s'il était nimbé d'illégalité!). En plaçant côte à côte le même objet dont l'un serait dit 'volé' et l'autre 'acheté', une différence subtile - d'ordre esthétique - s'attache à ces objets. De même, un objet posé à terre est souvent doté d'une moindre valeur que celui qui est posé sur une table, le sol renvoyant à la souillure et à la perte de valeur. Des différences d'ordre esthétique apparaissent donc à travers le statut économique d'un objet (être volé, acheté, emprunté, etc.), ou à travers certaines de ses positions dans l'espace, Des expériences d'ordre esthétique a contrario, apparaissent quand on joue avec ces statuts, qu'on remplace l'un par l'autre ('payant' par 'gratuit'), qu'on se risque à croire autrement aux règles sociales. Ainsi se dégagent une esthétique positive, d'une autre - subversive, révolutionnaire ou cynique - une esthétique négative, de crise et de mise en crise des règles constitutives du social. Si on ne s'attache plus aux statuts des objets mais à celui des personnes, on peut déclarer qu'un potentiel esthétique s'attache aux différents statuts sociaux. On peut prendre pour exemple, celui des deux artistes belges du syndicat potentiel, tout à la fois artistes et chômeurs. Nous nous sommes demandés de quelle façon ils pouvaient qualifier leur statut de chômeur comme activité artistique. Un artiste au chômage, c'est-à-dire ne travaillant pas, effectue toujours son activité artistique : donc il travaille. En se déclarant comme artistes ET chômeurs, ils affirment le chômage comme activité artistique : c'est en ce sens qu'ils occupent de façon permanente le Bureau de pointage de Saint-Josse à Bruxelles démontrant de cette façon que la responsabilité et l'initiative ne viennent pas avec le travail rémunéré, que le droit à un revenu, la production de soi et l'exercice de la citoyenneté ne peuvent plus dépendre de l'occupation d'un emploi. En décidant d'intervenir dans un lieu qui ne nous appartient pas, ou nous n'avons aucune légitimité d'y être (nous 'n'appartenons' pas à ceux qui le fréquentent) des rencontres impossibles se réalisent. Et ces rencontres ne sont pas seulement médiatisées par le langage, mais par des silences, des rythmes, des gestes, des affects. Chaque lieu (une ANPE, une administration, une cour d'immeuble, etc.), quel que soit sa fonction, ouvre des rapports spécifiques entre les humains. Trois autres artistes du syndicat potentiel ont posés le problème différemment : étant invités par un Centre d'art contemporain d'Alsace à faire une exposition d'objets non destinés à la vente, et cette invitation ne générant aucun revenu à ces artistes, comment devaient-ils qualifier leur activité ? L'exposition a pris le titre de 'zone de gratuité', une telle zone répondant de façon ironique à la haute idée de la gratuité que devait avoir une telle institution pour faire travailler des personnes sans les rémunérer. Suite à cette exposition, une zone de gratuité à été installé de façon permanente à Paris : dans une telle zone, sont mis à disposition gratuitement (c'est-à-dire sans contrepartie d'aucune sorte) des biens, des propositions de services ou des informations. Cette zone est

pour l'instant limitée : elle a valeur d'exemple quoique l'expérience ne soit pas pleinement satisfaisante.

Néanmoins, une telle expérience, reprise par d'autre et étendue - pourquoi pas ? - dans un territoire donné, à la totalité des biens de consommation, depuis le logement jusqu'à la santé, en passant par la nourriture, les vêtements et les biens culturels, pourraient peut-être donner des preuves plus convaincantes de sa viabilité sociale, et lui donner des opportunités d'extension en dehors du seul champ de l'art et de ses franges. Ou peut-être faudrait-il préférer - s'il y avait à choisir -, le revenu universel qui, à un montant honorable, permettrait à des professionnels sans 'profession' (chômeurs ou artistes au sens spontanéiste du terme) de mener leurs activités, leurs recherches, d'avoir les moyens de survie acceptables pour cela et de leur dessiner une voie d'entrée dans la profession artistique ou culturelle.

(publié dans la revue 02, janvier 2000)

3 FORMES POUR UNE ÉCONOMIE DE L'ART (1998)

texte des pages 126 à 130

On confond généralement l'art avec la production de stocks de biens (peintures, sculptures, installations, photos, etc.) ou la production de services commandités par des services culturels de l'État ou de collectivités territoriales, par des marchands ou des associations. Ces biens et ces services ont une particularité : ils dépendent pour exister de la légitimité de leur auteur.

I

La transformation des biens et services culturels en "art" est effectuée à travers la validation de critiques dont les médias, le marché ou les institutions reconnaissent ou produisent eux-même la valeur. La justification d'allocation de ressources publiques en art s'effectue consécutivement à la construction de ces discours légitimant de la même façon que les décisions politiques en général s'appuient sur la fabrication au préalable de données statistiques ou d'opinions. Ou comme le dit Hans Haacke, la manifestation artistique dépend de l'avis de "ceux qui, à un moment donné et grâce à leur statut social, avaient le pouvoir de leur appliquer une telle étiquette [d'objet culturellement signifiant]."
Or, l'art se manifeste indépendamment de toute profession et de toute validation institutionnelle. De ce fait, peu importe qu'un tel ou un tel soit "artiste" lorsqu'on apprécie telle ou telle photographie ou telle ou telle attitude. Il importe peu de constituer au préalable un artiste pour apprécier un objet ou une attitude. Car l'art est effectué par une singularité quelconque ou une attitude de cette singularité et non par une légitimité d'auteur. En art, il n'en retourne pas d'une légitimité mais d'une appréciation de la pensée et de la sensibilité. L'intégration d'objets (photographies, dessins, textes…) manifestant une singularité quelconque dans le marché ou le patrimoine, la transformation de ces objets en productions culturelles, détruisent leur spécificité d'être tout à la fois quelconques et singuliers. Car les singularités quelconques ne se manifestent pas en vue d'être intégré dans un marché des biens culturels, ou encore dans le dessein d'obtenir un gain ou une reconnaissance sociale. Les singularités se manifestent parce que cela fait sens pour elles, parce que cela les constitue individuellement ou collectivement, indépendamment de tout public : Hans Peter Feldman en évoque quelques exemples : *« un vieil homme marchant dans la rue, qui portait le manteau de sa femme. Sa femme est morte, il y a quelque temps et cet homme voulait se souvenir d'elle en portant son manteau ».* Ou encore : « un homme en Écosse se retira dans une maison au bord de la côte. Depuis, comme il n'a pas grand-chose à faire, il sort de sa maison quand il aperçoit un bateau sur la mer et prend à chaque fois une photo du bateau ». Les manifestations d'une singularité quelconque (ce qu'on appelle ici "art") sont non spécifiques.

Elles ne sont pas le fait d'une profession ou d'une catégorie de personnes en particulier. Elles ne sont pas publiques ni marchandes. Toute activité - notamment professionnelle - peut éventuellement être un lieu de manifestation artistique.
Les singularités quelconques ne peuvent être rationalisées et programmées par une politique culturelle visant par exemple à "réduire les inégalités culturelles". Un tel programme et ses outils de mise en oeuvre - multiplication et décentralisation de l'offre, accroissement de la diffusion, abaissement des prix d'entrée - sont élaborés et inventés par ceux-là mêmes qui produisent ou vivent de la production de ces étiquettes par lesquels des objets quelconques sont transformés en objets culturellement signifiant autrement dit en productions culturelles écoulées sur un marché ou édifiées comme exemples dans les espaces institutionnels. En ce sens, les évalutations économiques de la production culturelle telle que celles de Baumol qui sont essentiellement destinées à appuyer des argumentations politiques ne sont d'aucune utilité pour apprécier une expérience artistique. Car l'art n'est pas issu d'une production. On ne gagne d'ailleurs rien à rapporter un objet ou une attitude qu'on pense être artistique au concept de "production" (qui se rapporte directement à celui de "travail").
Naturellement, un marché de l'art - qu'il faudrait rebaptiser marché des productions culturelles - ne peut exister que sous la condition qu'il puisse s'approvisionner en marchandises culturelles et les écouler auprès de clients. Et dans ces marchandises sans doute certaines d'entre elles parviennent à se maintenir comme art sans sombrer dans une rationalisation et une professionalisation de la production des affects, des percepts ou des concepts.
Que l'art se manifeste indépendamment de toute professionalisation ne signifie pas qu'on doit oublier tout statut et amélioration du statut de l'artiste - qu'il faudrait dans ce cas rebaptiser producteur culturel indépendant. Un tel producteur (ce qu'on appelle généralement "artiste") effectue des investissements en temps et en argent et visent à avancer dans une carrière en trouvant des opportunités d'exposer et de vendre ses productions ou ses attitudes. Dans les arts plastiques, un tel producteur est fortement précarisé si on en croit les études effectuées sur le Rmi. Ce producteur doit donc faire valoir son propre statut, améliorer ses conditions de production. Et cela ne peut se produire que sous la condition qu'il distingue clairement production culturelle et art autrement dit production dépendant de l'avis de "ceux qui, à un moment donné et grâce à leur statut social, avaient le pouvoir de leur appliquer une telle étiquette [d'objet culturellement signifiant]» (Hans Haacke) et manifestation de sens effectuée indépendamment de ces avis.
Cependant, dans la réalité du producteur culturel indépendant, tout se confond et les "artistes" surtout s'ils ne sont pas intégrés dans le marché des produits culturels ne font pas la différence entre ces deux positions de l'être : être professionnel et être singulier. De plus, le marché ou les institutions ou plutôt les experts donnant leur avis, peuvent être précisément - quand ils ne font pas que répéter l'avis de leurs pairs - à la recherche de singularités quelconques. Il leur importe peu que ces singularités quelconques en étant institutionnalisées ou marchandisées soient transformées en producteurs culturels indépendants. La singularité en effet est le lieu même de l'art non productif : elle est en quelque sorte un lieu gratuit. Un tel lieu lave symboliquement les procédures d'institutionnalisation et de marchandisation du doute qui pourrait s'élever sur leur légitimité. La singularité est en quelque sorte la virginité du producteur, son innocence (et Dieu sait à quel point l'innocence est chère). Cependant, en étant réintégré comme producteur culturel indépendant, en étant validé comme "artiste", la singularité quelconque se transforme en travailleur exploitant sa propre force de travail et sa subjectivité en vue d'alimenter un marché des biens symboliques ou un marché des significations. La gratuité s'est évanouie comme un rêve, ou plutôt la rêverie elle-même s'est transformée en travail. En travail potentiel, pour autant que le producteur culturel indépendant peut ne pas être sûr de ses investissements, des retombées du temps passé à réaliser ses productions.

2

"Je suis prisonnier de compromis commerciaux. Je souhaiterais faire du cinéma en m'abandonnant à mes idées, mais cela ne serait possible que si un film ne revenait pas plus cher qu'acheter un stylo ou une feuille de papier» "(Hitchcock). Tandis que la singularité quelconque est indifférente et hors-jeu à l'égard des luttes symboliques, le producteur culturel indépendant entre - volontairement ou non - dans le champ de bataille de ces luttes. La citation de Hitchcock le dit implicitement : la singularité quelconque a d'autant plus d'opportunité de se manifester en tant qu'art qu'elle est indépendante de compromis commerciaux. En s'intégrant dans un marché où en se manifestant dans une institution la singularité quelconque entre en discussion et éventuellement modifie sa pratique en fonction de critères budgétaires. Ou du moins, si elle parvient à rester autonome à l'égard de ces critères, elle voit ses manifestations transformées (ou elle transforme ses manifestations) en productions autrement dit en objets identifiables et en marchandises (encadrement discursif ou symbolique) ou en énonciations publiques.
En prenant conscience de son statut de producteur culturel, c'est-à-dire de fabricant de signes destinés à un public (redonner du sens aux mots de la tribu, déplacer les représentations, entrer en dissidence à l'égard des productions symboliques instituées) le producteur culturel peut se situer de deux façons : (1) en tant que mouvement social, acteur ou serviteur de ce mouvement; (2) en tant que critique ou force de proposition à prétention d'universalité. Dans le premier cas, la production culturelle est collective. Dans le second, elle peut être nommé "publique". Les productions culturelles publiques sont de deux sortes : générales (ou à prétention de généralité) et universelles (ou à prétention d'universalité). Tandis que le général est la prétention de la marchandise, l'universel est la prétention de l'énonciation.
Une production culturelle publique, dans les arts plastiques, est un enregistrement - autrement dit une inscription - diffusé pour une foule dispersée (plutôt que pour une foule rassemblée). À part les moments de vernissages dans lesquels les productions plastiques se rapprochent des productions propres aux arts vivants (ce qui donne lieu précisément à des performances à ces moments), les productions plastiques ne requièrent pas de rassemblement comme préalable à leur présentation : la production peut être perçue pour elle-même, chaque individu ayant sa propre réception, indépendante de celle de son voisin. La réception des productions plastiques comme la réception des productions d'écriture est solitaire. La réception du cinéma s'est transformée elle aussi dans le sens d'une solitude du spectateur. Cependant, le caractère muet et solitaire de la reception d'un film est récent en France et est loin d'être général partout dans le monde : ainsi au Vietnam et en Indonésie la réception d'un film est publique et

suscite des réactions collectives. La télévision, elle, se prête à une double mode de réception à la fois solitaire et collective : des études ont montré que la contemplation du poste télévisé suscitait des débats, des interactions, c'est-à-dire la construction d'un espace collectif voire d'un espace public de débat.

La manifestation peut être une conjonction temporaire de singularités quelconques se rencontrant pour manifester collectivement une énonciation et une présence ; elle peut être aussi une production culturelle publique effectuée par des professionnels ou des quasi-professionnels : en ce cas, elle est produite par un groupe, organisé et guidé par une intention, voulant faire connaître publiquement son opinion : *« Qu'il le veuille ou non, tout groupe social qui manifeste produit une image publique de lui-même. Manifester en défilant, c'est « montrer sa force pour ne pas avoir à s'en servir », c'est aussi « se montrer » tout court et chercher à agir à travers la représentation (au sens théâtral) que le groupe, de façon plus ou moins contrôlée, donne à voir aux autres »* (Patrick Champagne, Faire l'opinion, le nouveau jeu politique, Ed. de Minuit, 1990 p.213).

On voit bien cependant qu'il y a les productions culturelles publiques "à statut" et les productions culturelles publiques "sans statut". Seule la première peut éventuellement se constituer juridiquement : en France, on est artiste cotisant à la Maison des artistes, intermittent du spectacle, etc. Il existe cependant un volant très important chez les producteurs culturels "à statut", de producteurs informels en attente de statut. Dans le cas de la production plastique, les producteurs précarisés sont généralement Rmistes en France, et chômeurs en Belgique. Leur activité est donc informelle puisqu'elle ne génère pas de revenus réguliers ni aucune protection sociale, et que ces producteurs ne sont souvent pas déclarées aux impôts.

Que cela soit aux impôts ou à l'ANPE, la production culturelle informelle est considérée comme une activité non productive. Le RMI, quand il est attribué aux artistes est donc considéré comme une rente. De plus, si un artiste ne poursuit pas le seul objectif d'insertion (trouver un emploi), son activité pourrait être considérée, à la façon d'une activité bénévole dans une association, comme contrevenant à l'objectif du RMI d'être un dispositif d'insertion, c'est-à-dire attribuable aux personnes cherchant à ou en voie d'être inséré. Mais la production culturelle dans les arts plastiques, de façon plus ou moins implicite n'est pas reconnue comme susceptible de déboucher sur une insertion quelle qu'elle soit : il est en effet très difficile pour un artiste d'avoir un contrat d'insertion. De façon générale, la production plastique est donc perçue négativement par les administrations sociales.

Les artistes au RMI sont de trois types : il y a d'abord les artistes ayant vécu de leurs activités et se retrouvant sans revenu. De telles personnes ont moins de mal à obtenir un RMI parce qu'elles ont démontré par leurs activités passées, qu'elles étaient capables de s'assumer financièrement et de s'intégrer. Il n'en va pas de même de deux autres catégories d'artistes, plutôt mal vu par l'administration, c'est-à-dire les jeunes artistes (dans lesquels l'administration cherche à départager les vrais artistes des faux, les artistes travailleurs des artistes paresseux ou menteurs - se servant par exemple d'un dossier artistique prêté par une connaissance), et les autres professions récemment reconverties dans l'art. Ces derniers sont particulièrement mal perçus par l'administration qui leur demande instamment et devant commission de démontrer leurs vélléités et incitent fortement à l'abandon de la profession artistique. De façon générale donc, l'activité artistique est reconnue comme une activité parasitaire, non productive, et potentiellement synonyme de désocialisation, de paresse ou d'irresponsabilité.

Contre ces préjugés, les "artistes" en tant que producteurs culturels informels gagneraient à se coaliser pour faire valoir l'un ou l'autre de ces objectifs :

(1) établir un statut les protégeant même s'ils ne produisent pas des biens vendables ni même des biens susceptibles d'être vendus ;

(2) lutter pour une amélioration du RMI, c'est-à-dire pour l'instauration d'un revenu d'existence cumulable avec d'autres sources de revenus.

3

Les espaces d'art sont liés à la profession et à la professionalisation, à la production culturelle et au travail, doivent être qualifiés comme "espaces de production culturelle" (et non comme espace d'art). Cela ne signifie pas qu'aucun espace d'art ne doive exister mais simplement que ces espaces perdent tout sens à être dédiés aux activités de professionnels dont le travail consiste à produire des objets ou des attitudes pour un marché ou pour des institutions. Un espace d'art reste tel par son indifférence aux milieux professionnalisés de la production culturelle, et par son intention de rencontrer ou de faire se rencontrer des singularités quelconques pour elle-même, indépendamment de tout projet ou de toute thématique. Dans le cas contraire, l'espace d'art gagnerait à changer son appelation en "espace de production culturelle" destiné à exposer des marchandises (dans le cas des espaces de productions marchandes) ou des énonciations publiques ou collectives (dans le cas des espaces de productions non marchandes).

Il y aurait ainsi trois positions possibles pour les "artistes" aujourd'hui : celles des singularités quelconques se manifestant éventuellement dans des espaces d'art mais se refusant à toute professionalisation et à toute production, celle des producteurs culturels poursuivant des objectifs marchands (intégrés comme graphistes, retoucheurs, etc. dans la chaîne de production ou proposant des produits "artistiques" dans les galeries) et enfin, celle des producteurs culturels publics, produisant pour l'espace public (institutions culturelles ou espace urbain) et en tant qu'espace public. À ces trois positions correspondraient trois types de lieux, marchands, non-marchands (publics) et de tiers secteur (dont le fonctionnement réel est souvent para-public).

Ces trois types de lieux peuvent éventuellement être intégrés en une seule et même politique culturelle façonnant la quasi-totalité du secteur artistique. À cette toute-puissance des pouvoirs publics, pas forcément efficace ni interessante, s'oppose mythologiquement, comme cela a souvent été décrit, un modèle anglo-saxon dont la pointe la plus contemporaine consiste dans la formation de multinationales de l'art (Christie's, Sotheby's) rationalisant la singularité dans les productions dite "artistique", d'une façon sans doute beaucoup plus radicale qu'une politique culturelle intégrée (cf Laurent Wolf, La fin du système des galeries, Esprit, Août-septembre 1999). Contre ces deux modèles-types, le modèle du tiers secteur bien qu'il donne apparemment une autonomie aux producteurs culturels, continue de dépendre des légitimités instituées. Il semble que cela ne soit que de façon résiduel que le tiers secteur parvienne à sortir et à s'autonomiser à l'égard du secteur public et du secteur marchand. Les lieux autonomes ou indépendants tels que friches, associations, squatts… se différencient-ils fondamentalement des espaces institués d'État ou de collectivités

locales ou des espaces marchands ? N'est-ce qu'une différence de degré où ce qui se produit dans ces lieux diffère-t'il fondamentalement ? Nous ne connaissons quasiement aucun lieu dit indépendant, marginal, alternatif qui diffère fondamentalement d'une institution. Il y a là la construction de discours symétrique de ceux des institutions ou au contraire une simulation à bas prix des espaces institués, marchands ou non marchands. Les lieux dits "autonomes" ou alternatifs sont en ce sens intégrés fonctionnellement en offrant à de futurs producteurs l'occasion de s'essayer, de se perfectionner, de se professionnaliser. Il ne pourra le faire qu'en renforçant cette économie du don et de la gratuité dont la revue du MAUSS s'est faite la porte-parole. À cette condition, il pourrait retrouver ses potentialités fondamentales, celles d'ouvrir le champ de la pensée hors de la société du travail et de la production, et de s'ouvrir à la manifestation de ces singularités quelconques qui constituent la préhistoire et la vérité de nos sociétés.

(1998)

Economies et esthétiques (extrait)

Suivant l'enquête du CSA de 1988 (cité dans Raymonde Moulin 1992), selon laquelle quatre artistes sur cinq ne vivent pas de leur art, on peut en déduire que la pratique artistique doit être entendue aujourd'hui plutôt comme une activité gratuite ou bénévole c'est-à-dire non rémunérée que comme un travail. L'artiste combien même il n'arrête pas de 'travailler', pour autant qu'il n'est pas payé pour ses prestations, voit alors sa situation se rapprocher de celle du sans emploi, avec cependant le bénéfice social qu'il occupe la place du 'bon' chômeur, c'est-à-dire de celui qui n'est pas occupé à ne rien faire même s'il ne touche pas d'assedic ou d'aide sociale. Dans quelles conditions économiques sont les artistes qui ne vivent pas de leur art ? Quels imaginaires politiques et quelles formes de survie sont activées par les artistes poursuivant leur activité en dehors du marché et de l'État (entendu comme instance de légitimation de la professionnalité artistique).

De fait, l'activité artistique participe d'une multiplicité de sociétés économiques, chacune de ces sociétés faisant implicitement ou explicitement la promotion d'une certaine politique de l'art, de certains rapports sociaux et économiques :

1 - Dans le cas d'une économie de marché, les artistes visent à terme une rentabilité de leurs investissements c'est-à-dire une transformation progressive de la dépense en revenu et de l'activité en travail : en adoptant le système de référence de l'économie de marché, apparait du même coup la qualification de l'art en tant que biens ou que services marchands offerts (au même titre que tout autre bien ou service). La validation et la légitimation passent ici effectivement par l'articulation entre champ culturel et marché, sous la haute autorité de l'expert, comme le décrivent Raymonde Moulin et Alain Quemin (1993).

2 - Dans le cas de l'économie de prélèvement/redistribution, l'Etat et les collectivités locales offrent différentes protections, aides et incitations sociales et fiscales à la recherche et à la production artistique (bourses, aides à la première exposition, attributions d'atelier, achats d'oeuvres (FRAC, FNAC), commande publique, etc.). À travers ces offres, ils s'érigent en offices de validation et de légitimation de l'art contemporain. En ce sens, seront formés des critères esthétiques notamment à travers certains débats, comme ceux en France concernant l'art public, ou à travers le recrutement d'artistes comme fonctionnaires (professorat, etc.).

3 - Dans le cas de l'économie du don et du lien propre à la société civile, les artistes créent du lien et mènent des actions, inventent des organisations plutôt que de produire du service ou du bien exclusivement et suivant un objectif de profit. Ils forment donc des associations, mutuelles, coopératives et réseaux d'opération, résolvant partiellement le problème de leur survie économique et sociale, par l'alliance de la réciprocité et de la commercialisation sans objectifs de profit, par la lutte et l'action sociale visant à aménager le statut de l'artiste, par la constitution de zones locales de validation et de légitimation de la valeur artistique : une telle économie est d'abord une politique, se définissant statutairement, c'est-à-dire collectivement, plutôt que contractuellement.

4 - Dans le cas de l'économie de l'appropriation illégale de bâtiments (squatts), du commerce illégal (fraude fiscale, travail au noir), du piratage et du crime contre les biens, les artistes demeurent autonomes bien que précarisées pénalement, cette précarité offrant toutefois en contrepartie une survie économique et sociale et une validation et une légitimation des pratiques, en marge ou en opposition aux régimes d'échange et de droit pénal, civil ou marchand.

5 - Dans le cas d'une économie générale de l'expérience, les artistes articulent leur production à une activité de chasse ou de cueillette, de récupération de déchets, à une activité de production de soi, et les constituent comme signes et comme matériels susceptibles à la fois d'assurer leur survie et une mise à distance du monde et de la société. Il s'agit là d'une économie assez puissante et autonome pour conditionner et soumettre tous les comportements d'un artiste (en ce sens l'économie de l'expérience est indépendante et non parasite de l'économie de prélèvement/redistribution ou de l'économie marchande).

Bureau d'études, 1999

LA GRATUITÉ (1998-2001)

texte des pages 132 à 136

à propos des Zones de gratuité (décembre 1998)

Question

Comment pourrait fonctionner concrètement une zone de gratuité ?

Réponse

Dans un quartier d'une ville ou dans une zone commerciale est instalée une zone de gratuité partielle ou générale: à cette fin la zone est aménagée en partenariat entre les contribuables (les administrations) et les entreprises fournissant à la fois les flux, les installations et les objets. Devant le succès mondiale que l'institution d'une pareille zone ne manquera pas de provoquer, conviendra-t'il de légiférer ? Il conviendrait au contraire de laisser cette zone se développer librement et inciter pédagogiquement le public à l'apprentissage de la gratuité.

Question

Peut-on dire que ce qui est laissé à disposition dans une zone de gratuité ce sont des cadeaux fait à des anonymes ?

Réponse

Les anonymes qui prennent ce qui est là, n'ont rien à rendre: il n'y a pas de contre-dons exigés. La zone de gratuité est constituée de biens donnés en «perte sêche» (c'est-à-dire sans profit d'aucune sorte pour le donneur).

Question

Est-ce une économie parallèle qui se crée ainsi, car les biens saisis gratuitement, n'étant pas dénués de valeur peuvent alors être revendus à l'extérieur de la zone, là où il faut travailler et gagner de l'argent pour vivre ?

Réponse

Peut-être faudra-t'il que les objets de la zone de gratuité soient marqués «gratuits» pour éviter - comme ces échantillons distribués gratuitement, leur réintégration dans le circuit de l'échange. la zone serait ainsi composée d'objets spécimens et d'échantillons gratuits...

Question

N'est-ce pas un procédé risquant de boucler de manière auto-référentielle, la zone sur elle-même ?

Réponse

Sans doute; c'est pourquoi il serait somme toute préférable de laisser les objets être eux-mêmes sans les inauthentifier ou les stigmatiser de la sorte...De tels stigmates provoqueraient une stigmatisation des personnes s'étant appropriés ces biens....

Question

Quels sont les buts rationnels, les fins utiles de telles zones de gratuité ?

Réponse

En considérant qu'il n'y a pas de culpabilité, de dépendance ou d'humiliation de celui qui s'approprie ce qui est laissé à sa disposition (celui qui donne étant nécessairmeent plus riche que celui qui s'approprie), en considérant par ailleurs que le don ne doit pas être de dépense ostentatoire ou improductive, il s'agit donc de déclarer la gratuité productive.

Question

Mais que produit la gratuité ?

Réponse

Précisément, elle-même, c'est-à-dire une nouvelle forme d'échange et de rapports aux choses et sans doute de nouveaux rapports sociaux. L'objet de la gratuité dans sa dimension productive, c'est la transformation de la société. C'est ainsi que l'on peut considérer la zone de gratuité générale comme zone sans profit (plutôt que comme zone de redistribution): ceux qui donnent ET ceux qui reçoivent sont indifférents ou libre à l'égard des conditions de l'échange. C'est en ce sens que dans un premier temps les zones de gratuité générale sont pédagogique. En effet, la gratuité est une pratique qui s'apprend et dont l'apprentissage est loin d'être facile, si on considère les nombreux siècles qui nous précèdent, qui ne l'ont pas pratiqués et qui ont institués socialement, juridiquement, spatialement, comportementalement, etc. une réalité payante constituée de biens rares.

INVENTER LA GRATUITÉ (2003)

publié dans la Revue du MAUSS, 2003

Personne aujourd'hui à notre connaissance, n'a quantifié la valeur économique d'un univers dont on ne connaît même pas les limites. La valeur économique n'a d'effectivité que de donner lieu à des transactions, à de l'échange humain. En ce sens, elle serait bornée plus ou moins, par l'horizon planétaire. Cet horizon en lui-même n'est cependant pas échangeable. Mais à qui appartient-il ? Retourne-t'il de la puissance publique (auprès de laquelle serait déléguée sa gestion), du bien commun (considéré, indépendamment de la puissance publique, comme ce qui est partagé par tous) ou encore, n'appartient-il à personne ? N'est-il pas aujourd'hui susceptible d'être marchandisé, comme le prétend un slogan bien connu ?

La gratuité, dans ses acceptions multiples, le caractérise assez bien, cet horizon. Elle qualifie, sous le concept d'intérêt général ou sous le nom de Bien commun, ce qui appartient à tous ou ce dont tous font usage. En ce sens, la gratuité est constitutive de la communauté politique planétaire. Plus encore, elle est constitutive de toute communauté politique, en tant que cette dernière nait d'une mise en commun de ressources.

Mais la gratuité excède également le commun ou l'humain. C'est la gratuité des choses sans maîtres, qui, pour lointaines qu'elles soient (étoiles ou comètes) peuvent constituer aussi nos ressources les plus nécessaires (lumière du soleil).

C'est au nom de cet horizon commun, de ces gratuités, que de nombreuses luttes sociales et politiques apparaissent aujourd'hui , usant même de cet autre sens de la gratuité que l'on trouve dans la langue anglaise, <free>, signifiant ainsi que la mise en commun des déterminations est aussi le moment de l'auto-détermination politique.

LA GRATUITÉ D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

La gratuité d'intérêt général reposant sur la redistribution fiscale et remplaçant Dieu ou les dieux par la Communauté, s'inscrit - revue et aménagée par la scolastique médiévale - dans la continuité de l'idée romaine de gratuité. Dans le droit romain, ce que nous appelons aujourd'hui les ressources naturelles sont à la fois gratuites et sacrées, et gratuites parce que sacrées, excédant l'humain dans leur nature ou dans leur dimension, ce dernier étant un simple usager - un usufruitier et non un propriétaire - de la nature. Il en va de même du domaine public et des services publics de l'État, dont on peut éventuellement bénéficier, puisqu'ils appartiennent légalement à la communauté nationale, mais qui échappent finalement à une gestion directe par les usagers. De ce fait, le domaine comme le service public sont privatisés par la puissance publique qui en définit la productivité selon les intérêts

(notamment électoraux) de ceux qui la gèrent ou de ceux qui sont en position de la détourner à leur profit.

Hauriou fut le premier juriste à associer gratuité et service public. Selon le Doyen de Toulouse, le service qui a la charge de l'intérêt public doit être organisé sur un mode communiste et son financement assuré par la communauté. Ainsi, la gestion du bien commun s'ajuste à l'intérêt général. "Des ressources sont mises en commun pour que des services soient rendus également et gratuitement à tous. De là vient le caractère non lucratif des services publics" (Hauriou). Mais pourquoi un service par principe non lucratif parce qu'issu des ressources collectives, est-il transformé aujourd'hui en service lucratif ? On déclare souvent que la gratuité a de mauvais effets sur un consommateur qui, ne sachant pas le prix de la gratuité publique, ou en bénéficiant sans effort, n'en respecte pas la valeur. Après des décennies de bibliothèques gratuites et d'accès gratuit à la culture, il faut à présent faire payer l'usager une deuxième fois pour qu'il respecte les biens culturels qu'il a achetés (comme si les impôts n'étaient pas assez élevés, qu'il faille payer doublement). Et davantage encore - pour prendre l'exemple des transports publics urbains - il ne suffit pas de les payer par voie fiscale ET par billeterie, il faut aussi que l'argent prélevé serve à contrôler l'usager. Des recherches du groupe NADA montrent en effet que les recettes commerciales (constituées de la billetterie, mais aussi d'autres revenus comme la pub, les locations d'espaces aux marchands de journaux, buffets et commerces divers), sont minoritaires en regard des financements publics, et qu'elles justifient pourtant de coûteux dispositifs de contrôle et une coûteuse billeterie (sans parler de la lucrative et non contractuelle pollution publicitaire imposée dans toutes les gares et stations) : «Rapport entre le budget annuel et les recettes annuelles : 12 % à Bordeaux ou Lille ; 17 % à Rouen ; 25 % à Montpellier ; 30 % à Nantes ;la billetterie ne représente que 20 à 22 % à la RATP Rapport entre les recettes annuelles et le nombre d'habitants desservis par le réseau : 50F/an /habitant à Lens ; 70F à Abbeville ; 100F à Chambéry ; 150F à Aix-en-Provence ou à Toulon ; 200F à Rennes» (http://fatoulon.lautre.net).

Une mairie qui gère le domaine public communal s'approprie et privatise la gestion de ce domaine. Elle transforme la ressource collective en machine productive soumise à des impératifs de rendement ou de retour sur investissement. De cette façon, elle détourne progressivement les finalités collectives des ressources communes. Il ne suffit donc pas que des ressources naturelles et immatérielles, présentes, passées voire futures, soient mises en commun, il faut aussi que cette mise en commun abstraite soit supportée par le débat public (rompant la subordination de la société à l'État qui, en devenant propriétaire des ressources communes, règle aussi leur usage, en lieu et place des «communistes»).

LA GRATUITÉ DU BIEN COMMUN

Emboîtés dans les Res Publicae, les biens communs appartiennent et sont constitués, contrôlés et réglementés par la puissance publique. Les Res Communis sont alors moins communes que rapportées comme à leur maître, à l'État qui en décide et en dispose, avec ou sans mandat des communistes.

Mais l'emboîtement des Res communis dans les Res publicae peut également adopter une autre forme avec le fédéralisme ou le socialisme coopératif où tous les consommateurs sont organisés en coopératives de consommation, organisant par des "coopératives du deuxième degré" (Charles Gide) le processus de production et de distribution. Dans ce contexte, les choses communes servent d'assise à une vie commune fédérative et coopérative.

Dans le Code civil français, les choses communes (éventuellement intégrées au domaine public) se manifestent au travers de plusieurs statuts : les biens communaux (art. 542, Code civil), les choses communes corporelles (Code civil, art. 714), les choses communes incorporelles.

Les biens communaux sont ceux à la propriété ou aux produits desquels les habitants d'une ou de plusieurs communes ont un droit acquis. Ces biens communaux représentent en France, quelque 60 000 km2 : ils sont la propriété collective des habitants de la commune et non propriété communale. Et c'est probablement en pensant aux biens communaux que la Chambre criminelle de la Cour de cassation a déclaré que "la soustraction par l'un des communistes d'une chose commune, constitue un vol" (27 février 1836).

Les choses communes sont aussi des éléments naturels comme l'air, l'eau, les plages ou les paysages, aujourd'hui versés au domaine public. Nombre de ces ressources, qui étaient longtemps restées non comptées, sont aujourd'hui intégrées dans les calculs économiques : la production de la nature a été évaluée à 55.000 milliards de dollars par an par un groupe de scientifiques de l'Institute for Ecological Economics de l'Université du Maryland en 1997. Et les planètes - comme le fond des mers - longtemps inscrites en dehors du droit commercial, pourraient bien y entrer désormais. Des associations d'industriels luttent pour modifier le droit du ciel, pensant pouvoir exploiter déjà les ressources des planètes alentour. De même, en droit prospectif apparaissent des distinguos tendant à invalider la généralité de la notion de bien commun génétique, en la privatisant par la bande, dans ses particularités productives («il semble que l'on puisse considérer que le matériel génétique ne soit une chose commune que dans la mesure où il concerne l'ensemble de l'espèce», *Revue de la recherche juridique*, Droit prospectif, n°16, P. U. Marseille).

Biens communaux, ressources naturelles, les choses communes sont aussi des choses incorporelles, culturelles, informationnelles ou spirituelles (idées et mots, notes de musique, etc.). Ces choses hors du commerce, ne peuvent - ou ne pouvaient jusqu'il y a peu de temps - être vendues : *"Dans le cas des données communes (idées, découvertes scientifiques, mots), chacun ayant un droit sur les mêmes données, nul ne peut en interdire l'accès à autrui. Nul n'a réciproquement, besoin d'une autorisation pour les utiliser"* (Isabelle Moine, Les choses hors commerce, LGDJ, 1997, p. 364). Parmi les biens immatériels, on pourrait imaginer que la monnaie, chose incorporelle, culturelle et informationnelle, considérée aujourd'hui encore comme un bien commercial, retourne à la catégorie des choses hors commerce, à la façon du langage ou des notes de musique

On sait que la propriété intellectuelle représente 80 % de la valeur des 500 premières entreprises du Standard & Poor's ComStock. La gratuité est pourtant inscrite durablement dans les pratiques de consommation et de production immatérielle. Tandis que le copyright est fondé sur la protection de l'auteur et se présente comme un droit privatif à propos de biens qui n'ont de valeur que de circuler et d'être appréciés, le copyleft, lui, est fondé sur la liberté des utilisateurs. L'affaire Napster et plus largement le développement du peer to peer tendent à prouver que le copyright malmène les biens immatériels qui défient deux des principes fondamentaux de la police

économique : la rareté et le contrôle. Les données numériques sont copiables à l'infini à coût quasi nul. Le producteur ne maîtrise pas l'usage des données qu'il diffuse et ne peut en empêcher la dissémination : l'économie des biens immatériels retourne par nature de la gratuité au sens fort (biens sans maître) ou faible (coopérativité).

Il faut distinguer le don d'information ou son placement dans un circuit de coopération, de sa gratuité. Le donateur adresse son don de façon souveraine et crée éventuellement une dette, une dépendance, une réciprocité de celui qui reçoit. La gratuité est une mise à disposition anonyme ou quelconque. Dans une gratuité anonyme, les individus sont interchangeables. La circulation de biens ou de signes n'est pas effectuée par les uns vers les autres. Il n'y a pas d'émetteurs ni de récepteurs. L'information anonyme, par exemple, est un agrégat, un fonds commun, un bien que tout le monde peut prendre parce qu'il est accessible à tous. Son principe n'est pas le partage ni la communauté d'information, l'échange d'information entre des personnes qui se connaissent mais la mise en disponibilité sans attente de retour et dans l'indifférence à l'égard du récepteur. L'information anonyme est produite, diffusée, collectée ou ramassée par n'importe qui. Si des rencontres entre des émetteurs et des récepteurs se produisent, elles sont brèves et sans lendemain, sans identité ni reconnaissance, sans enjeu ni projet. Les informations entrent en conjonctions temporaires induisant des regroupements aléatoires et provisoires, d'émetteurs et de récepteurs dans des contextes mouvants. Dans une gratuité quelconque, les individus ne sont pas interchangeables : ils sont n'importe qui ou n'importe quoi, mais ils sont eux-mêmes, pleinement singuliers. Il y a des émetteurs concrets et des récepteurs concrets, charnels. Les regroupements s'effectuent sur des modes intensifs et affinitaires et non statistiques ou aléatoires. L'auteur quelconque rompt avec l'absence de qualité de l'anonymat : il se manifeste comme puissance.

ENTRE BIEN COMMUN ET CHOSES SANS MAÎTRE : LES MAGASINS GRATUITS

La gratuité d'usage est un intensificateur d'autonomie lorsqu'elle est inconditionnelle et universelle. La gratuité exonère en effet de l'emploi contraint, rendu nécessaire par l'impossibilité de vivre sans porte-monnaie.

Aujourd'hui, devant la dégradation des promesses du salariat, des individus singuliers, des réseaux et des groupes habitent des locaux vides pour échapper à la spirale d'emplois sous-payés engloutis dans le paiement de loyers prohibitifs, ou encore, inventent un usage et un accès aux signes monétaires aussi gratuits que l'usage et l'accès au langage.

Faire l'expérience de cette nouvelle langue des échanges et transits gratuits de biens ou de services, c'est ce qui se manifeste dans les magasins gratuits. Un magasin gratuit, ce n'est pas, en effet, un espace de troc ou de don. C'est un espace d'abandon concerté, de prise au tas, plus ou moins réglementée, ou l'on peut trouver des signes monétaires autant que des livres ou des chaussures.

D'où viennent les magasins gratuits ? Il y a eu l'expérience bien connue des Diggers de San Francisco entre 1966 et 1968. Dans le *Free store* des Diggers, il n'y avait pas seulement des biens gratuits (vêtements, nourriture, monnaie, meubles, etc.). Les rôles ou fonctions sociales étaient également «gratuits» (permutables). Un client pouvait venir dans le magasin, aller voir le directeur et dire qu'il voulait devenir directeur à sa place, et il prenait sa place aussitôt.

À la fin des années 90, différentes formes de magasins gratuits sont apparues en Europe. Peu d'autres magasins pourraient se targuer d'être aussi simples dans leur fonctionnement, et aussi universellement compréhensibles. Nous l'avons constaté, dans la zone de gratuité que nous avons créée à Paris en janvier 1999. Après un moment de surprise et de doute, et quelques questions concernant le statut de l'échange («c'est vrai ? il n'y a rien à donner en retour ?»), les visiteurs, consommateurs ou usagers - quelle que soit la façon dont on les appelle, chacun prenait ou laissait quelque chose sans avoir à laisser ou prendre quelque chose en retour.

Le magasin gratuit ne concerne pas seulement une mise à disposition de biens mais également une mise à disposition de service ou d'expériences. Je ne vous connais pas, mais je propose de faire une partie d'échecs avec toute personne intéressée, ou encore, de faire une promenade avec vous. Cela peut s'étendre à la mise en disponibilité de sa capacité de jouissance intellectuelle, affective ou sexuelle. Il n'est pas besoin de se connaître ou d'entretenir des rapports de voisinage, de copinage ou de cousinage pour mettre à disposition des services ou des biens sans contrepartie

Les magasins gratuits se développent dans différents pays européens avec différents noms. On parlera de Magasin gratuit ou de zone de gratuité en France, de Free-Shop, Free Store, Free boutique ou de Give away shop dans les pays de langue anglaise ou de Umsonst Laden en Allemagne. Tous ces lieux fonctionnent plus ou moins selon les mêmes modalités. Dans l'Umsonst Laden de Hamburg, la première règle est la suivante : à chaque visite au free-shop, il est possible de prendre trois articles. Cette limitation est motivée par le souci de pallier l'effet d'aubaine provoquée par la gratuité. Dans celui que nous avons visité dans la ville hollandaise de Leiden, le nombre d'article pouvant être pris par chacun, était limité lui aussi à un certain quota par jour (3 à 5 articles). De cette façon existait une régulation minimum empêchant le «pathos» symétrique de la prodigalité, c'est-à-dire l'accumulation compulsive ou encore l'accumulation à objectif de profit.

La seconde règle est la suivante : les biens qui sont pris doivent être pris pour répondre à un besoin (ou à un usage, éventuellement gratuit ou sans but) et par conséquent ne peuvent pas être revendus. On retrouve cette seconde règle dans différentes zones de gratuité, notamment dans le Give away shop de Leiden. Il est arrivé dans ce dernier, en effet, que des personnes s'approvisionnent dans le magasin en biens gratuits pour les revendre à quelques pâtés de maisons de là, au marché aux puces, exploitant les disparités des prix à un niveau micro local pour générer des micro profits.

La troisième règle est celle de l'autofinancement du lieu de distribution. Par exemple, un appel est fait à la libre volonté des visiteurs de donner de l'argent pour financer les locaux du magasin gratuit, ou encore, des locaux sont mis à disposition gratuitement par une personne quelconque. Mais d'autres magasins gratuits ont recours à d'autres moyens plus judicieux, notamment à la réquisition des espaces vides, le squat, mise en pratique du droit d'usage défendu par Proudhon s'harmonisant avec la distribution gratuite des biens.

Par principe, tout bien pourrait trouver sa place dans une zone de gratuité, y compris ceux qui sont mis au ban des échanges marchands parce qu'ils sont sans valeur. Dans les faits cependant, les zones de gratuité maintiennent les critères de valeur et d'usage des choses que l'on trouve dans la sphère marchande. On ne conservera pas une chaise cassée (dont l'usage dépend du travail de celui qui l'acquiert). Le jeu et l'enjeu est pourtant

de changer notre rapport aux choses
À l'intérieur de la zone de gratuité que nous avions créée à Paris, tous les objets à la limite entre rien et quelque chose, ou encore tous les objets situés entre moins que rien (les déchets) et presque rien (un objet sans valeur) pouvaient avoir une place. Les biens mis à disposition étaient des «biens neufs» (comme on dit dans les circuits marchands), mais également des «unwanted stuff», des biens dont on ne veut plus. Il y avait aussi des fins de stocks, des résidus de production ou des stocks récupérés, autrement dit les périphéries des circuits de la marchandise. Nous avons enfin fabriqué des biens en petites séries pour les diffuser gratuitement.
Par ailleurs, nous voulions observer et comprendre la façon dont nous produisons la valeur des choses et des échelles de valeur entre les choses, considérant par exemple tel objet par terre, «valant moins « que tel autre sur une étagère ou tel autre emballé. À cette fin, nous avons créé différents mobiliers «qualifiants» et notamment une zone de dépôt en cinq parties portant chacune l'un des mentions suivantes : «objets volés», «objets donnés», «objets trouvés», «objets achetés», «objets empruntés». Il s'agissait là, par ce mobilier, d'extraire des choses leurs modalités d'échanges possibles, pour les rendre, par cette mise à distance, à leur factualité.
L'idée des magasins gratuits n'est pas un projet charitable, catholique ou humanitaire. La motivation est d'abord d'ouvrir une brèche dans l'asservissement des choses et des êtres, et dans le bréviaire selon lequel «rien n'est gratuit», la gratuité, ça ne vaut rien, tout peut (doit) être acheté ou vendu, la gratuité ça se paie, la monnaie est un bien commercial, etc. Le magasin gratuit n'est cependant pas seulement une expérience critique du capitalisme (et une action directe contre celui-ci); c'est aussi un projet écologique (valorisant la récupération et l'usage durable contre le prêt-à-jeter) et un projet social (reposant sur l'auto-organisation ou sur la démocratisation de la distribution). Une autre façon plus directe de réaliser des magasins gratuits, passe par la force ou par le pillage des biens de supermarchés commerciaux.
Piller les supermarchés de biens monétaires (banques) ou non monétaires (magasins), c'est ce qui arrive dans ces moments de débat public, où les échelles de valeur et les polices sociales et judiciaires qui les régissent et qui les protègent, sont rompues tout à coup par un évènement. Baudrillard évoquait dans un de ses anciens livres, un fait divers ou quelques personnes armées menaçant les caissières et la direction, appelaient chacun à se servir librement (gratuitement). On connaît par ailleurs, ces images paniques de nuages de billets de banques lancés par des anarchistes sur une ville, en proie soudain au délire. Ces décharges ont peu de parenté avec les pillages de banques et de supermarchés pratiqués ces derniers temps en Argentine, où les habitants trop conscients d'avoir été vampirisés et sucés, tant d'années durant, par les propriétaires de l'État ou du FMI, ne font que reprendre les biens dont ils ont été dépossédés. Ces pillages, pour nécessaires et impérieux qu'ils soient, n'ont pas l'avenir et les potentialités des magasins gratuits dont nous avons parlé plus haut, qui ouvrent sur un autre monde voire sur une autre anthropologie de la valeur.

LA GRATUITÉ DES CHOSES SANS MAÎTRES

Les choses communes s'appuient sur les choses sans maître de même qu'un usage ou un usufruit s'appuie sur un propriétaire hors d'usage et qui ne peut être acquis. Les choses communes sont fournies par la gratuité générale des choses sans maître, précédant et excédant toute communauté humaine et toute capacité de gestion humaine.
Ces choses sans maître (Res nullius) figurent à l'état résiduel dans le Code civil français. Elles sont aujourd'hui plus ou moins annexées par le bien commun ou l'intérêt général : comme le montre d'ailleurs l'évolution de la jurisprudence et des codes français, nombreuses sont les «choses de personne» qui, comme les épaves ou les poissons dans les rivières, comme l'air dans le ciel ou comme le sable sur les plages, ont été intégrées au Bien commun ou à la gestion de l'État : ainsi, bien que l'eau de mer ne fasse pas partie du domaine public (Conseil d'État, 27 juillet 1984), bien que l'eau de mer ait le statut de Res nullius (Conseil d'État, 24 mai 1935), l'eau fait partie du patrimoine de la nation (Loi n 92-3 sur l'eau, art. 1). Le rivage de la mer, loin de constituer une Res nullius, fait partie du domaine de l'État qui en est propriétaire (Chambre criminelle de la Cour de cassation, 23 octobre 1980), mais l'usage libre et gratuit par le public constitue la destination fondamentale des plages (Code de l'environnement, Art. L 321-9). Il n'y a pas de vol à s'approprier une chose sans maître (Tribunal correctionnel de Charleville, 13 février 1979) mais tous les biens vacants et sans maître appartiennent au domaine public (Code civil, Art. 539). Lorsqu'un immeuble n'a pas de propriétaire connu et que les contributions foncières y afférentes n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années, il est présumé sans maître et sa propriété est attribuée à l'État par arrêté préfectoral (Code administratif, Art. L 27 bis et 27 ter).
Mais une chose sans maître, parce qu'elle n'appartient à personne, peut aussi excéder la catégorie des choses communes. Il en va ainsi de la lumière du soleil qu'on ne peut raisonnablement considérer comme bien commun (à la différence de l'air ou de l'eau de mer). Cette énergie ne connaît pas la rareté propre aux ressources terrestres comme le pétrole ou le charbon. Dans sa profusion même, elle excède la notion de bien commun.
L'astronome soviétique Nikolaï Kardashev a créé des catégories permettant de classer des civilisations selon les sources d'énergies principales qu'elles maîtrisent. Les civilisations de type I, II, III maîtrisent respectivement l'énergie de leur planète, de leur étoile et de leur galaxie. Ainsi, seule une civilisation de type II pourrait considérer le soleil comme Bien commun (et non plus comme chose sans maître). Dans notre situation, nous essayons d'être une civilisation de type I, autrement dit, de maîtriser les ressources, communes aux espèces qui couvrent la planète. La recherche d'une telle maîtrise tend à constituer la planète en patrimoine géré et mis en oeuvre par le genre humain, pour tous et pour chacun quel qu'il soit. Elle ouvre à une communauté d'appartenance, à une totalité de l'espèce et du vivant même, par-delà les frontières, les catégories et les castes.

LE DEHORS EST LE LIEU DE L'ART

AUTONOMIE - ZONE DE GRATUITÉ

MACHINES DE RESYMBOLISATION

Réflexions à partir du travail d'Öyvind Fahlström (2004)

texte des pages 146 à 150

Dans les années 60-70, l'artiste Oyvind Fahlström a réalisé des tableaux, des cartes et des jeux à haute teneur en information analysant les situations sociales, économiques et politiques du présent. Ces objets esthétiques et cognitifs d'abord produits pour le musée ou les collectionneurs ont progressivement mis leur nez dehors et gagné en autonomie. Il fallait pour cela que la reproduction technique et la distribution soient incluses dans la conception des objets et que le public associé se mette soudain à bouger et à parler. Cet exode des artistes en dehors du système de l'art est aujourd'hui réprimé par des critiques d'art s'érigeant en législateurs (et recruteurs) des artistes. Ces critiques en effet, dotés d'une philosophie étriquée des formes, réduisent les artistes à l'état de fournisseurs dont les produits répondent à la demande du marché et des institutions culturelles. Mais les artistes ont su parfois excéder le contrôle des experts, mettant en œuvre leur autonomie en dehors des rives autorisées par les gardiens du temple.

Fahlström fait éclater l'ordre saint-simonien (« les artistes en tête, ensuite les savants, et les industriels seulement après les deux premières classes ») par la coopération d'acteurs autonomes du savoir, de l'art, de la production et de la distribution, de la réception critique aussi. D'abord, il a ouvert la création esthétique vers la création savante (et vice-versa) avec ses cartes et tableaux représentant des situations sociales, économiques et politiques. Ensuite il amorce une sortie du système féodal de l'art, en envisageant de produire et distribuer de façon autonome. « La peinture et la sculpture sont aujourd'hui des formes archaïques de l'art, en ce qu'elles dépendent de protecteurs féodaux achetant à des prix extravagants l'unicité. Il est temps de faire appel aux ressources de la technologie moderne pour obtenir une production de masse des œuvres d'art accessibles aux riches comme aux autres » (Fahlström, Take care of the World, 1966 **[NOTE 1]**). Enfin il envisage la création d'un « système de distribution alternatif autonome » et travaille avec différents mouvements politiques.

Sans doute Fahlström n'est-il pas arrivé au bout de son projet. En voyant ses travaux, on voit bien qu'il n'a pas réalisé ce qu'il voulait faire : il n'y a pas eu de production massive de ses images (qui sont restées la plupart du temps des prototypes) et les œuvres n'ont pas opéré la critique des moyens (industrialisés et rationalisés aujourd'hui) de l'expression. Le grouillement imaginaire et narratif de ses œuvres, échappé à toutes jambes de la censure disciplinaire de la culture d'avant 68, ne résiste plus aujourd'hui à la normalisation forcenée de l'inconscient lui-même, à l'industrialisation des désirs et des affects, à la consommation massive d'êtres fictifs qui a été mise en place depuis les années 70. Le point de jonction entre art, connaissance, pratiques et luttes, production et distribution, autrement dit le projet d'université populaire ou de parlement (moment d'élaboration collective des récits, des représentations et des règles communes) contenu implicitement dans sa démarche, n'a pas trouvé de forme aboutie et durable. Il n'y a pas eu de montages techniques et politiques entre les différents acteurs de la symbolisation (de la conception à la réception). Et surtout, Fahlström maintient la catégorie « artiste », alors même que son projet brise le corporatisme des producteurs de symboles.

Invention de communaux

Imaginons un Fahlström qui serait sorti du XIXe siècle et de ses postures romantiques. Imaginons la réalisation pratique de cette université populaire ou de ce parlement, à la croisée de l'esthétique et du cognitif, de la pratique et des luttes, de la production et de la distribution.

Il y aurait, par exemple, la question de la diffusion/distribution. Sorti des féodalités artisanales du système de l'art (avec ses châteaux institutionnels, ses barons privés et publics, ses artisans culturels obséquieux, son exploitation des subjectivités, sa critique intégrée), la production symbolique autonome se heurterait aux châteaux bien gardés de l'industrie culturelle. Lagardère - pour ne citer que lui - avec ses Payot, Fayard, Elle, Marie-Claire, Bourrelier, NMPP ou Relais H, ses Hatier, Bordas, Belin, Nathan, ses Europe 1, RFM, Canal Satellite et autre Club Internet (infime partie de l'empire de ce fabricant d'armes !), possède, outre la quasi-totalité des grands éditeurs en France, les machines de diffusion et distribution qui les font tourner. La tâche paraîtrait impossible : pour s'autonomiser de cette baronnie, il ne faudrait rien moins, pour un producteur collectif de symboles, qu'assembler des machines d'édition, de diffusion et de distribution. Des médias indépendants, des publics, des libraires. Des bombardes (syndicats) devraient aussi être créées pour s'opposer à la force des bombardes adverses ou protéger l'exode des machines autonomes.

Un tel agencement de machines d'édition, diffusion et distribution, avec la création de syndicats de protection/opposition aux féodalités culturelles serait, à part entière, une machine de resymbolisation. Ce serait un lieu de transmission sociale et de mutualisation d'expressions, de savoirs ou de compétences. Cette machine se différencierait de son ennemie féodale par sa façon de sentir, de coordonner ses forces et de produire du sens. Elle s'en différencierait aussi par son éthique, son esthétique voire son épistémologie.

En regardant autour de nous on voit quantité de machines autonomes de cette sorte. Tantôt elles sont très petites, tantôt plus complexes, plus articulées, donnant bon espoir que le double refus (de l'industrie culturelle et du système

de l'art) survive et croisse durablement. Nous avons rencontré une de ces machines, particulièrement intéressante, qui nous a invités à nous associer à elle. Souhaitant gagner en autonomie, notre groupe d'artistes est ainsi devenu membre de la coopérative de diffusion/distribution Co-errances.

Une telle coopérative est une des pièces essentielles d'un agencement autonome : cette pièce permet d'articuler des éditeurs, des revues, des réalisateurs et producteurs de films symbolisant chacun à sa manière, en dehors des féodalités culturelles. Elle articule également des libraires, des salles d'art & d'essai, et d'autres salles de projection autoproclamées, des associations. Pour fonctionner durablement, la coopérative Co-errances ne doit pas seulement assurer sa tâche (la diffusion). Elle doit aussi susciter ou créer des pièces complémentaires, essentielles à la vie et à la survie du système de machines autonomes.

Les sociétés de distribution appartiennent aux barons ? Créons un groupe d'intérêt économique de distribution indépendant. Les petits et moyens éditeurs ne valent rien et sont promis à la disparition ? Qu'à cela ne tienne, il faut créer un syndicat des petits et moyens éditeurs, très nombreux en France et très proches de ce qu'on pourrait qualifier de « créativité des multitudes ». Il faut organiser une rencontre de ces éditeurs avant le Salon du livre, monopolisé à 75% par le fabricant d'armes et d'infotainment Lagardère.

Les publics sont sous hypnose ? Les mutuelles de publics (il y en a 7 en cours de formation) permettent de sortir ces derniers du rôle passif, désocialisé et dépolitisé de consommateur culturel.

Les salles de cinéma indépendantes ayant une projection singulière sont en voie de disparition ? Non. Il existe quantité de salles de projection informelles qu'il faut soutenir en y participant, qui doivent se rencontrer pour prendre conscience de leur force.

Toutes ces machines n'ont pas le même plan de montage ni le même fonctionnement que les machines féodales. Elles refusent l'impératif du « dernier cri », la discrimination « in/out » : cette avant-garde consumériste est trop coûteuse et asservissante. La production autonome de symboles regarde à deux fois sur l'autonomie qu'une forme permet et le coût qu'elle impose à un producteur/récepteur : une machine-outil est plus autonome qu'une machine à commande numérique, comme on a pu le voir avec l'autogestion de Lip en France ou les entreprises autogérées d'Argentine. En ce sens, elle casse certaines machines qui, en se développant, détruisent (sans la déplacer ailleurs) l'autonomie. Elle récupère aussi des inventions mises au rebut pas l'avancée technique (semences non industrialisées, réactivation de brevets tombés dans le domaine public).

La production autonome de symboles requiert donc une écologie des machines. Mais elle requiert aussi une écologie de l'information. Car l'éjaculation permanente d'informations et d'avatars nouveaux fascine et obnubile le cerveau qui ne cesse d'appuyer sur la pédale. Dans le pire des cas, elle le désoriente tout à fait. Il y a donc un problème de vision, une question écologique propre aux sociétés de l'information. Cette écologie nécessite notamment de pouvoir situer la trajectoire et les points d'origine industrielle des informations et des figures du désir. Pourquoi elles sont produites en masse et par qui. Autrement dit, des cartes doivent permettre de se repérer, d'identifier les nuages d'informations industrialisées, les machines de guerre de l'information ou les tuyaux de déjection qui les émettent dans l'infosphère. Mais des disjoncteurs doivent aussi être créés pour permettre d'arrêter la marche de ces véritables rouleaux compresseurs psychiques (on pense ici aux retournements des avatars publicitaires par des collectifs anti-pubs ou à ces actions écologiques consistant à recouvrir de peinture noire tous les panneaux publicitaires d'une ville).

De telles cartes et de tels disjoncteurs ne suffisent pourtant pas. Ils ne sont pas à l'échelle. Les grandes entreprises et les grandes administrations publiques possèdent des organes de perception supplémentaires grâce à leurs mégamachines d'invention, de collecte, de raffinage, de synthèse, de transformation ou de destruction sélective des informations existantes. Ces mégamachines aident ces entreprises ou ces gouvernements à prendre des décisions. Elles permettent également de manipuler les représentations collectives en falsifiant la mémoire, en implantant de faux souvenirs ou de fausses informations, des rumeurs ou des pseudo-arguments (système Protagoras, etc). À côté de ces machines de guerre psychologiques, il existe d'autres machines de symbolisation créant du désir de soumission, des prisons narcissiques, de l'adhésion sénile, de la coercition par le biais des figures du désir. Il faut donc aussi penser des mégamachines qui renforcent l'autonomie.

Il y avait encore dans les années 60 le rêve de créer une société idéale et l'avant-garde artistique se prenait parfois pour son prophète. Fahlström rêvait d'un État-providence suédois postindustriel généralisé à la planète, d'un revenu garanti dans la société de contrôle : « logement, communications et nourritures de base sont censés être gratuits pour chacun, qu'il travaille ou non » (2070, notes pour une conférence d'utopie **[NOTE 2]**). L'accès généralisé aux produits de consommation dans les démocraties athéniennes d'Europe du Nord et des Etats-Unis, et l'anticipation d'un rétrécissement des ressources allait refroidir l'utopie de l'abondance : il n'y aurait sans doute pas de classe moyenne généralisée. Et encore moins sortie du salariat et libre de ne pas travailler.

La réflexion sur ces modèles possibles de la société planétaire a été développée par différents artistes dans les années 60. Il y a eu le fameux jeu du monde de Buckminster Füller (World Game **[NOTE 3]**) qui permettait, en mélangeant de façon pondérée différents flux d'information, de réfléchir sur les devenirs possibles de la planète, de régions particulières ou de pays. Ces devenirs possibles auraient pris la forme approximative suivante : « Sachant que la région x a un taux de croissance démographique y pour une production agricole z, avec un développement du réseau routier de h kilomètres par an, quel sont les montants d'importations agricoles nécessaires, les impacts écologiques, etc ? » La multiplication des paramètres affinait la qualité des questions qu'on pouvait poser à la machine universelle de symbolisation. Mais cette machine avait l'inconvénient de ses avantages, à savoir ses a priori quantitatifs. Une telle machine de symbolisation, libérée de sa magie (son côté « boule de cristal » dont on sait quels effets peuvent être tirés par les technocrates), mettrait en œuvre pourtant un processus de resymbolisation critique (en visualisant des pouvoirs, des capacités de production, des consommations et leurs effets) et de resymbolisation positive, renforçant de l'autonomie et de la coopération en rendant visibles et manipulables les règles du jeu productif.

Cartographier des lignes de production

Nous avons réalisé et continuons de réaliser de façon artisanale, des cartes de données sur les structures du capitalisme, la concentration des médias, l'industrie carcérale, les nouvelles technologies militaires, etc. (cartes en ligne sur www.

universite-tangente.fr.st). À travers ces cartes, nous cherchons à produire un diagnostic sur le présent en nous appuyant non sur une dénonciation de la soi-disant « dictature des marchés financiers » ou « dictature ultralibérale », mais sur une analyse de l'oligarchie et des oligopoles qui, à travers de petites décisions dans des points dominants et par délégations de responsabilités successives dans l'ensemble des organisations qu'ils contrôlent, mettent en œuvre des stratégies et font avancer des objectifs à l'échelle d'un pays, d'une région et de la planète.

Les insuffisances de notre approche artisanale de l'information et la rencontre avec des cerveaux amicaux nous a poussé à nous associer à eux pour créer un générateur de cartes. Le générateur est (sera) une machine permettant à chacun de générer les cartes dont il a besoin dans ses actions, en entrant des données à propos de l'entreprise ou de l'administration dans laquelle il travaille ou sur laquelle il a trouvé des informations. L'accumulation et la coordination de toutes les informations devrait permettre progressivement de visualiser les immenses lignes de production raccordant - par exemple - des lieux d'extraction de matières premières, des lieux de transformation de produits pétroliers, des lieux de montage de composants électroniques, des lieux de conception de design industriel ou de logiciel, etc. contribuant à la conception/production/distribution/utilisation d'un ordinateur. Le générateur de cartes permettrait de nommer et d'identifier simultanément la répartition spatiale de tous les acteurs d'une ligne de production et, en même temps, les arbres de dépendance réglementaire et propriétaire qui les contrôlent. Il permettrait enfin d'embrasser la communauté des lignes de production d'un domaine d'activité donné. Il dessinerait le « plan de montage » technique, social et politique qui assemble les producteurs entre eux, en même temps que les composants d'un produit. Il ouvrirait à ce double usage possible : repérer les endroits où des coupures peuvent être effectuées dans les réseaux et esquisser le plan de montage potentiel entre des producteurs divers et disséminés. Il dessinerait la souveraineté possible d'une ligne de production, qui regrouperait solidairement, assemblerait et coordonnerait de palier en palier des singularités éparses, de la conception à l'usage. Il constituerait donc la « république » qui existe à l'état latent dans la ligne de production raccordant extraction de cobalt au Zaïre, fabrication de plastiques au Koweit, montage de composants électroniques en Corée, conception de systèmes d'exploitation en Californie, conception de logiciels en Inde, suivi logistique en Hollande, conception de publicité en Suisse, construction d'informations en Angleterre, public de consommateurs en France... autonomie et coopération dans la production de software et esclavage dans la production de hardware.

Un tel générateur pourrait également servir de support à une multiplication irreprésentable de liens ou de coopérations sociales et politiques enserrant la charpente du pouvoir mondial, en travaillant les jointures et les maillons faibles, en métamorphosant les procédures de régulation. Le monde est en effet fini, quoique immense. Et c'est en partant de cette finitude qu'un individu peut prendre connaissance et transformer tout ce qu'il côtoie comme forces d'exploitation et de coercition, s'associant de proche en proche aux autres individus liés eux-mêmes par une classe mondiale dont le pouvoir ne perdure qu'à rester caché ou à se présenter comme inexorable, naturel et nécessaire. En saisissant le grand appareil, un tel générateur de cartes pourrait servir à nourrir une conscience des multitudes, à renforcer ses techniques de capture et ses styles d'exode face à une très réelle et très efficace conscience de classe de la Haute (bourgeoisie et aristocratie) dans son accumulation quotidienne de capital économique, social, symbolique et culturel.

Une resymbolisation à la jonction des composants d'un produit suppose la perte de sens des luttes nationales ayant pour horizon la protection de l'État. La souveraineté de ces luttes est une souveraineté de ligne de production, regroupant toutes ensemble, dans un même processus, des singularités éparses assemblées et coordonnées. Comme pour l'agencement de machines d'édition, diffusion et distribution autonomes, l'enjeu est ici dans la réappropriation des lignes et dans l'association des publics. Une ligne de production est d'emblée très hétérogène et multilinguistique. Elle n'a pas de frontière, bien qu'elle ait des limites relatives. Elle constitue une république d'individus, autrement dit une république non territoriale, qui se construit aujourd'hui face à la perspective - se confirmant de jour en jour, au fur et à mesure de la mise en application de l'AGCS (Accord Général sur le Commerce et les Services de l'OMC) - d'une privatisation de ce qui relève pour quelque temps encore du monopole de l'État (la justice, l'école, le territoire, la police, l'armée). La carte peut servir ici à décrire en creux ces « républiques » potentielles de production mondialisée.

Au XIXe siècle on imagina la pieuvre (pour figurer le pouvoir des firmes transnationales), le vampire, le porc/le gros (le gros porc capitaliste), la pyramide, l'homme à chapeau (dans sa différence avec l'homme à casquette). Dans les années 60, Fahlström imagina des monades obsessionnelles (bite-à-jambes ou argent-à-jambes qui galopent en permanence dans l'obligation d'être toujours en mouvement), des mains (mains sans corps du pouvoir qui se serrent les unes les autres, qui déplacent des signes ou des biens, qui s'accrochent, qui tapent ou qui attrapent), un système hydraulique des sécrétions capitalistes (flux d'argent, flux d'information, flux de matières premières). L'autorité politique s'est longtemps construite sur des symboles permettant de ressouder les communautés politiques : il y a eu les drapeaux, les poings levés, les chants. Ces symboles symétriques aux symboles dominants (le drapeau national, la main qui jure, l'hymne patriotique) ont été éventrés par l'histoire et appartiennent au passé.

En envisageant une ligne de production comme république, chaque objet devient drapeau, agencement social et politique mondial, autrement dit symbole. Mais ce symbole a besoin d'être resymbolisé, son sens doit être extrait, les rapports de production doivent y être visibles. C'est alors que le moindre catalogue de supermarché apparaîtra pour ce qu'il est : un atlas social mondial, un atlas de luttes et d'exodes possibles, une machine de recomposition politique planétaire.

publié dans
Multitudes 15 : Hiver 2004

NOTE 1 - "Take Care of the World," in Oyvind Fahlström : Another Space for Painting, exhib. cat., MACBA, BARCELONA, 2000, p. 196.

NOTE 2 - "2070, notes pour une conférence d'utopie,"Oyvind Fahlström, exhib. cat., CENTRE GEORGE POMPIDOU, PARIS, 1980, pp. 50-53.

NOTE 3 - Pour de plus amples informations sur ce jeu de stratégie coopérative, délibérément conçu comme le contraire écologique des jeux militaires, voir Buckminster Fuller, The World Game : Integrative Resource Planning Tool (1971), disponible sur www.bfi.org/worlddesign/WG1_Title.pdf

VERS DES TERRES FRANCHES
(2008-...)

INTERVIEW AVEC LES COMMISSAIRES ANONYMES

texte des pages 169 et 170

Les commissaires anonymes (TàT) : Vous avez fréquenté la ferme de la Mhotte régulièrement pendant plusieurs années puis vous avez fait le choix de venir vous y installer pour y travailler. Avec le recul des quelques années écoulées, considérez-vous ce départ vers l'Allier comme étant dans la continuité de votre travail ou comme une rupture vers une nouvelle mise en forme de vos idées ?

Bureau d'études (B. É) : Il y a eu plusieurs étapes. Nous avons tout d'abord identifié le travail artistique comme une chaîne de production et réception, une sorte de cycle ouvert. Considérant qu'un travail artistique n'est pas une œuvre accrochée quelque part mais un processus de production qui doit intégrer toutes les phases d'un travail artistique depuis la conception, la production, la diffusion jusqu'à la réception, nous avons créé et activé un lieu avec d'autres artistes à Strasbourg, Le Syndicat potentiel. Nous voulions faire de cet espace une « forme de vie » et concerner différents types de public, que le lieu se distingue des structures marchandes ou institutionnelles. Une autre étape est apparue avec notre travail de cartographie qui s'est développé de la représentation vers ce que nous avons appelé la « cartographie en actes ». On peut considérer qu'il y a la cartographie de représentation qui est une sorte de tableau et puis il y a une autre forme de cartographie qui est une mise en mouvement à l'échelle 1:1, une sorte d'organisation. Cette carte-ci devient un territoire agissant et conscient de lui-même, un mode d'activation, la mise en forme d'un territoire ou d'une collectivité. Ce passage de la cartographie-représentation à la cartographie en acte c'est clairement posée lors d'une recherche de trois années sur la relation de l'État français au vivant : une série de cartes représentaient la structure du système de production agro-alimentaire en France, depuis les nœuds gouvernementaux, français et internationaux jusqu'aux résidus et déchets qui se trouvent dans les champs. Un problème de positionnement est apparu : pour qui faire une telle carte et qui servira-t-elle ? La carte se voulait pseudo objective, une vue zénithale ou synoptique, ce qui nous semblait figurer l'abstraction du "regard" de l' État. Il s'est vite avéré que la carte sur l'agroalimentaire et l'état français pouvait être récupérée comme une belle image de son fonctionnement, un outil pour se parfaire, en toute abstraction. Nous en avons pris conscience quand nous l'avons présentée à l'ancien président de la chambre d'agriculture de Bretagne et qu'il nous a répondu que cette carte pourrait l'aider à vendre le système d'agriculture français dans les pays du Maghreb ! Le problème majeur résidait dans le fait qu'elle omettait la représentation des acteurs du territoire et de leur autonomie de consommateurs, par exemple. Nous avons donc fait une seconde carte-représentation qui tendait alors déjà vers une cartographie en acte : la carte s'est intitulée "économie du moi". Elle tente de montrer où sommes-nous et comment regardons-nous le système à partir d'où nous sommes ? Trouver son point de vue, marquer une sorte de point de gravité, à partir duquel les réseaux sont compris. C'est un travail de cartographie à partir de soi, à partir des individus pour voir comment chacun peut prendre position à travers son mode de vie et ses choix de consommation.

Quand nous sommes arrivés dans l'Allier, l'idée n'était plus alors de partir de soi, mais de partir d'un lieu. C'était une nouvelle étape. Nous sommes passé de la représentation à l'action sur le territoire. Ce lieu ne pouvait pas être en ville parce qu'il nous semble impossible de créer une forme de vie en ville, d'avoir la lenteur pour cela. La ville tend à se rapprocher de la simulation. Ensuite, nous voulions sortir de la condition d' « artiste-VRP», qui se conjugue par une mobilité permanente dans le complexe international de production et diffusion culturelle. Artiste, c'est un statut social et existentiel un peu bizarre : on est prêt, on tourne dans le système, un peu comme les ouvriers au XIXe siècle qui allaient là où ils trouvaient des chantiers, vendre leur force de travail. On trouvait que cette circulation ressemblait à celle de l'hypermarché : on était tout à fait remplaçables, si ce n'était pas nous, c'était un autre. A un moment donné, on a voulu sortir de ça, non pas tout refuser mais ne pas opter uniquement pour ce mode de travail. Nous avons choisi à ce moment-là de commencer un projet local, qui nous permettait aussi de nous émanciper de cette condition d'artiste-VRP dans l'industrie culturelle

Quelle culture est encore possible à l'époque de la bombe atomique, de l'ingénierie des émotions, des organismes bio-synthétiques, de l'exploitation minière des planètes du système solaire ?
Quelle culture est possible qui ne soit pas un simple ornement, une marchandise, un secteur industriel intégré dans l'immense organisation du capitalisme mondial ou encore, un anti-dépresseur nous permettant d'occulter le gouffre dans lequel nous sommes plongés ?
Y-a t'il seulement une culture qui puisse imaginer un avenir humain autre que celui instauré par les grandes puissances nucléaires en pensant aux quelques 20 000 hiroshimas qui se sont déversés dans l'atmosphère terrestre depuis 1945, au gré d'essais et expérimentations ?
Cette culture, si elle existe, ne peut plus passer par la seule contemplation d'un tableau, d'un film ou d'une musique.
Elle ne peut plus séparer la condition humaine de la condition des autres vivants soumis, comme nous, aux mêmes pollutions et solidaires dans la poursuite de l'aventure terrestre.
Cette culture passe par les choix de vie que nous faisons chacun, par des formes de vie qui peuvent se manifester dans l'agriculture, la cuisine, la construction, l'action publique locale, l'organisation des transports, l'organisation et le suivi du fonctionnement d'une monnaie locale, le fonctionnement d'un magasin, l'organisation de rites, l'organisation des revenus et de la subsistance, l'organisation collective de la sécurité physique et sociale…

des arts. Cette localisation n'avait rien de nostalgique parce qu'il n'y a pas le monde et le local, mais plutôt la localité est un point de mondialité. Les grands centres ne sont pas des localités plus pertinentes, plus essentielles ou il serait plus évident de répondre à la question : comment les décisions que l'on prend en un lieu peuvent-elles modeler le monde ?

TàT: En quoi la campagne a été plus à même d'accueillir ce projet ? Percevez-vous une opposition entre la ruralité et l'urbanité ?

B.É: Les termes « ville » et « campagne » ne sont pas adéquats mais disons que ces deux « milieux » sont différents. La première différence, c'est qu'il y a ici une vie sociale extrêmement dense. On est en contact avec au maximum deux cents personnes mais on les croise tout le temps et se développe entre nous une vie sociale permanente. En ville, on rencontre très peu de personne et c'est plus anonyme. Beaucoup de gens trouvent que c'est bien de rester chez soi, d'avoir une vie sociale par les réseaux, les machines : non frontale. Mais ici, il y a des interactions de l'ordre du contact humain. En ville, tu croises beaucoup de monde. Au supermarché, par exemple, tu es avec des gens, tu vois des humains mais tu ne leur parles pas. Ce sont des relations tout à fait abstraites. Ici ce sont des rapports très concrets : on va à la Poste, on connaît la personne, on lui parle. L'autre existe vraiment en tant que personne, en tant que soi. Y compris dans le cadre de fonctions plus importantes comme le maire… Tout est aussi réel.

Ensuite, une seconde différence très importante : le champ perceptif et sensitif. L'espace rural est un environnement multi-espèces (humains, animaux, végétaux, insectes, terre, etc...) et ça change tout, y compris dans la relation avec les humains. Nous sommes en interaction constante avec une pluralité d'être vivants, ce qui est très limité dans les espaces urbains. Cela a des effets notables, en grande partie inconscients, sur nos relations entre hommes et sur notre manière de penser au quotidien.

Le troisième aspect touche les idées de Leroi-Gourhan(1). L'apprentissage, le rapport au monde passent en majorité par des choses concrètes de l'ordre de l'acte : l'expérience du corps, des mains en particulier et pas seulement du cerveau. Ne serait-ce que se chauffer ici c'est très conscient alors qu'à Paris ça ne l'est pas. Couper du bois, alimenter le poêle… Les saisons aussi, on les ressent vraiment. Ce n'est pas la « vie presse bouton » : il y a une certaine conscience qui va avec chaque geste. On peut donc interagir avec ces choses, alors que dans l'espace urbain, tu es là en tant que consommateur. Et aujourd'hui, en réalité, il est devenu très difficile d'agir sur les choses parce que le maillage est très complexe et tendu. Et la ville accentue ce phénomène. L'action y a malheureusement pris un caractère essentiellement symbolique, il est donc bien plus difficile de comprendre pourquoi on fait telle ou telle action. On peut avoir un sentiment de dépossession du réel.

Avec des lieux comme la Mhotte, la capacité d'activation commence bien plus bas, elle est beaucoup plus accessible. On peut entreprendre beaucoup plus vite et s'autonomiser. Rien qu'au niveau alimentaire, il y a une autosuffisance assez rapide. Bon, là où nous étions à Montreuil, les jardins partagés se développent. Pour le moment c'est plutôt une dynamique sociale mais il faut voir comment ça se développera dans le futur. Dans les villes, il reste quelque chose qui n'est pas résolu car une ville, au bout de deux semaines sans approvisionnement, meurt. Et cette dépendance crée une peur implicite surtout en période de précarité croissante. Les gens sentent bien qu'ils aspirent des forces plus qu'ils n'en redistribuent. C'est une logique de concentration alors que quand nous abordons la question de la localité, c'est à l'opposé : une logique de distribution. Nous cherchons un équilibre où la mondialité est distribuée, produite partout avec différentes variations et flux de diffusion.

TàT: Vous travaillez sur la notion de « localité », que signifie-t-elle? La ferme de la Mhotte, les trois domaines alentours, le Bourbonnais, la région de l'Allier… Avec quels types de relations et à quelle échelle une localité fonctionne-t-elle ?

B.É: Le fait que l'industrie telle qu'elle a été pensée par la mondialisation soit aujourd'hui majoritairement a-locale – tout est mobile, peut être déplacé et reproduit ailleurs – a produit des espaces sans référence dans lesquels la localité n'est plus visible. On ne sait plus d'où viennent les choses, on croit que tout peut être partout mais c'est faux. Toute réalité, y compris industrielle, est éminemment locale. Le système du modèle et de la copie a été très utilisé dans les dynamiques urbaines, dans les procédés de construction par exemple, avec les logiques d'Etat de développement des standards. Ces modèles se sont développés dans des centres et on voit comment ces centres - qui sont des localités - contrôlent les périphéries - qui sont d'autres localités. C'est assez important de comprendre ces logiques-là pour voir en quoi se localiser, c'est aussi essayer de déplacer la relation entre les territoires et de sortir du schéma de localités dites "périphériques" soumises à des localités dites "centrales". Penser les relations spatiales autrement.

La culture des communs

TàT: Vous défendez que « la culture n'est pas une forme de spectacle mais une forme de vie » et parlez alors d'une « culture des communs », qu'entendez-vous par ce terme ? A quels outils concrets donne-t-elle naissance ?

B.É: Quand un point de conflit apparaît, que quelque chose s'élabore à partir de cette situation conflictuelle, c'est déjà le commun. Alors il y a un niveau très basique : comment fonctionne-t-on ensemble ? Qu'est-ce que c'est qu'une organisation d'usagers ? Si on sort de la vision qui oppose une direction et un exécutif et qu'il y a un partage de responsabilités, c'est une première culture de communs. Et très concrètement, ça veut dire qu'il faut accepter les pathologies réciproques et qu'on doit être en mesure de les faire évoluer. Ce n'est pas simple mais il y a un processus d'apprentissage mutuel. Il n'y a pas qu'une culture des communs instituée mais des processus de construction et de reconstruction continus. Après, ça se décline avec le déroulement des réunions et puis ça touche la vie quotidienne pour qu'il y ait des solidarités entre les activités – production alimentaire et repas communs par exemple : comment on passe de l'un à l'autre ? Le partage et la mutualisation de compétences : avec les chevaux, entre le travail du centre équestre et la traction animale dans le maraîchage.

Un autre terrain sur lequel nous travaillons en ce moment est la monnaie locale. La monnaie est un réseau social basé sur la confiance dans un médium de valeur. Elle peut être un outil très important pour le développement d'une culture des communs. Quand on utilise l'euro, les référents de richesse sont mondialisés. Les spéculations se passent à Tokyo, à New-York, etc. S'il y a une monnaie locale, le référent de richesse se trouve au niveau local. On ne dit pas qu'il faut se couper des autres monnaies mais seulement qu'il faut utiliser plusieurs monnaies : une monnaie locale et des monnaies mondiales. Avec la monnaie locale, la richesse locale peut se libérer

partiellement des règles de l'économie mondiale, de l'inflation fabriquée par la Banque centrale européenne, etc. Un tel système de double monnaie existait de manière assez généralisée au Moyen-Age jusqu'au VXIe – XVIIe siècles puis il a y eu une volonté de l'Etat de les supprimer et d'imposer le pouvoir régalien pour collecter plus facilement les impôts sur les richesses locales. Mais cela a considérablement appauvri les localités parce que le volume de richesse en circulation au niveau local a diminué en s'adossant à une monnaie nationale. La richesse des campagnes est ainsi venue s'amasser dans les villes et le discours qui a accompagné cela a été celui du progrès : « le futur se passe dans les villes… ». Le développement des monnaies locales, de même que le développement d'une culture locale demande, en fait, tout un travail de déconstruction de l'idéologie moderniste.

TàT: Revenons sur la création du fonds de dotation « Terres franches », un fonds qui veut sortir la terre et le bâti de la propriété. En quoi cela participe-t'il d'une initiative culturelle ?

B.É: La propriété est une forme culturelle. Elle créé une différence entre les propriétaires et les locataires : l'un a l'ascendant sur l'autre dans une relation de pouvoir. Ces relations cassent le commun. Depuis l'amorce d'une sortie de la propriété sur la Ferme de La Mhotte (les parts détenues par différentes personnes dans la société propriétaire de la Ferme de La Mhotte ont commencé à être donné au fonds de dotation Terres franches), le commun et le social ont été vitalisé. Une certaine logique du système consiste à vouloir que tout le monde soit petit propriétaire le temps d'une vie. Nous cherchons une logique alternative à celle de la propriété. Nous partons grosso modo, d'une séparation entre rapport de propriété et rapport d'usage, les usagers étant co-gérant, ensemble, de leurs usages. Il n'y a pas de spéculation foncière, pas de revente possible de la Ferme. Et cela change complètement la relation à l'investissement et au futur.

(extrait d'entretien avec Les commissaires anonymes (Cécile Roche Boutin et Mathilde Sauzet), un bureau de recherche sur la création contemporaine et la médiation artistique

LA SOLIDARITÉ DES ÊTRES VIVANTS DANS LA PLANÈTE USINE (2009)

texte de la page 172

La campagne est un certain genre de ville qui, plutôt que d'être composé majoritairement d'organismes humains, module une multiplicité de villages ou quartiers entrecroisant une grande diversité d'espèces animales et végétales, des organismes environnementaux comme des rivières ou des forêts et des complexes techniques comme des routes, des voies ferrées, des réseaux électriques ou téléphoniques. La ville rurale (la campagne, comme on l'appelle généralement) est donc une ville jouissant d'une plus grande richesse sociale et politique que la ville dite "humaine". Elle est structurée par des seuils, des passages, des murs vivants composés d'arbres ou de buissons qui forment tout à la fois des barrières de protection (contre le vent, la circulation des virus, etc.) et des niches de protection (pour les oiseaux, les insectes,…). Ainsi, elle met en oeuvre un certain genre de politique donnant naissance à ce qu'on pourrait appeler la république du vivant.

Dans une telle république, l'égalité sociale et politique n'est pas basée sur le principe d'équivalence et de la reproduction à l'identique caractérisant l'agriculture industrielle. La république du vivant c'est "chacun selon ses capacités", autrement dit, c'est l'entretien d'une coexistence sociale et politique des espèces. Les Grecs avaient un mot pour cela : ils appelaient le principe d'une telle République, l'isogonie, l'égalité dans l'origine. L'isogonie est l'égalité de tous les frères nés d'une même mere [la Terre], l'égalité d'origine établie par la nature, bref, la communauté générale d'intérêts parmi toutes les classes d'êtres organiques coexistant sur un territoire.

La mise en oeuvre d'une telle république du vivant suppose également l'isonomie (égalité devant la loi) et l'iségorie (principe de l'agora ou l'on peut participer à la gestion de la cité). Ces trois principes forment ensemble un habitat, une maison commune aux êtres vivants qu'on pourrait appeler la communauté de la biosphère. Et une doctrine commune : le communisme biosphérique.

Cette communauté de la biosphère nous apprend qu'on n'est pas humain tout seul. Nous avons l'air, l'eau, la lumière et la chaleur du soleil en partage avec tous les autres êtres constitutifs de la biosphère. Air, eau, lumière et chaleur forment pour ainsi dire, l'économie commune aux êtres vivants. Nos organes ont des filiations plus ou moins proches avec les végétaux et animaux : sans arbre, je ne peux respirer. Mes poumons sont liés au monde végétal à la façon dont un arbre fruitier est lié aux abeilles qui en transmettent le pollen et en assure la fructification. Ainsi, les êtres formant le monde que nous habitons sont constitutifs de notre humanité. Ils sont également – quoique ce pouvoir ne leur soit pas nécessairement reconnu - des membres actifs de nos sociétés et de notre vie politique.

Il faudrait ici imaginer une politique, une économie, une culture commune aux humains et aux non humains. Une telle vie sociale a existé sous de multiples formes en dehors de la modernité occidentale. C'est pourquoi une ruche, une vache, une forêt, une source, un rocher pouvaient être célébrés et respéctés à l'égal de leurs voisins humains. L'entrée dans la modernité s'est traduite cependant par une abrogation de cette politique, une négation de ce droit, de cette vie sociale et culturelle commune aux êtres humains et non humains. Et, avec cette négation, cette exclusion des êtres non humains de la vie sociale et culturelle, cette dernière s'est ratatinée, produisant une affinité énigmatique entre la modernisation et la désertification…

Par malheur, les révolutions qui ont traversées et constituées la modernité ont maintenues une stricte séparation entre les êtres humains et les êtres non humains, entre le travail de la conscience et le travail de la vie. Pourtant, es animaux, les végétaux ont longtemps été soumis au même régime d'exploitation forcée et de mise en esclavage que les humains. Et ce régime aurait pu fonder en un même front politique et social les prolétariats humains, animaux et végétaux. Les luttes de libération, d'émancipation et de décolonisation auraient dû concerner solidairement les peuples humains et non humains attachés les uns aux autres en une même politique du vivant. Il n'en a pas été ainsi. Mais cette solidarité manquée au XIXe et au XXe siècle ne pourrait-elle pas se produire enfin, au XXIe siècle ?

Poser d'une façon renouvelée une relation politique, économique, culturelle entre les êtres de chair et d'esprit requiert d'ouvrir la reconnaissance sociale, la vie culturelle et la représentation politique au-delà des êtres humains et de leurs intérêts.

L'ESPRIT DU RÉEMPLOI (2014)

texte de la page 173

Les objets que nous jetons finissent, comme les corps humains usagés, enfouis ou incinérés. À la différence des humains, on ne met pas de nom dessus. On les enterre en masse dans des fosses communes.

Mais les objets jetés, quoiqu'on en dise, ne disparaissent pas complètement. Ils peuvent faire retour, comme les zombies qui sortent des tombes pour dévorer les vivants : ce retour des objets morts se produit par la pollution des eaux et de l'air qui transportent les restes des objets que nous avons jetés et pénètrent dans nos poumons et dans notre sang… La Terre n'a pas de tuyau d'échappement et tout ce qui s'y passe fait retour, un jour ou l'autre. Il n'y a aucune cheminée par lesquels les choses dont nous ne voulons plus pourraient disparaître dans le cosmos sans laisser de trace. C'est pourquoi, même détruites, incinérées, cachées, enfouies, les choses que nous avons produites, consommées, participent encore à notre vie à tous. Ils forment notre sol, l'air que nous respirons, les mers dans lesquelles nous nous baignons. Nous les mangeons, nous les buvons.

Les organismes qui meurent et s'accumulent forment un humus qui peuvent nourrir les plantes et les êtres que nous mangeons. Il n'en va pas de même des armoires, des voitures, des téléphones que nous jetons. Si nous ne voulons pas manger ces objets, les matières dont ils sont composés parce qu'ils nous rendraient malades, que pouvons nous en faire ? Nous pouvons les réutiliser ou les recycler. Réutiliser les objets morts c'est, comme on dit, leur donner une seconde vie. Bref, les sauver de la mort, de l'oubli, de l'indifférence, les réintégrer à notre monde. C'est également les sortir des sols où ils se dégradent et viennent empoisonner les terres, les eaux et les airs. Bref, c'est tenter, autant que possible, de retourner le mal en bien…

Ainsi, les morts participent à leur manière à la vie commune. Nous prenons conscience de leur présence et nous refusons les industries basées sur l'extermination en masse des objets et des êtres.

LE VÉGÉTAL HUMAIN (2006)

texte de la page 173

Si on en croît les interprétations des déchets du passé, l'homme descendrait du singe et, avant le singe du reptile qui peut ainsi être considéré comme notre plus ancien ancêtre. Lorsqu'on voit les grands dessins de l'évolution dans les manuels scolaires, une ligne fourche en de multiples branches connectant les uns aux autres les différents animaux ayant peuplé ou peuplant aujourd'hui la planète. On voit d'abord nos plus proches ancêtres Cro-magnon et nous retrouvons dans les savanes leurs descendants - chimpanzés, bonobos - ayant refusé de devenir humain et de se soumettre au langage.

Nous n'avons jamais vu pourtant, dans ce grand écheveau de lignes, des embranchements nous connectant, dans le plus lointain passé aux plantes. Comme si les plantes nous étaient radicalement étrangères, beaucoup plus étrangères que ne le seraient les microbes, les insectes ou les mollusques. Insectes et mollusques portent leur squelette à l'extérieur. Ils ont ce qu'on appelle un exosquelette, contenant à l'intérieur comme dans une boîte, une chair qui autrement s'écoulerait par terre comme une flaque d'eau épaisse. Par un retournement prodigieux, les vertébrés portent leur squelette au cœur de leur chair: ils ont intériorisé leur carapace.

Les vertébrés sont cependant le produit d'un autre retournement par lequel les branchages et racines que les arbres portent à l'extérieur d'eux-mêmes, dans les airs et dans la terre, se sont intériorisés, formant les poumons, les viscères, ou encore les organes sexuels. Par ce mouvement, le mode d'alimentation s'est également inversé : on sait que les vertébrés aspirent l'oxygène que les plantes expirent tandis qu'ils expirent le gaz carbonique que les plantes inspirent.

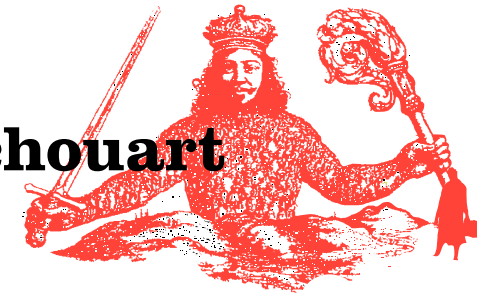
Le retournement de l'activié des racines a invité l'espace extérieur à l'intérieur de l'organisme en créant un canal, ce complexe appareil d'alimentation constitué par la bouche, l'estomac, les intestins. Au tuyau de la colonne vertébrale - structure fondamentale du squelette, s'est ainsi adjoint un tuyau alimentaire, le tout enveloppé dans un sac assurant la cohérence de l'ensemble.

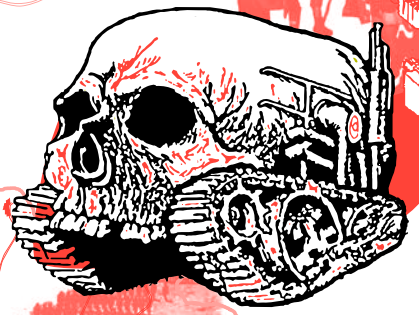
De ce tronc fondamental sans racines ni feuillage, de nouvelles branches ont poussé, lui permettant bientôt de se mouvoir sur la Terre, d'entrer en relation avec ce qui l'entoure et de se projeter dans l'azur comme une plante arrachée.

Dans la colonne vertébrale, certaines vertèbres se sont mises à pousser et à se recourber formant ainsi une cavité de côtes protégeant les poumons et le tuyau alimentaire. Certaines de ces côtes se sont lancées dans les airs et, s'articulant, se sont métamorphosées en bras et en jambes, en mains et en pieds. D'autres vertèbres aux extrémités de la colonne vertébrale se sont agrégées les unes avec les autres pour former un bouton ou une fleur - lointain souvenir de ce mouvement par lequel la plante lance dans le ciel son pistil à la rencontre du soleil. Ce bulbe percé de trous est la face animale, qui habille la boîte obscure ou loge le cerveau. L'enroulement cervical, solitaire et immobile dans sa cavité presque close, n'a jamais de contact direct avec le monde extérieur. Il n'est pas un pays pour une société animale et végétale - flores et faunes qui par dizaines de millions peuplent l'enroulement intestinal. Il n'est pas une route, un lieu de passage, il n'est pas un pli du dehors comme ce cerveau ventral dont il est l'antipode. Parce qu'il est enfermé, le cerveau vertébral a besoin de s'ouvrir à l'extérieur et d'essaimer.

À l'autre extrémité, la colonne vertébrale s'est lancée aussi loin qu'elle l'a pu, dans le secret désir, sans doute, de retrouver ses racines qui l'attachaient à la terre. Cela forma une queue, organe nostalgique s'il en est, que de nombreux mammifères arborent comme une œuvre d'art.

Micro-rebellions autour de Rochechouart (France)





SA□□ TE□ LE □ □MME□□E □LÉ□I□AL

La foule brise les portes de l'église pour □ie l'enterrement d'ouvrier noyé (dont la famille n'a pas les moyens de payer l'enterrement) puisse avoir lieu (5 janvier 1840, Arch. Dép. □aute-□iennes, Série □) □Comme□ curé refusait de procéder gratuitement à la sépulture d'un pauvre, la famille fait porter le corps dans l'église et l'y abandonne après avoir dépouillé des linges □uile recouvraient (Saint Junien, Rapport du procureur général 31 décembre 1849. Arch. Nat. BB30, 378) 200 personnes derrière un drapeau rouge sur le□uel est écrit Ni Dieu Ni Ma□er sifflent la procession de la □ête-Dieu chantant le canti□ue □Nous voulons Dieu□. Les révolutionnaires entonnent l'□nternationale et la Carmagnole (La Croix de Limoges, n 503, 20 juin 1903) □A sortir d'un meeting en l'honneur du mouvement ouvrier limogeois □ui a perdu l'un des siens (□ardelle) tué lors d'affrontements très violents avec l'armée, des anarchistes arrachent les grilles de l'□glise Notre Dame de saint Junien, décapitent une statue du Christ et atta□uent à coups de pierre la demeure du curé-doyen de Saint-Junien (L'abeille de Saint-Junien, 22 avril 1905)

FA□□I□UE□ DES □ FAU□ □ A□IE□S

De fausses cartes d'identité sont fabri□uées dans le Limousin (□eorges □uinguin, 1941).

□□ÉE□ DES DÉ□□TS D□A□MES

Jus□u'au 18e siècle les armes sont le privilège des nobles. En 1789, le Peuple renverse la tyrannie et libéralise la détention des armes. □Considérant □ue tout citoyen est soldat, □u'il n'existe pas de fusils en □uantité suffisante, mais des pi□ues peuvent y suppléer, l'Assemblée décide □l les municipalités sont tenues de faire fabri□uer sans aucun délai, au frais du □ésor Public, un nombre de pi□ues suffisant à tout citoyen. 2 sont exclus de la distribution les vagabonds□ (Bulletin des Lois du 1er Août 1792). L'□tat fran□ai interdit le port d'armes aux communistes et aux révolutionnaires (Circulaire du 12 octobre 1940). □La plus stupide erreur □ue nous pourrions commettre serait d'autoriser les races soumises à posséder des armes. L'histoire démontre □ue tous les con□uérants □uiont permis aux races soumises à porter les armes ont préparé de la sorte leur propre chute.□

ÉMEUTES DE LA FAIM

Des milliers de Limousins démunis se déplacent dans le Périgord. La ville de Périgueux s'oppose à l'entrée de ces étrangers. La ville est alors assiégée, 6000 mendiants forcent les portes. Les autorités prêtent enfin assistance, redoutant une guerre civile (1629). Des cadavres sont déterrés pour s'en nourrir (hiver 1661-62, Périgord et Limousin). La famine engendre des émeutes à Limoges (juillet 1709). Emeutes à Limoges contre la hausse du coût des vivres (Juillet/août 1773) Manifestation contre la hausse du prix du pain (Eymoutiers, 17 avril 1846, 1) Des individus réunis en bande au nombre de 25 ou 30, armés de bâtons et précédés d'un tambour, se sont fait

□□ □S□I□E□ □□ □T□E L□□□D□E S□□IAL

Plus de 30 000 individus sont jugés par des tribunaux et près d'une centaine exécutés parce □u'ils auraient commis des crimes sous l'apparence d'un loup-garou dans les campagnes fran□aises (□□ème et □□ème siècles). Dans le village de Roumagnat habitait une famille courant en loup-garou de père en fils dans les alentours de Rochechouart, de Biennat et au village de Lavalade, et faisant le Sabbat en compagnie de Satan à la croix de Blancharaux (croix mise en expiation du meurtre commis par un des vicomte de Rochechouart sur un de ses vilains). Une autre famille de loup-garou vivait dans le village de Basbodu. □illages des loup-garous □Roumagnat, Lavalade, Biennat, Basbodu.

□□ U□E□ LES A□ES

Une organisation autonome fait sauter le pont de Pilas sur □ienne entre Saillat et Chassenon (1 a□ut 1944).

SA□□ TE□

Un man□uvre, sabote la voie de chemin de fer de la compagnie P.□.-Midi. □l place des poteaux électri□ues troncs d'arbres, branches, planches pour arrêter le trafic ferroviaire (□enri Ducolombier, Rochechouart, 8 janvier 1938).

ÉMEUTES DE LA FAIM

Révolte contre la chèreté du grain et la rareté du pain (Rochechouart, décembre 1794). Agitation sociale contre la hausse du prix du pain (Rochechouart et à Saint Léonard, Décembre 1846)

□□ □S□I□E□ □□ □T□E L□□□D□E □LE□I□AL

Un homme d'□glise remet en □uestion le

SA□□ TE□

Une jeune personne atta□ue à la grenade un train (André Lachaise, Rochechouart, 18 et 19 juin 1944). Une organisation autonome sabote trois locomotives en gare de Rochechouart, juste avant le dép□t de marchandise (18 juillet 1944).

SE M□□UE□ DE L□A □UT□□□ITÉ

"vers □ heures du soir, plusieurs □eunes gens du groupe libertaire de saint □uien au nombre de vingt, rentraient en ville par le boulevard Louis □lancen chantant à tue-tête l'□□nternationale, la Carmagnole et autres chants révolutionnaires en y intercalant des paroles outrageantes pour les militaires de la gendarmerie □une patrouille de gendarmes à pieds les ayant engagés à être un peu moins bruyants □…□ils ont recommencé leurs chants rue de la Liberté, surtout un □de □ligadier □ontraud s'□étant approché de lui l'□invité à se taire et à circuler paisiblement□. Cet individu a alors protesté en disant: "□ligadier, c'□est une provocation que vous nous adressez, mais soyez tranquille, vous ne nous faites pas peur", et s'□éloignant de quelques pas, il s'□est penché un peu en avant, a relevé son veston et en nous montrant son derrière a levé la □ambe et a lâché un vent en disant : "Voilà pour la gendarmerie"□.(□□aint-□unien Rapport du □□ □uin □□□)□□,

S□A□ME□

Pillages d'armurerie (Limoges, 15 avril 1905). Une bombe éclate au domicile du directeur de l'usine □aviland, rue Cruveilhier (Limoges, 15 avril 1905). □meutes (17 avril 1905).

□EFUSE□ L□IM□□ T

□meute anti-fiscale dite □de la PANCAR□E□ (Limoges, 20 avril 1602). Soulèvement en Saintonge, dans le Limousin et le Poitou contre les imp□ts □nsurrection des Cro□uants en Angoumois. (1636)

A□□□TE□ L□ A □□□DU□TI□ □

□rèves à répétion pour l'augmentation des salaires et la diminution de la journée de travail (Limoges, Juillet-novembre 1830) □rève de 31 fabri□ues et 13 086 ouvriers (Limoges, 13 avril 1905).

□EFUSE□ DE SE□ □I□ LA □I□É□A□□□IE MILIT□ A□E

Début 1916, vingt mille soldats des armées tsaristes débar□uent à Marseille, La Pallice et Brest en provenance de □ladivostoc□ et Arhangel après un voyage de 30 000 □m sur les pa□uebots Latouche □ville et □imalaya. Après l'abdication forcée de

remettre par l'intimidation et la menace différentes denrées ou comestibles (Pensol,Rapport du Procureur général Allègre, 26 mars 1848, Arch. Nat. BB, 1462) Des manifestants s'opposent à la circulation des grains dans l'arrondissement de Saint Yirieix (Janvier 1843) Une manifestation de journaliers réclament la taxation du pain et pille la petite localité des Cars (13 janvier 1854)

DÉM□ □TE□ LES □□□TEA U□

"Les Représentants du peuple dans les départements de la Corrèze et la Haute-Vienne, considérant que les troubles excités par l'aristocratie expirante et le fanatisme aux abois n'avaient d'autre but que de rétablir l'ancien régime, les dixmes, les rentes, les corvées et qu'il est essentiel de détruire les anciens châteaux qui dans ces circonstances deviendraient autant de repères pour ces scélérats sans cependant que sous ce prétexte les bâtiments nécessaires à l'agriculture puissent être détruits ni dégradés, arrêtent ce qui suit :

□□ Les propriétaires des ci-devant châteaux-forts dans les départements de la Corrèze et de la Haute-Vienne seront tenus de les faire détruire dans le courant de la seconde décade du mois de Nivôse (…) ;

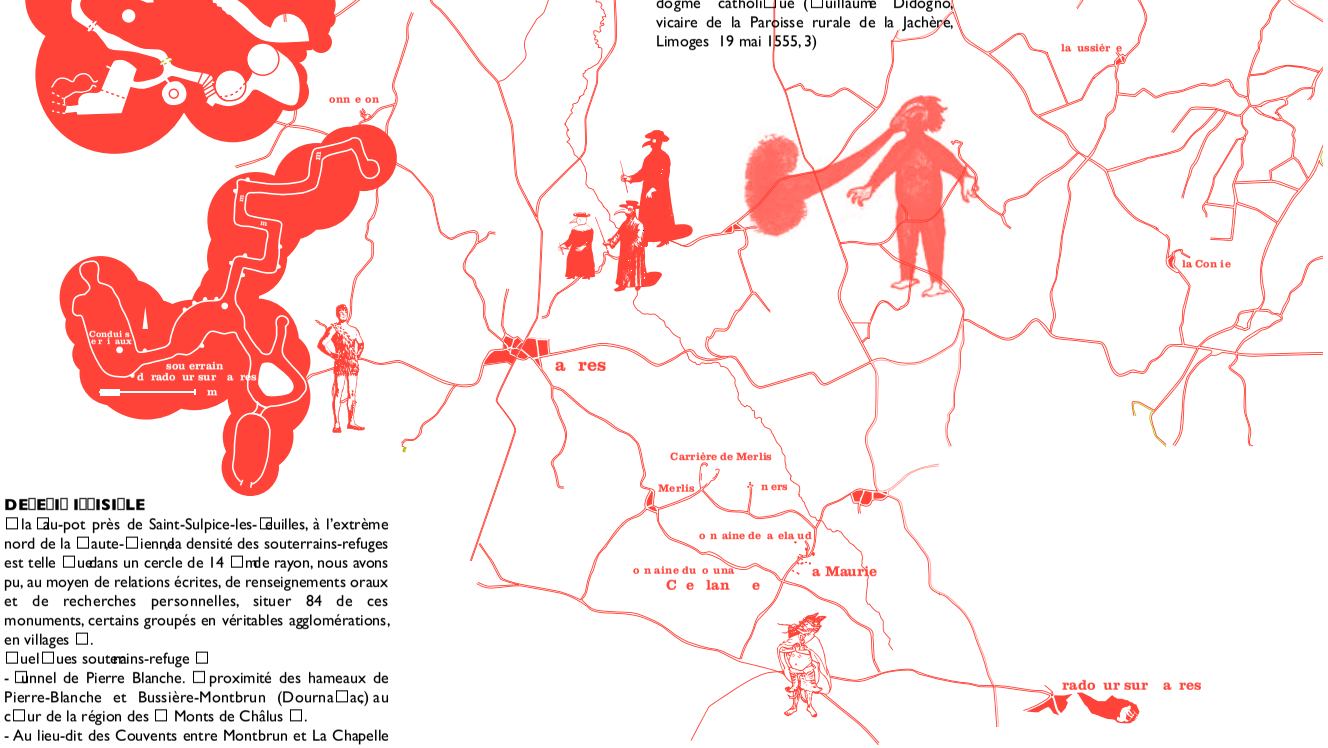
□□ Dans les cas où ladite démolition ne serait pas effectuée dans ledit délai, tous les citoyens sont invités à les démolir" (□ille, le 8 niv□e, l'an second de la Républi□uefran□aiseune et indivisible, Arrêté des Représentants du peuple dans les départements de la Corrè□e et de la □aute-□ienne)

DÉT□ UI□E L□□UTIL DE T□A □AIL

Les presses à fourrage puis les batteuses sont mises hors d'usage afin d'éviter les ré□uisitions(□eorges □uingouin en accord avec la population, 1942).

ÉTA□LI□ LES □□□LEME□TS

Les bovins ré□uisitionnés par le gouvernement fran□aissont récupérés par la police autonome et rendus à leurs propriétaires. Dans les villages, aux murs des mairies, sont collées des affiches indi□uant les prix des produits alimentaires fixés par le ma□uis. Ces affiches, tirées par Emile Planteligne che□ l'imprimeur Rivet à Limoges, portent le sceau de la Républi□uefran□aise.Sur le même modèle, des lettres au caractère officiel et administratif sont envoyées aux contrevenants, constituant le dernier avertissement avant la sanction par la police autonome. Les arrêtés autonomes fixent le prix des produits agricoles. L'obligation faite aux meuniers de revenir à un taux de blutage normal permet aux paysans d'avoir du pain blanc alors □uedans toute la □ranceon mange un pain infect. (□eorges □uingouin, 1942)



(dogme catholi□ue (□uillaume Didogno, vicaire de la Paroisse rurale de la Jachère, Limoges 19 mai 1555, 3)

DE□E□I□ I□□ISI□LE

□la □au-pot près de Saint-Sulpice-les-□euilles, à l'extrême nord de la □aute-□iennda densité des souterrains-refuges est telle □uedans un cercle de 14 □mde rayon, nous avons pu, au moyen de relations écrites, de renseignements oraux et de recherches personnelles, situer 84 de ces monuments, certains groupés en véritables agglomérations, en villages □.

□uel□ues souterrains-refuge □

- □unnel de Pierre Blanche. □proximité des hameaux de Pierre-Blanche et Bussière-Montbrun (Dourna□ac) au c□ur de la région des □ Monts de Châlus □.
- Au lieu-dit des Couvents entre Montbrun et La Chapelle -
- En face du Château de la □auguyon
- Au lieu-dit Bois de Poste sur la route des Salles à Sauvagnac
- Au □rand□illad à □uel□uesmètres au Nord du bourg des Salles, Dourna□ac
- Monticule du Château de Montbrun
- Cour du Chadeau à 150 m du château de Montbrun -

2) souterrains à Saint □ervais Souterrains de Marval □

a) au Mas-Bertier

b) - Près du village de la □erlanchie

c) - au sud-ouest de la grande prairie de Marval

d) à la base sud-ouest des hauteurs de Regoux

e) au Petit □ernet

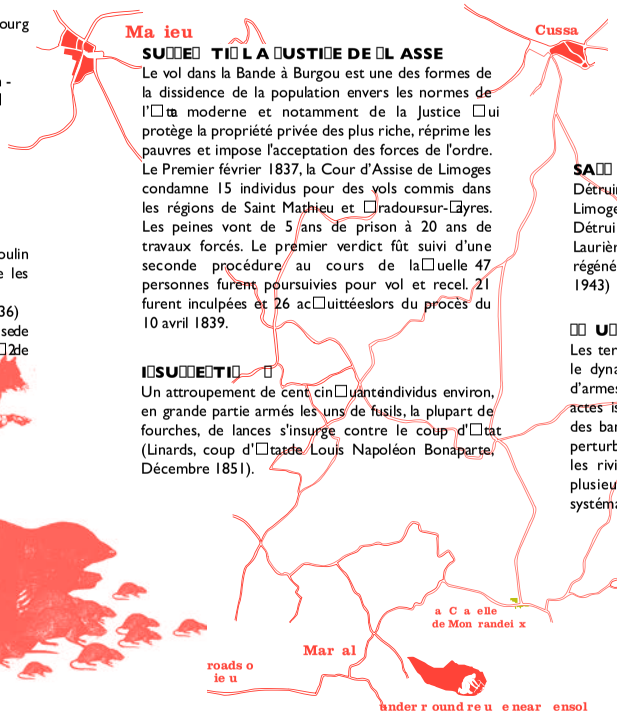
f) au Puy Pacaud

g) dans la prairie de □itrac

h) au lieu de Lascaux Pensol □2 grottes en face du Moulin de Pensol Saint Mathieu □un souterrain-refuge entre les routes de Marval et Piegut Rochechouart □

i) lieu de Malbrochet (Bull. SA□ du Limousin,1889, p. 536)

j) Cave sous la ban□ueCrédit Agricole près de l'□glisede Rochechouart, se prolongeant sous l'immeuble du n□2de la Place des □alliés.



SU□□E□ TI□ L A □USTI□E DE □L ASSE

Le vol dans la Bande à Burgou est une des formes de la dissidence de la population envers les normes de l'□ta moderne et notamment de la Justice □ui protège la propriété privée des plus riche, réprime les pauvres et impose l'acceptation des forces de l'ordre. Le Premier février 1837, la Cour d'Assise de Limoges condamne 15 individus pour des vols commis dans les régions de Saint Mathieu et □radour-sur-□ayres. Les peines vont de 5 ans de prison à 20 ans de travaux forcés. Le premier verdict fût suivi d'une seconde procédure au cours de la□uelle 47 personnes furent poursuivies pour vol et recel. 21 furent inculpées et 26 ac□uittéeslors du procès du 10 avril 1839.

I□SU□□E□TI□ □

Un attroupement de cent cin□uantindividus environ, en grande partie armés les uns de fusils, la plupart de fourches, de lances s'insurge contre le coup d'□tat (Linards, coup d'□tatde Louis Napoléon Bonaparte, Décembre 1851).

SA□□ TE□

Détruire le viaduc de Bussy-□arache sur la voie ferrée Limoges-Ussel (□eorge □uingouin, 13 mars 1943). Détruire des locomotives au dép□tde Saint-Sulpice Laurière (Le 10 avril 1943). Détruire l'usine □attele□de régénération du caoutchouc (□eorge□uingouin,9 mai 1943)

□□ U□E□ LES A□ES DE □□ MMU□I□A TI□□

Les terroristes interrompent les routes principales par le dynamitage des ponts et des barrages au moyen d'armes. Le trafic ferroviaire d'abord perturbé par des actes isolés de dynamitage des voies et des atta□ues des bandes armées est par la suite systémati□uement perturbé par le dynamitage des viaducs importants sur les rivières, dont la reconstruction aurait demandé plusieurs mois. Les lignes téléphoni□ues sont systémati□uement détruites(□□1943-1944)

□□□

POUR UNE COALITION ILLIMITÉE ENTRE LES ESPÈCES (2010)

texte de la page 175

Aujourd'hui, partout dans le monde, les abeilles meurent en masse. Cette disparition compte aujourd'hui parmi les nombreuses alarmes qui, chaque jour nourrissent les medias. Nous voulons répondre à cette alarme par un APPEL à développer l'adoption d'essaim, l'installation des ruches en ville et dans les campagnes, dans les maisons privées et dans les écoles, les locaux de quartier. Ainsi nous voulons favoriser une économie de la coopération et de la gratuité telle qu'elle est mise en œuvre de façon exemplaire par les abeilles. Car l'essaim d'abeille est le prototype de toute civilisation bâtie ENTRE les espèces.

Former un ilôt de culture

Adopter un essaim c'est contribuer à la formation d'un ilôt de culture. L'adoption d'une ruche permet de monter entre eux, en une chaîne sociale de réalisation d'une œuvre collective, des humains (pédagogues, apiculteurs, artistes, potier, adopteurs de ruches,…) et des non humains (abeilles, fleurs, arbres,…). Chacun de ces êtres forment ensemble une œuvre dont ils déterminent, par leurs contributions associées, l'écologie.
Former des ilôts de culture est un art juste et pertinent aujourd'hui. Dans de tels ilôts co-habitent des êtres d'espèces différentes – êtres biologiques, symboliques, mécaniques, imaginaires – en un même espace politique, économique et culturel. Ces ilôts peuvent se former dans des localités particulières – une ferme, un jardin, une école, une association de quartier – ou se croisent et co-habitent des êtres d'espèces différentes en un ethos commun. Ils se forment là où l'on cherche à mettre en œuvre l'égalité d'origine établie par la nature, bref, la communauté générale d'intérêts parmi toutes les classes d'êtres organiques coexistant sur un territoire quelconque.
Une telle coopération entre les humains, les animaux, les végétaux relève d'une technologie de pointe. On oublie trop souvent que la terre et les plantes qui la couvrent, les animaux qui l'habitent sont aussi des êtres techniques autrement plus sophistiquées que les agrégats de tôles, de câbles électrique et de puces à silicium qui composent nos ordinateurs.
Cette coopération entre les humains, les animaux, les végétaux est également un art politique révolutionnaire : il n'y a pas de politique qui ne soit d'une plus grande actualité que la mise en place d'une coalition entre les espèces, dédiée au développement de leurs relations et à la transformation des espèces non humaines en sujets politiques participant au débat public.

LUMIÈRE ET CHALEUR LA SOCIÉTÉ SOLAIRE DES ABEILLES (2010)

texte de la page 175

Quoique lumière et chaleur soient les deux qualités des rayons du Soleil, la philosophie des lumières en Europe s'est généralement présentée de façon antagoniste à toute philosophie de la chaleur qui rappelait trop sans doute le sombre attachement des communautés agraires à la terre. Les lumières, c'est la sortie de l'état de tutelle, de l'incapacité de se servir de son entendement sans la conduite d'un autre. C'est la sortie de la sombre et chaude communauté, la sortie de la terre, l'entrée dans le froide et clair contrat social. C'est le courage d'être soi **(NOTE 1).** La chaleur au contraire, c'est la résolution d'être ensemble, de former corps, dans la sphère maternelle.
Or, le peuple des abeilles nous montre une heureuse combinaison sociale de chaleur et de lumière.
La lumière, c'est ce qui est collecté dans la libre rencontre des autres. Les abeilles, d'une curiosité insatiable, passent leur journée à amasser avec soins tous les pollens qu'elles trouvent. Et cette collecte miraculeusement, loin de priver les fleurs de leur bien, est indispensable à leur fructification. C'est pourquoi, nul ne songerait à chercher, de ce miel, de toutes ces lumières collectées dans les rencontres et échanges avec les autres, qui en est l'auteur. Car l'abeille ne fait nullement "son" œuvre du pillage des fleurs d'autrui. Elle co-produit d'un même mouvement elle-même et les autres qu'elle. On sait même que la qualite germinative des graines issues des fleurs visitées par les abeilles est supérieure de plus de 10 % à celle des graines produites sans leur intervention.
Mais de quoi et pour quoi sont amassées ces lumières ? Quelles sont les finalités de toutes ces rencontres, de toutes ces connaissances accumulées ? Les abeilles vont chercher dans les fleurs les rayons de lumière qu'elles condensent dans la ruche pour créer un nœud de chaleur entre elles. Ce nœud est leur matrice commune, leur lieu commun de naissance.
À l'automne, la température se maintient aux environs de 20 à 25° et en hiver aux alentours de 15 à 20°. Elles se frottent les unes contre les autres et dansent pour maintenir au cœur du nid une chaleur constante. Une vapeur chaude est rejetée par leur respiration qui chauffe le miel et le transforme en un sirop épais et tiède qu'elles consomment aussitôt.
Vivre autour d'un feu, est une image fondatrice de toute société. Car ce feu est l'âme commune à l'assemblée des égaux. Ils y puisent leur force et y font naître leur progéniture. Mais cette chaleur est également offensive. Car les frelons qui attaquent la ruche sont détruits par le bain de chaleur des abeilles associées **(NOTE 2).**

NOTE 1 – Emmanuel Kant, Qu'est-ce que les lumières ?
NOTE 2 - Une colonie de 30.000 abeilles européennes peut être tuée en approximativement en trois heures par environ 30 frelons qui occupent la ruche. Quand un frelon s'approche, quelques 500 abeilles prennent leur envol, l'encerclent et génèrent une chaleur musculaire.

LOCALISER L'ART ET LA CULTURE DES COMMUNS (2013)

texte des pages 180 et 181

Le musée d'art moderne ou sa forme marchande, la galerie, sont les doublures du laboratoire et du grand magasin : le fétichisme des oeuvres d'art imite le fétichisme de la marchandise… et les expérimentations culturelles dans le white cube imitent les expérimentations scientifiques in vitro.

Il existe pourtant d'autres pratiques artistiques que celles qui s'inscrivent dans ce triangle musée-grand magasin-laboratoire. Ces pratiques contribuent à la formation d'une autre spatialité que celle, abstraite, du capitalisme tardif. Elles sculptent des localités en partant des relations de réciprocité qui lient les uns aux autres les lieux et les êtres qui s'y trouvent en sélectionnant les relations qu'ils veulent cultiver avec d'autres localités autour du globe. Et ce faisant, contribuent à définir ce que pourrait être une résilience culturelle.

C'est à la cartographie en acte de cette spatialité et de cette résilience culturelle que nous nous sommes attelés en Allier (France) depuis 5 ans. L'expérimentation locale permet ici l'articulation des expériences fondamentales de l'existence humaine (vie, mort, rève, sommeil,…) aux structures sociales fondamentales (propriété, monnaie, communs,…) qui en sont l'expression.

LE MONDE NE PEUT ÊTRE CARTOGRAPHIÉ QU'EN PARTANT D'UNE LOCALITÉ

Au modèle libéral de l'artiste (entrepreneur) génial qui ajoute au fétichisme des marchandises le fétichisme des œuvres et au modèle industriel de l'organisation planifiée de la production culturelle qui soumet la créativité à une gestion alocale, nous substituons un art qui ne retourne ni du stade imitatif ni du stade abstrait de la culture capitaliste. Cet art qui retourne de la localité peut être dit résilient.

Mais la localité existe-t'elle seulement alors qu'à chaque geste que nous faisons nous nous connectons au marché mondial, que les décisions stratégiques concernant les orientations industrielles et sociétales sont prises au niveau international ? La localité n'est-elle que l'autre nom de l'individu libéral, particule aimantée par les champs de force du capitalisme mondialisé ?

La localité suppose de sortir de l'image abstraite de la société conçue comme un champ de force ou de particules. La localité n'est pas ce résidu dogmatique et obsolète que les Modernes ont voulu y voir. Elle n'est pas un espace privé dans une espace mondial qui serait public. Elle n'obéit pas à cette représentation qui a fait du musée, du laboratoire ou de l'hypermarché, les lieux de l'universel. Elle n'est pas un cas particulier, provincial, d'une mondialité qui serait générale et urbaine. Car la campagne est elle aussi un certain genre de ville multi-espèce. Car la mondialité, la généralité, l'espace public, ne se produisent pas dans le lointain mais en tout point de la planète.

La mondialité est locale et c'est à un niveau local qu'elle est effective : variation du coût de la main d'œuvre, du prix des tomates ou du blé. C'est à un niveau local également que se produit le consentement aux imaginations et aux désirs partout imposés par l'industrie culturelle capitaliste.

Les décisions prises au plus haut niveau du système, les variations des cours de bourse qui produisent leurs effets sur l'emploi, le mode de vie, l'habitat, les transports, la projection dans le futur… sont locales car il n'y a d'action que locale. Le local n'est donc pas le moment mimétique d'un système abstrait qui serait seul réel, mais le système lui-même dans son effectuation. La mondialité est un réseau de localités dont certaines parviennent à se placer en position dominante pour diriger et gouverner d'autres localités. Elle n'est rien d'autre qu'un réseau de chaînes d'associations locales concrètes, dans des milieux sociaux et culturels spécifiques.

Pourtant, la cartographie du système dont nous avons réalisé de nombreuses cartographies les années passées, montre des entités abstraites – groupes financiers, organisations et firmes internationales - qui semblent exister pour elles-mêmes indépendamment des opérateurs physiques qui les constituent. Une cartographie peut être dressée de ces idéalités. Cette cartographie est conceptuelle, c'est-à-dire qu'elle ne se prête pas à l'action directe. On ne peut agir physiquement sur Goldman Sachs, ni même sur l'État français mais seulement démonter les enveloppes de croyances qui les font exister comme entités discursives, indépendamment de toute localité.

À l'inverse, une cartographie locale situe ces entités abstraites depuis un point existentiel, depuis un point d'amertume, là où elles agissent sur le réel concret et sur nos vies : partant d'un lieu ou de soi, on peut suivre comment chacune de nos actions se raccorde ou non à ces entités abstraites – État, firmes industrielles, dispositifs de télécommunication… Car l'approche locale substitue aux entités discursives abstraites des entités discursives concrètes, résilientes en ce qu'elles émergent du matériau même du monde, en camarade, plutôt que de le façonner de l'extérieur.

C'est ainsi que je peux percevoir les conséquences sociales, politiques, culturelles de l'essence que j'utilise dans mon véhicule ou des aliments que j'achête dans un hypermarché. Je peux qualifier si cette essence, ces aliments peuvent être ou non des objets camarades.

L'objet devient camarade quand il suppose, dans sa fabrication même, la communauté des êtres et des choses, la conscience des violences et des rapports d'exploitation qui en oriente le devenir, et la volonté d'en transformer le cours dans un sens qui contribue à accroître la qualité des liens qui attachent les uns aux autres, humains et non humains, objets et sujets.

Dans l'approche locale, l'usager, le créateur, le fabricant, le diffuseur sont conscients à chaque étape du processus, du sens de ce qui est réalisé (fonction, déstination de ce qu'on produit. Extraction, production, comptabilité, commercialisation). Ils sont conscients des forces sociales (culturelles, économiques, juridiques) en présence dans l'objet produit. Ils sont conscients de ses implications sociales, environnementales, spirituelles. Et cette conscience donne le sens et le but de la production et de la commercialisation.

L'OBJET LOCAL : OBJET CAMARADE, OBJET INTER-ESPÈCE

La localité permet que la minorité au niveau national ou mondial puisse devenir majorité au niveau local, se constitue en bastion, en contre-société, en expérimentant des formes de vie ou d'organisation différentes, d'autres liens que ceux qui prévalent dans la classe moyenne abstraite du capitalisme mondial intégré. À l'abstraction de la grande entreprise et au ghetto climatisé des musées et des galeries, elle substitue une situation permettant de revisiter l'équation du théoricien du Proletkult, Bogdanov : "production d'objet = production artistique ". C'est à ce titre que la localité permet de créer l'objet camarade.

"Our things in our hands must be equals, comrades, and not these black and mournful slaves, as they are here", disait Rodchenko, à Paris, en 1925. De tels objets sont les égaux des sujets en ce qu'ils contribuent au mode opératoire et à la définition même de la société. Ou, dit en d'autres mots, l'opposition entre sujets et objets ne permet plus de comprendre et d'agir dans les dynamiques sociales contemporaines. Une solidarité de fait existe entre eux, humains et non humains. L'art résilient consiste précisément à sortir de cette séparation et à réintégrer les objets comme sujets à part entière dans les dynamiques sociales, culturelles et économiques. La localité est le concept de cette non séparation.

Ce concept avec sa sociologie élargie d'êtres humains et non humains, pose les dispositifs de production agricoles, pédagogiques, architecturaux, culturels,… comme autant de creusets où se dessinent les formes possibles d'une société post-capitaliste dont quelques éléments structuraux peuvent être esquissés ici rapidement :

(1) Sortir de la propriété - Nous avons contribué à créer un Fonds reconnu d'intérêt général dont le but est de sortir la terre et le bâti de la relation de propriété. Un tel Fonds permet de poser le sol comme objet camarade, "support commun de l'humanité dans le monde sensible, condition de sa subsistance dans l'espace, et donc de toute son existence sensible"(Fichte). À la séparation de la vie sociale en propriétaires et non propriétaires (séparation qui recoupe celle entre sujet et objet, humain et non humain), la révocation du rapport de propriété permet de substituer la relation de solidarité entre espèces, bref, de voir émerger une organisation sociale multi-espèce. En libérant le sol et le bâti de la propriété, l'objet (sol ou bâti) ne devient pas seulement partenaire dans la formation de la localité, il se charge d'une valeur morale et manifeste un monde commun à l'échelle 1, valant pour ceux qui y travaillent mais également pour ceux dont l'existence en dépend (humains, animaux, végétaux).

(2) Requalifier les relations entre objets et sujets – La requalification des relations entre objets et sujets, qui sont un terrain d'élection pour toute action plastique, est une condition nécessaire de toute critique de la réification. La "gratuiterie" (magasin gratuit) qui requalifie les objets en tant qu'objets camarades, qui sont autant de traits d'union entre localités, est un premier pas dans cette voie, dont le second serait une ressourcerie (lieu de transformation réciproque des objets et sujets : restaurant solidaire, atelier de transformation de matière alimentaire ou non alimentaire).

(3) Percevoir la localité se métamorphosant à travers ses échanges - nous travaillons également à la mise en place d'un réseau monétaire non plus abstrait et inconscient, comme l'euro ou le dollar, mais émergeant à même les réseaux sociaux, productifs et commerciaux d'un territoire. Un tel réseau – qui est une cartographie en acte – doit permettre de rendre conscientes les relations qui se tissent et forment la vie sociale d'un territoire, de le renforcer et lui donner du crédit. La monnaie euro ne garde pas, en effet, les traces du territoire dans lequel elle circule et reste aussi abstraite que ces éléments du tableau chimique de Mendeleev qui, hors du laboratoire, n'existent jamais à l'état pur mais sont toujours situés et chargés de propriétés locales. Car il n'existe pas un fer Fe ou un calcium Ca mais seulement un fer chinois ou un calcaire parisien avec les qualités particulières qui les caractérisent.

De même qu'un organisme se modifie au gré de sa rencontre et de sa réciprocité avec un environnement, de même une monnaie doit être affectée par l'environnement dans lequel elle circule. De même, une comptabilité locale ne peut être enfermée dans une comptabilité en partie double mais doit être imprégnée de la localité qu'elle reflête.

Si l'espace lui-même ne fonctionne pas localement de façon cartésienne selon un système de coordonnée balisant un champ homogène, si les éléments n'y ont pas le caractère inerte, régulier et abstrait du tableau des éléments chimiques de Mendeleev, alors c'est bien à une autre chimie qu'il faudrait ici pouvoir travailler ! Et on pourrait bien appeler cette autre chimie, cette autre monnaie, cet autre relation à la propriété ou aux objets, des actions plastiques, substituant aux ready-mades, aux formes mortes reçues abondamment par les canaux de distribution du capitalisme mondial intégré, une Zone qu'en Stalker nous parcourons.

Cette Zone est absolue dans sa contingence et change sans cesse au gré d'évènements qui ne peuvent, en dernière instance, être mesurés et qui, pour cette raison ouvrent à ces expériences fondamentales depuis lesquelles l'organisation sociale locale prend corps et donne sens à l'existence humaine.

La Mhotte, février 2013

SORTIR DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE (2014)

texte de la page 182

La propriété individuelle, quand on ne la reçoit pas par héritage, on s'endette pour l'acquérir. On cherche à acheter un bien immobilier pour sa retraite ou pour laisser quelquechose à ses enfants. On croit ainsi garantir que, quel que soit ce qui survient dans le monde, on possédera toujours un chez soi, qu'on ne sera pas à la rue.

Ce bien sera transmissible : il pourra être vendu au besoin, ou légué à ses proches ou enfants pour qu'ils commencent dans la vie dans de meilleurs conditions que ceux qui, ne possédant pas de bien immobilier, sont obligés de louer (à la façon dont celui qui n'est pas rentier est obligé de devenir salarié). La volonté de Terres franches est de sortir la terre et le bâti de ce régime moderne de la propriété et de l'esprit de rentier qui l'accompagne.

Il n'y a pas besoin d'être propriétaire pour être libre

Pour les rédacteurs de la Déclaration des droits de l'homme, l'homme est d'abord propriétaire de sa personne, et c'est pourquoi il est libre. La liberté individuelle est fortement liée à la capacité individuelle d'appropriation. On peut appeler cela le régime moderne de propriété.

Dans ce régime, la propriété est comprise comme *"le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou les règlements. »* (Code civil, article 544). Ce droit de propriété est perpétuel : à la différence de l'usufruit, il n'est pas limité à la vie du propriétaire puisqu'il peut être légué. À travers l'héritage, la propriété est héréditaire. Ce droit est également absolu : chaque propriétaire se voit attribuer *"une position de monarque absolu par rapport au domaine qui lui est reconnu"* (Lepage, Pourquoi la propriété, 1985, p. 20).

Cette liberté du propriétaire son droit d'exclure les non propriétaires de ses biens est fournie par l'État. *« C'est la loi seule qui constitue la propriété. Il n'y a que la volonté publique qui puisse opérer la renonciation de tous et donner un titre connu, un garant à la puissance d'un seul. »* (Mirabeau). L'État permet que ce à quoi tous avaient droit devienne la propriété exclusive d'un seul.

En instituant la propriété héréditaire comme condition de la liberté, la révolution française a établi un nouveau régime politique et administratif qui forme le socle actuel de la république moderne et fonde l'esprit du capitalisme. Mettre en question ce régime moderne de la propriété ce n'est donc pas seulement mettre en question la république des propriétaires c'est également mettre en question le capitalisme et vouloir changer les règles fondamentales des relations sociales.

Mais comment peut-on être des individus souverains, libres, être en sécurité sans être propriétaire ? Les systèmes de protection au XIXe siècle ont joués ce rôle-là, apportant une sécurité à des individus non propriétaires sans les obliger à devenir propriétaire à leur tour. La formule préconnisée par l'État en France a été de fournir, en échange d'un abandon de la propriété, une protection sociale, du logement social et des services sociaux. Ce système avait pour ressorts le salariat et la croissance industrielle.

Le déficit permanent de la sécurité sociale, la crise du système de retraite par répartition, la crise du salariat, la mise en question du système industriel amènent à voir les limites de l'État providence et à envisager une réorganisation sociale autour d'une économie rurale autogérée visant autant qu'il est possible, à sortir du marché pour valoriser des productions locales non concurrentielles.

Une telle économie rurale a pour but d'établir une nouvelle manière de protéger les individus. Elle suppose un autre régime de propriété. Elle suppose de ne pas fonder le développement d'activités agricoles, commerciales ou productives sur l'acquisition de foncier ou d'immobilier. De ne pas fonder ces activités sur l'endettement et l'héritage. Elle suppose la mise à disposition des terres et du bâti pour permettre l'implantation d'initiatives sociales locale libérées de l'héritage ou de l'endettement pour acquisition de biens immobiliers ou fonciers.

LA SOCIÉTÉ DES HOMMES-ABEILLES (2010)

(non repris dans la publication Atlas of agendas, 2014)

L'abeille dans sa ruche est le prototype d'une société issue d'un acte de fabrication. La société-usine des humains au XX e siècle tente de réaliser ce que la société-usine des abeilles a réalisé depuis des millénaires. Et ainsi, elle tente de s'acheminer vers la fin de son histoire. Car le temps de la fin n'est pas seulement l'époque où nous pouvons chaque jour provoquer la fin du monde **(NOTE 1),** où l'alarme y est devenue la norme d'un monde où tout ce qui fut connu avant semble reconnaître le signe de sa disparition.

Pour l'humanité, le temps de la fin est celui où elle retourne à l'état animal. La crise écologique vient renforcer cette réduction de l'homme à une animalité qu'il ne parvient plus à transcender pour rester véritablement humain. L'homme ne peut plus rester en vie qu'en prenant soin d'une nature qu'il a transformé à son image. Mais quand les hommes retournent à l'état animal, leur corps perdent leur âme. L'existence des hommes devient celle des abeilles.

L'image de la ruche humaine qui était positive dans l'antiquité et jusqu'au XIX e siècle, est devenue soudain négative au XXe siècle. Cette figure d'une masse qui fonctionne comme un super-organisme où les individualités disparaissent ou poursuivent leur vie en ayant perdu leur âme, a caractérisé les puissances totalitaires. Qui voudrait en effet d'une société ou les ouvrières sont entièrement soumises à l'ordre social et meurent toutes à la tâche ; où tout individu improductif est éliminé sans délai ? Une telle société ne nous rappelle-t'elle pas avec insistance ces camps de travail qui ont marqué l'histoire des cent dernières années ?

Mais dans les camps de travail, les colonies d'abeilles dépérissent. On parle de dépeuplement, d'une diminution progressive du nombre d'abeilles dans les ruches-usines au cours du temps, sans cause apparente, jusqu'à leur disparition, en raison de l'incapacité des abeilles survivantes à assurer les tâches élémentaires, indispensables à la survie des colonies. Tout se passe comme si les ruches se vidaient, perdaient leur âme, la disparition rapide et massive des abeilles menant les usines d'abeilles à leur anéantissement.

L'effondrement des abeilles n'a d'égal que l'effondrement actuel de la capacité des humains de se constituer en sujet, de mettre en œuvre leur puissance d'agir. Au fond, la disparition des abeilles s'étend autour du monde du même mouvement que celui par lequel se généralise tout autour de la planète un climat de morosité et de dépression glacée. Les abeilles seraient-elles lasses de leur vie d'abeille ? Ou leur disparition n'est-elle pas le pressentiment et l'expression fantastique d'un monde nouveau vers lequel elles auraient fait exode ?

La disparition des abeilles est la vivante image de l'effacement des âmes dans le cœur des choses. Or, quand les âmes s'effacent, les hommes deviennent incapables de se rencontrer et de se reconnaître. La ruche est l'image-souhait des hommes qui comprennent qu'ils sont eux aussi des machines en essaim dont l'âme est formé de leur être-ensemble. C'est la communauté de tous les individus nés d'une même mère ayant en commun leurs enfants et partageant la cité-monde. *"Les individus* [abeilles] *ne naissent pas des individus, mais toutes naissent de toutes"* **(NOTE 2).** Elles sont chacune intimement liée à leur matrice commune qui maintient la cohésion de leur communauté. Quand cette matrice industrielle vient à disparaître, qu'elle s'auto-détruit, le travail cesse et la cité-monde s'effondre. Chaque abeille cherche alors pour elle-même sa nourriture, jusqu'à mourir comme les autres dans une même communauté de la mort.

NOTE 1 – Günther Anders, Le temps de la fin

NOTE 2 - Servius, Commentarii à Énéide, I, 431

WANTED

www.bureaudetudes.org
www.fermedelamhotte.fr
bureaudetudes@gmail.com